

Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1834.

RAPPORT fait par M. DUBUS, au nom de la section centrale (), sur
le Budget du Département de l'Intérieur pour l'exercice 1834.*

MESSIEURS,

Le budget du Département de l'Intérieur a encore été, cette année, dans les sections, l'objet d'observations nombreuses; leurs rapports ont surtout signalé fréquemment des pièces et des détails justificatifs dont la production était nécessaire pour bien apprécier les propositions de crédit du Gouvernement.

La section centrale a pris en considération les remarques et les vœux des sections; elle a réclamé tous les documens, elle s'est entourée de tous les renseignemens qui pouvaient la mettre à même d'asseoir son opinion sur les diverses questions qui ont été soulevées; et après un examen attentif et consciencieux de tous les détails du budget, elle m'a imposé la tâche de vous présenter le résultat de ses délibérations et ses conclusions sur toutes les allocations réclamées.

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER. — *Traitement du Ministre.* — Fr. 21,000.

Admis sans observation par toutes les sections et par la section centrale.

ART. 2. — *Traitement des fonctionnaires, employés et gens de service.* — Fr. 158,000.

Les traitemens des fonctionnaires, employés et gens de service, tels qu'ils

(*) La section centrale était composée de MM. Coppieters, vice-président, De Smet, Pollenus, Gendebien, Depuydt, Dugniolle et Dubus, rapporteur.

étaient établis au mois de décembre 1832, et pour le personnel qui existait alors, s'élevaient (selon les renseignemens donnés par le Ministre au mois de mars 1833), à fr. 138,835 97 c., et une somme de 143,000 fr. était d'abord demandée pour le personnel de l'administration centrale pendant l'année 1833.

La discussion a révélé ensuite que des employés étaient payés sur le crédit porté au budget pour l'industrie et le commerce. C'était un abus; pour le faire cesser, le Ministre assura qu'il était nécessaire d'élever le crédit à 150,000 fr., et cette somme lui fut accordée.

Aujourd'hui une nouvelle augmentation de 8,000 fr. est réclamée.

Toutes les sections l'ont rejetée.

L'une d'elles a demandé un tableau de l'organisation des bureaux, indiquant les attributions de chaque division et les traitemens des employés. Ces détails, obtenus par la section centrale, sont joints au présent rapport.

Les attributions d'une division, la deuxième, ont été réduites; et l'on a formé, au commencement de l'année 1833, une division nouvelle, sous le titre de *direction de commerce et de l'industrie*; ce qui a amené, dès l'exercice 1833, une augmentation dans le personnel, et par suite, dans la dépense.

L'état du personnel actuel comprend 73 individus, quatre à cinq de plus qu'au mois de décembre 1832, et leurs traitemens sont couverts au moyen d'une somme d'environ 147,000 fr.

Une allcation de 150,000 francs permettrait donc au Ministère de faire face, en outre, soit aux frais des écritures extraordinaires, soit à la dépense qu'entraînerait une augmentation nouvelle du personnel, si elle devenait indispensable.

Partageant l'avis des sections, la section centrale a estimé à l'unanimité qu'un crédit de 150,000 francs est suffisant. Réduction proposée 8,000 fr.

Son attention a été appelée sur une proposition qui avait été faite dans une section, lors du premier examen du budget de 1833, mais qui est demeurée sans aucune suite, à cause de la dissolution de la Chambre.

Ce serait de confier à quelques membres de la Chambre, versés dans la science de l'administration, la mission d'examiner en détail l'organisation des bureaux de chaque Ministère, quant à la division des attributions, au nombre, au rang, au traitement des employés de chaque division.

L'adoption d'une semblable mesure, qui avait été indiquée dans le temps par les Ministres eux-mêmes, conduirait à établir de l'uniformité dans l'organisation des bureaux des divers Départemens ministériels; à faire reconnaître quelles économies, sur les sommes affectées au personnel, sont compatibles avec la marche régulière de l'administration; à faire réduire ce personnel à un nombre suffisant d'employés capables, convenablement rétribués en raison du travail que l'État attend d'eux, et faisant ce travail par eux-mêmes et non par des doubles salariés aussi par l'État; à assurer à ces employés la considération due à des fonctionnaires réellement utiles au pays, et à fixer l'incertitude que des discussions, renouvelées chaque année, laissent planer sur leur sort.

Votre section centrale a pensé que cette proposition méritait d'être prise en considération; elle croit devoir la recommander à la Législature ainsi qu'au Gouvernement.

ART. 3. — *Materiel.* — Fr. 24,000.

Des circonstances extraordinaires, qui ne se reproduiront pas en 1834, ayant seules nécessité l'augmentation du crédit qui avait été alloué pour 1832, et les motifs que le Ministre a fait valoir, dans la discussion du budget de 1833, pour élever à 24,300 fr. l'allocation qu'il avait d'abord proposée lui-même à 20,000 fr., ne militant pas pour faire estimer au même taux la dépense de 1834, la section centrale, adoptant l'avis de la première section, est d'avis d'allouer pour cet article 22,000 francs. Réduction 2,000 francs.

ART. 4. — *Frais de déplacement.* — Fr. 2,000.

Alloué par toutes les sections et par la section centrale.

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

ART. 1^{er}. — *Pensions à accorder à des fonctionnaires et employés.* — Fr. 6,500.

Cet article n'a point rencontré d'opposition dans les sections.

Toutefois, la 1^{re} a été d'avis qu'un seul crédit devrait être porté au budget de la dette publique pour acquitter les termes échus et courant des pensions nouvelles, jusqu'à leur inscription au grand-livre. Si la Chambre adoptait ce parti, le présent article devrait être rayé.

La 4^e section trouve que l'on abuse de l'arrêté du 21 septembre du 1814, et signale la prodigalité avec laquelle s'accordent les pensions. Les Ministres ayant pris l'engagement de communiquer la liste des pensionnaires, la Chambre, lorsque cette production aura été faite, sera à même d'apprécier si ce reproche est fondé.

Le crédit réclamé est purement éventuel. Une dépense double a été faite en 1833, parce que l'inscription des nouvelles pensions liquidées n'ayant pu avoir lieu avant le 1^{er} juillet, les deux semestres en sont demeurés à la charge du Département de l'Intérieur.

La section centrale pense qu'il peut être fixé à 6,500 fr. pour l'année 1834.

ART. 2. — *Secours, continuation, ou avance de pensions, à accorder par le Gouvernement à d'anciens employés Belges aux Indes du ci-devant Gouvernement des Pays-Bas ou à leurs veuves.* — Fr. 10,000.

La majoration de 2,000 fr. que présente ce crédit sur celui qui a été alloué au budget précédent n'a point paru justifiée aux 2^e, 5^e et 6^e sections : les trois autres admettent le chiffre proposé.

Il résulte des renseignemens communiqués à votre section centrale, que les pensions des Indes dont les titulaires ont été admis, en 1833, à obtenir une avance du trésor, sont au nombre de quatre, et de l'import de fr. 7,161 91 c^s; mais que deux de ces pensions étant passibles de retenue d'après les brevets mêmes, la somme à avancer se trouve ainsi réduite à fr. 6,227 99 c^s.

Une réclamation est faite pour une 5^e pension, portant fr. 2,911 02 c^s; et si elle est accueillie, la somme à payer s'élèvera à fr. 9,179 10 c^s.

Il s'agit ici de pensionnaires qui ne sont pas créanciers de la Belgique, mais d'une caisse de pensions ou d'un fonds des veuves retenus en Hollande. Leurs pensions n'ont donc pas pu être comprises au nombre de celles qui sont payées sur les crédits alloués au budget de la dette publique. Ce n'est qu'à titre de *secours* que le Département de l'Intérieur est autorisé à faire l'avance de tout ou partie de leur pension à ceux qui n'ont pas d'autres ressources pour vivre, ou dont les autres ressources sont insuffisantes. C'est dans la confiance que le Ministre ne se départira pas de cette condition, que la section centrale propose d'allouer une somme de fr. 9,179 10 c^t, égale au montant des sommes portées au tableau qui lui a été communiqué. Réduction fr. 820 90 c^t.

ART. 3. — *Secours à des employés ou veuves d'employés qui, sans avoir droit à la pension, ont néanmoins des titres à l'obtention d'un secours à raison d'une position malheureuse.* — Fr. 4,500.

Rejeté par la majorité de la 5^e section, cet article est admis par la majorité de la 1^{re}, « jusqu'à ce que la matière des pensions ait été réglée par la loi. »

La 6^e section l'admet aussi, mais sauf renseignements à obtenir par la section centrale; et plusieurs membres sont d'avis qu'il faut, dans ce cas, ou accorder un crédit semblable à tous les Ministres, ou rendre celui-ci applicable aux employés de tous les Ministères et en majorer le chiffre en conséquence.

La section centrale a considéré que ce crédit a été admis par les Chambres, au budget de 1833, sans tirer à conséquence pour l'avenir; que destiné à être réparti arbitrairement entre ceux qui ne réunissent pas les conditions exigées par les arrêtés-lois sur les pensions, il n'est pas en harmonie avec l'article 114 de la Constitution; qu'il est d'ailleurs évidemment insuffisant pour fournir des secours à tous les employés et à toutes les veuves d'employés du Royaume qui n'ont pas de droits à exercer sur le trésor ou sur une caisse de retraite, et qu'il ne servira qu'à donner le moyen de jeter au hasard quelques insignifiantes gratifications à ceux qui se présenteraient les premiers, qui réclameraient avec le plus d'importunité, ou qui feraient le mieux appuyer leurs réclamations. Par ces motifs, à la majorité de 5 voix contre 2, elle a été d'avis de retrancher cet article.

CHAPITRE III.

FRAIS DE L'ADMINISTRATION DANS LES PROVINCES.

ARTICLES 1 à 9. — Litt. A. — *Traitemens du Gouverneur, des États-Députés et du Greffier.*

Les sommes portées à cet égard ont été admises par les sections.

Le décès récent d'un membre de la députation des États de la province d'Anvers, donne lieu à opérer une réduction de 2,835 francs, import du traitement de ce fonctionnaire compris dans le budget économique de cette province.

Litt. B. — *Traitemens des employés et gens de service.*

Pour satisfaire au désir manifesté dans une section, la section centrale a réclamé la communication des états de tous ces traitemens, à la fin de 1833, pour chaque province. Ils sont résumés dans un tableau ci-joint.

L'import total de ces traitemens est inférieur, pour chaque province, à la somme portée au budget économique; et la différence, peu considérable pour la plupart des provinces, s'élève cependant à fr. 1,587 09 c. pour la Flandre occidentale, à fr. 796 82 c. pour la Flandre orientale et à fr. 1,888 56 c. pour le Limbourg, sommes destinées, selon le Ministre, à compléter le personnel dans ces provinces, et même à augmenter les traitemens de quelques anciens employés.

La section centrale a pensé que le service pourrait se faire, en 1834, dans chaque province, avec le personnel qui a suffi les années précédentes; elle n'a pas cru d'ailleurs que ce fût le moment d'augmenter ces sortes de dépenses, à la veille d'une organisation, qui, en modifiant les attributions des fonctionnaires provinciaux et leurs rapports avec les communes, permettra peut-être d'introduire au contraire des réformes et des économies dans cette partie de l'administration.

Par les mêmes motifs, elle a cru devoir retrancher du chiffre de chaque province la somme formant le montant des réductions qui, selon les explications de M. le Ministre, seront opérées sur les traitemens de 1833 par l'application du tarif inséré au budget; somme que le Ministre destinait aussi à des augmentations de traitemens.

Elle propose donc de n'allouer, dans chaque budget économique, litt. B, que la somme formant l'import des traitemens de 1833, réduite en francs à 2 10 par florin.

Le chiffre du crédit litt. B serait donc fixé comme suit, dans chaque province :

Province d'Anvers	fr.	39,825 00	Réduction	fr.	445 00
— Brabant	-	41,575 00	—	-	425 00
— Flandre occidentale	-	37,760 00	—	-	1,880 00
— Flandre orientale	-	40,965 00	—	-	1,115 00
— Hainaut	-	46,840 00	—	-	370 00
— Liège	-	40,480 00	—	-	370 00
— Limbourg	-	29,385 00	—	-	2,015 00
— Luxembourg	-	27,760 00	—	-	240 00
— Namur	-	34,660 00	—	-	340 00

Litt. C. — *Frais de route et de séjour.*

Ce crédit est augmenté de 600 francs pour la Flandre occidentale, de 150 francs pour la Flandre orientale, de 400 francs pour le Limbourg et de 500 francs pour la province de Namur.

Une section a repoussé cette dernière majoration; une autre les a rejetées toutes.

Ce crédit est éventuel, et M. le Ministre ayant annoncé la conviction que les besoins du service nécessitaient une augmentation dans ces quatre provinces, la section centrale n'a pas cru devoir proposer de réduction.

Litt. D. — *Loyer de locaux pour le Gouverneur, les États et les bureaux.*

Ce crédit, qui n'est plus réclamé que pour deux provinces, le Limbourg et le Luxembourg, n'a donné lieu à aucune observation ni dans les sections, ni dans la section centrale, qui en propose l'adoption.

Litt. E. — *Frais de bureau, d'impressions, de reliure; entretien des meubles, éclairage, chauffage, menues dépenses.*

Partageant l'avis de la première section, la section centrale a trouvé trop élevées les sommes portées pour entretien et renouvellement du mobilier, sub. litt. B, dans les budgets de la Flandre orientale et du Hainaut, vu l'importance de celles qui ont été allouées, avec la même destination, pour les exercices précédens.

Pour le mobilier de l'hôtel provincial à Bruxelles, le crédit avait été porté à 1,000 florins en 1831, à cause des réparations plus considérables que rendaient nécessaires les dégâts commis au mois d'août précédent; mais pour l'exercice 1834, il n'est plus demandé que 1,000 francs, et pareille somme devrait suffire pour l'entretien des meubles à l'hôtel provincial de Gand.

Des dépenses considérables en ameublement ont eu lieu, assez récemment, à l'hôtel provincial à Mons: M. le Ministre nous a fait connaître qu'elles ont eu pour but de disposer un appartement pour LL. Majestés, et que tous les frais y relatifs ont été imputés sur les fonds provinciaux. Il n'y a donc plus lieu à pourvoir à l'entretien du mobilier que pour le reste de l'hôtel, et le crédit de 2,600 francs proposé est évidemment excessif.

La section centrale a pensé aussi que celui qui est réclamé pour entretenir et renouveler le mobilier de l'hôtel provincial du Limbourg excède les besoins: cet hôtel est loué tout meublé; la dépense de l'ameublement des bureaux y est faite; il ne s'agit de faire face qu'aux frais d'un simple entretien et une somme modique doit y suffire.

En conséquence, elle propose de n'allouer, sub litt. E, pour la Flandre orientale que 14,000 fr., pour le Hainaut 15,930 fr., et pour le Limbourg 10,700 fr.; réduction sur chacune des allocations proposées, 1,000 fr.

Litt. F. — *Traitemens et abonnemens des commissaires de district, frais de route et de tournées, dédommagemens des commissaires de milice.*

Les observations des sections sur ce § des budgets économiques ont porté sur les frais de route et de tournée des commissaires de district.

Quoique ces fonctionnaires soient tenus à visiter deux fois chaque année les communes de leur district, aucune indemnité de leurs frais de route ne leur avait été précédemment allouée. Une somme de 6,750 francs a été admise, pour la première fois, au budget de 1833, pour couvrir ces frais. Pour 1834, on propose de l'élever à 13,500 francs, à raison de 300 francs par district.

Toutes les sections, sauf une seule, se sont opposées à cette augmentation de dépense.

Il paraît résulter des explications fournies par M. le Ministre à l'une de ces sections qu'il considère l'indemnité de 300 francs (qu'il propose), comme acquise en entier à tout commissaire de district qui justifiera avoir fait ses deux tournées administratives, sans égard à la dépense plus ou moins grande que ces tournées ont pu occasionner à ce fonctionnaire, d'après les localités et les autres circonstances.

La section centrale pense que ce serait là une erreur. Si l'on juge conve-

nable d'indemniser les commissaires de district de leurs frais de déplacement, cette indemnité ne doit pas devenir pour eux une augmentation de traitement: elle ne doit consister que dans le remboursement de la dépense réellement faite. Il y a donc lieu, dans ce cas, comme dans tous les cas analogues, à calculer l'indemnité, sur le pied du tarif établi par l'arrêté Royal du 31 mars 1833, et d'après le nombre de lieues parcourues. Il ne doit même en être alloué aucune à celui qui, exerçant d'autres fonctions, comme, par exemple, celles de commissaire de milice, se trouverait déjà indemnisé pour des inspections faites, en cette autre qualité, dans les mêmes tournées.

La section centrale est convaincue que, calculée d'après ce tarif, l'indemnité n'excèdera jamais 150 francs par an pour les districts les plus étendus; qu'elle sera bien moindre dans les autres, et qu'elle se réduira même souvent à rien ou à peu de chose pour les commissaires de district qui sont en même temps commissaires de milice, ou commissaires-voyers.

Elle a estimé en conséquence qu'il n'y avait lieu à allouer, pour y faire face, qu'une somme de 150 francs au plus par district, mais seulement comme un crédit dont il n'est loisible au Gouvernement de disposer que conformément aux réglemens en vigueur sur les frais de routes et de tournées, et pour acquitter des dépenses réellement faites.

Sur cette base, le chiffre de l'allocation sub litt. F. serait établi comme suit, pour les neuf provinces :

Anvers	fr. 22,115	Réduction	fr. 450
Brabant	- 24,750	—	- 450
Flandre occidentale. -	35,700	—	- 1,200
Flandre orientale . -	36,155	—	- 900
Hainaut	- 31,475	—	- 900
Liège	- 28,740	—	- 600
Limbourg	- 25,755	—	- 600
Luxembourg	- 33,870	—	- 1,200
Namur	- 16,295	—	- 450

Litt. G. — *Frais des conseils de milice.*

La plupart des sections se sont encore ici prononcées contre les majorations de crédit.

On les motive sur la circonstance que les inspections des miliciens semestriers seront plus nombreuses en 1834 qu'elles ne l'ont été en 1833.

Une section a désiré connaître sur quelle base ont été calculées les allocations demandées pour payer les frais de ces inspections, et comment il était possible, par exemple, que la dépense dût s'élever à 4,000 fr. dans la Flandre occidentale et à 2,500 fr. seulement dans la Flandre orientale. Selon les explications du Ministre, on aurait proposé en général, et notamment pour ces deux provinces, les mêmes sommes que celles que l'on dépensait avant la révolution pour cet objet; si cela est, ce serait un nouvel exemple des abus dont nous avons à nous plaindre sous le Gouvernement déchu : le Ministre reconnaît, au reste, d'après des renseignemens recueillis récemment, que le chiffre de 4,000 francs peut être réduit à 2,900.

L'exagération des allocations proposées pour ces frais d'inspection a paru

évidente à la section centrale; elle est convaincue que, si l'on tient la main à l'exécution du tarif, une somme de 200 francs doit couvrir les frais des quatre inspections trimestrielles dans tout arrondissement de milice. Elle a donc cru devoir calculer le crédit sur cette base; mais en faisant toutefois remarquer que le Gouvernement pourra même éviter une partie de cette dépense en veillant à ce que les commissaires de milice, qui sont en même temps commissaires de district, fassent coïncider leurs inspections et leurs tournées.

En conséquence, elle propose de fixer pour chaque province le crédit litt. G, comme suit :

Brabant	fr. 8,200 »	Réduction	fr. 900 »
Flandre occidentale	- 7,600 »	—	- 3,200 »
Flandre orientale	- 9,100 »	—	- 1,700 »
Hainaut	- 7,600 »	—	- 1,900 »
Liège	- 8,100 »	—	- 900 »
Limbourg.	- 6,600 »	—	- 1,200 »
Luxembourg.	- 6,800 »	—	- 2,400 »
Namur.	- 5,268 »	—	- 1,672 »

Quant au budget de la province d'Anvers, il ne prévoit pas cette dépense; mais on a donné à la section centrale l'assurance que la somme portée sub litt. G, donnera les moyens d'y pourvoir.

Litt. H. — Dépenses imprévues.

Partageant l'avis des première, troisième, quatrième et sixième sections, la section centrale estime que le crédit des dépenses imprévues peut être réduit à 1,000 francs; et cela avec d'autant moins d'inconvénients, que le chiffre total des frais de l'administration dans chaque province est seul porté au budget de l'État, et que tout ce qui, dans les allocations spécialement prévues au budget économique, pourra excéder les dépenses qui seront réellement faites, demeurera à la disposition du Gouvernement pour les dépenses imprévues.

En résumé, la section centrale propose, sur les neuf articles du chapitre 3, les réductions suivantes :

ART. 1^{er}. Province d'Anvers.

A. n ^o 2.	Réduction de . .	fr. 2,835
B.	— . . »	445
F.	— . . »	450
H.	— . . »	1,000

Total sur l'article 1^{er} . . fr. 4,730

ART. 2. Province du Brabant.

B.	Réduction de . .	fr. 425
F.	— . . »	450
G.	— . . »	900
H.	— . . »	1,000

Total sur l'art. 2 . . fr. 2,775

A REPORTER . . fr. 7,505

REPORT. . . fr. 7,505

ART. 3. *Province de la Flandre occidentale.*

B.	Réduction de . .	fr.	1,880
F.	— . . »		1,200
G.	— . . »		3,200
H.	— . . »		1,000
Total sur l'art. 3 . . .			fr. 7,280

ART. 4. *Province de la Flandre orientale.*

B.	Réduction de . .	fr.	1,115
E.	— . . »		1,000
F.	— . . »		900
G.	— . . »		1,700
H.	— . . »		1,000
Total sur l'art. 4 . . .			fr. 5,715

ART. 5. *Province du Hainaut.*

B.	Réduction de . .	fr.	370
E.	— . . »		1,000
F.	— . . »		900
G.	— . . »		1,900
H.	— . . »		1,000
Total de l'art. 5. . . .			fr. 5,170

ART. 6. *Province de Liège.*

B.	Réduction de . .	fr.	320
F.	— . . »		600
G.	— . . »		900
H.	— . . »		1,000
Total sur l'art. 6 . . .			fr. 2,870

ART. 7. *Province du Limbourg.*

B.	Réduction de . .	fr.	2,015
E.	— . . »		1,000
F.	— . . »		600
G.	— . . »		1,200
H.	— . . »		1,000
Total sur l'art. 7 . . .			fr. 6,815

ART. 8. *Province de Luxembourg.*

B.	Réduction de . .	fr.	240
F.	— . . »		1,200
G.	— . . »		2,400
H.	— . . »		1,000
Total sur l'art. 8 . . .			fr. 4,840

A REPORTER. . . fr. 40,195

REPORT. . . fr. 40,195

ART. 9. *Province de Namur.*

<i>B.</i>	Réduction de . . fr.	340
<i>F.</i>	— . . »	450
<i>G.</i>	— . . »	1,672
<i>H.</i>	— . . »	1,000
Total sur l'art. 9 . . . fr.		3,462
Réduction totale sur le chapitre 3 ^{me} . .		43,657

CHAPITRE IV.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

ARTICLE PREMIER. — *Frais des trois universités.* — Fr. 384,900.

Le Gouvernement reproduit, sous cet article, la proposition de crédit qu'il avait faite au budget de 1833, et sur laquelle la Chambre a opéré une réduction de 19,900 francs, après une longue discussion, au mois de septembre dernier.

Les première, troisième et sixième sections n'ont pas trouvé que la nécessité de cette majoration fût suffisamment établie. La troisième et la sixième ont fait remarquer à cette occasion combien il importait, à la veille d'une organisation nouvelle, par suite de laquelle le nombre des universités pourra être réduit, de restreindre les dépenses à ce qui est vraiment indispensable.

Les deuxième et quatrième sections admettent le chiffre proposé par le Ministre. La cinquième s'est partagée sur cette question.

La somme votée en 1833, pour les trois universités, excède de plus de 21,000 francs celle qui a été allouée pour l'exercice 1832, elle excède aussi celle qui a été réellement dépensée pour l'exercice 1831; et cependant le Département de l'Intérieur a pu, cette année-là, dépenser presque sans limites, puisqu'il n'a été voté pour les divers Départemens ministériels que des crédits globaux, largement calculés, et qui ont laissé un excédant considérable.

En supposant que les sommes portées dans les développemens de cet article du budget sous les lettres *A*, *B* et *C* dussent être entièrement absorbées par les dépenses qui y sont indiquées, il resterait encore, pour celles qui sont comprises sous la lettre *D*, une somme de 37,500 francs, qui paraît bien suffisante pour pourvoir aux frais de matériel vraiment indispensables, et que l'on ne peut différer jusqu'à la nouvelle organisation.

Le motif donné, dans ces développemens, pour justifier la majoration de 19,900 francs, celui que des réparations indispensables auraient été forcément ajournées par suite de l'insuffisance du crédit alloué en 1833, est en désaccord avec les détails consignés en la note jointe au budget à l'appui du chapitre, où il n'est porté, pour *entretien des bâtimens et du mobilier*, que 2,150 francs pour chacune des universités de Louvain et de Liège, et 4,200 francs pour celle de Gand, comme les années précédentes.

En conséquence, la section centrale propose, sur le litt. *D* de cet article,

une réduction de 19,900 francs, ce qui ramènera le chiffre au taux du budget de 1833.

Sous le litt. E est demandée, comme en 1833, une somme de 23,300 francs, pour traitemens des professeurs mis en non-activité par l'arrêté du 16 décembre 1830.

Deux sections ont désiré connaître sur quelles bases ont été fixés ces traitemens de non-activité, et s'ils n'excèdent pas les sommes qui seraient dues à ces professeurs dans le cas où leurs droits à une pension seraient liquidés d'après les dispositions existantes. L'une d'elles a demandé la production d'un état indiquant, pour chacun, le nombre de ses années de service, la somme qui lui est allouée, et par quel motif.

Il résulte des explications et des renseignemens fournis par le Département de l'Intérieur, que la somme demandée est destinée à payer les traitemens de non-activité de huit professeurs, s'élevant ensemble à fr. 22,786 52 c^s; mais que deux de ces professeurs ayant quitté le pays lors de la révolution, sans avoir jamais élevé aucune réclamation en indemnité, ni produit leurs titres, il y avait lieu à déduire les traitemens que l'on avait le dessein de leur attribuer, et qui s'élèvent ensemble à fr. 4,656 08 c^s, de sorte que l'allocation proposée devait être réduite à fr. 18,130 44 c^s pour six professeurs.

Selon les mêmes explications, le montant de chacun des traitemens de non-activité proposé représenterait celui de la *pension* à laquelle le professeur aurait droit en vertu des articles 83 — 85 de l'arrêté du 25 septembre 1816, et de l'article 3 de l'arrêté du 16 décembre 1830 combinés; et la somme de fr. 18,130 44 c^s serait ainsi le résultat de calculs basés sur les titres de chacun des ayant droit.

L'arrêté du 16 décembre 1830, en supprimant plusieurs facultés dans les universités, avait déclaré que les professeurs qui, par suite de cette suppression, se trouveraient sans fonctions, seraient admis à faire valoir leurs droits à l'éméritat, à la pension, à une indemnité ou à une des chaires qui seraient instituées lors de l'organisation définitive de l'enseignement supérieur.

Selon l'article 84 de l'arrêté du 25 septembre 1816, l'éméritat donne droit à une pension de 500 florins, avec augmentation, pour chaque année de service en sus de cinq années, de la trente-cinquième partie du traitement : et l'article 83 accorde l'éméritat au professeur âgé de 60 ans, *dont trente-cinq ont été consacrés à l'enseignement académique dans le pays*; il l'accorde aussi, sans exiger cette double condition, au professeur atteint d'une *incommodité de nature à l'empêcher de remplir plus long-temps les fonctions de son poste*, et c'est cette disposition que l'on applique aux professeurs atteints par la suppression de plusieurs facultés, en assimilant, par analogie et par des motifs d'équité, l'événement qui les a privés de leurs fonctions et que l'on ne pouvait prévoir, à celui que le règlement a prévu.

Enfin l'article 85 accorde l'éméritat au professeur âgé 70 ans, avec jouissance de son traitement entier; mais il ne résulte point des renseignemens fournis qu'aucun de ceux pour lesquels le crédit est réclamé eût atteint cet âge au mois de décembre 1830.

Si, par ces dispositions, les professeurs des universités étaient traités beaucoup plus favorablement que les autres fonctionnaires de l'État ne le sont

par l'arrêté-loi du 14 septembre 1814, d'un autre côté l'article 88 les soumettait à contribuer annuellement au fonds à former pour payer ces pensions et celles des veuves ou enfans mineurs des professeurs, et en exécution de cet article, tous les professeurs ont supporté, jusqu'à la révolution, une retenue d'un quart pour cent sur leurs traitemens.

Un triple motif a déterminé à leur accorder des traitemens de non-activité, c'est : 1^o qu'aux termes de la Constitution il ne peut être accordé de pensions qu'en vertu d'une loi, et que l'arrêté invoqué, sous l'empire duquel ils ont cependant acquis leurs droits avant la révolution, n'émane que du pouvoir exécutif; 2^o que l'article 83 de cet arrêté ne leur est pas expressément applicable et leur est étendu par analogie; 3^o qu'ils pourraient être rappelés à l'activité lors de l'organisation définitive de l'enseignement supérieur.

En approuvant ce parti et en inclinant même pour l'interprétation toute favorable, qui a été donnée dans l'espèce à l'article 83 du règlement de 1816, à l'effet seulement de fixer la hauteur des traitemens de non-activité, la section centrale a remarqué cependant que tous ces traitemens sont portés à un taux plus élevé qu'ils ne devraient l'être d'après le nombre d'années de services de chaque ayant droit.

Il paraît que le Ministre n'est arrivé à une somme de fr. 18,130,44 c., qu'en comptant aux professeurs des services rendus à l'enseignement en France ou en Allemagne; tandis que si l'on ne fait entrer en ligne de compte que les *années consacrées à l'enseignement académique dans le pays*, ces traitemens ne s'élèveraient ensemble qu'à la somme de fr. 11,525 30 c., ainsi que cela résulte du tableau ci-joint.

La section centrale a été unanimement d'avis que l'arrêté de 1816 ne permet d'avoir égard qu'aux services rendus à l'enseignement académique *dans le pays*, c'est-à-dire, en Belgique, et que c'était à ce dernier calcul qu'il fallait s'arrêter; et en conséquence des observations qui précèdent, elle propose sur le crédit litt. E de l'article 1^{er}, une réduction de 11,700 francs.

Si les deux réductions proposées sont votées par la Chambre, le chiffre de l'article entier se trouvera fixé à 353,300 francs.

ART. 2. — *Frais de l'École industrielle à Gand.* — Fr. 10,000.

L'allocation portée aux budgets précédens, pour cette école industrielle, était de 3,440 francs.

Selon les explications obtenues du Ministre, cette école, d'après sa nouvelle organisation, devient une annexe de l'Athénée municipal, qui ne reçoit aucun subside de l'État, et pour lequel la régence de cette ville dépense annuellement 25,000 francs : elle met à sa disposition un local convenable et un laboratoire de chimie qui lui a coûté 30,000 florins. En vue de la réorganisation de cette institution, le Gouvernement propose d'élever le subside à 10,000 francs.

Cette augmentation a été repoussée par cinq sections : une seule l'admet.

L'une des sections qui réduisent le crédit à 3,440 francs, considère cette école comme une institution essentiellement communale et d'intérêt local, puisqu'elle n'a pour objet que de former des chefs d'ateliers et des ouvriers de fabriques, en sorte qu'elle ne peut être de fait fréquentée que par des personnes de la ville même : elle aurait donc été d'avis que les frais en in-

combassent à la ville de Gand seule, si elle n'avait pensé que l'administration municipale avait pu compter, en se chargeant de la réorganisation de cette école, sur la continuation du subside alloué les années précédentes.

Adoptant l'avis de la plupart des sections, la section centrale propose d'accorder, comme en 1833, une somme de 3,440 francs : différence 6,560 francs.

ART. 3. — *Traitement et autres frais de l'Inspecteur des Athénées et collèges et de son Commis.* — Fr. 9,000.

Cet article a été admis sans observation par toutes les sections. La section centrale en propose aussi l'adoption.

ART. 4. — *Subsides aux Athénées et Collèges* — Fr. 85,300.

Les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième sections ont admis cette dépense, qui présente le même chiffre que celle qui a été votée au budget de 1833, il y a quelques mois.

Trois membres de la seconde section ont déclaré subordonner leur vote approbatif à la condition que le Gouvernement ferait la promesse formelle de présenter un projet de loi, sur l'instruction publique, dans cette session.

Deux membres de la même section, au contraire, voudraient une majoration de 25,000 francs à répartir entre les collèges et écoles moyennes pour lesquelles il avait été demandé, au présent budget, des subsides qui ont été refusés par la Législature, et entre les établissemens de l'espèce dans la province de Luxembourg qui méritent particulièrement des secours à raison de leur utilité et de l'exiguïté de leurs ressources.

Quatre membres de la cinquième section demandent aussi un crédit de 15,000 francs pour la province de Luxembourg.

L'opinion de la sixième section a été de n'allouer des subsides que d'après les besoins constatés et reconnus des établissemens qui en jouissent aujourd'hui; et afin d'apprécier la nécessité ou l'utilité des allocations, elle a demandé sur l'importance, le personnel, les ressources, les dépenses de ces établissemens et sur le nombre des élèves qui les fréquentent, des renseignemens que la section centrale a réclamés de son côté du Ministère. Ceux qu'elle a obtenus sont résumés dans un tableau joint au présent rapport.

La promesse désirée par une partie des membres de la seconde section existe dans la réponse à l'adresse de la Chambre; elle a reçu immédiatement un commencement d'exécution par la nomination d'une commission qui s'occupe sans relâche de la rédaction du projet de loi réclamé par la Chambre avec tant d'instance. La section centrale a donc la confiance que la Législature sera incessamment mise à même de régler définitivement cette matière délicate, et de couper ainsi racine à des discussions irritantes que chaque budget ferait renaître. Jusqu'au moment très-rapproché, où cette loi nous sera présentée, il convient de laisser les questions entières, de continuer les subsides actuels, mais de ne point donner accueil à des amendemens qui tendraient à préjuger ces questions, et surtout de ne point ouvrir ainsi la porte à une foule de demandes semblables que l'intérêt de localité ferait surgir. C'est le parti qu'a pris la Chambre à la dernière session.

En conséquence la section centrale propose l'adoption de l'article.

ART. 5. — *Indemnités aux professeurs démissionnaires dans les Athénées et les Collèges.* — Fr. 12,000.

Les deuxième, troisième et quatrième sections ont admis cet article. La cinquième a pensé que ces allocations devaient se restreindre à ce que l'humanité réclame en égard à la position et aux besoins des professeurs dont il s'agit ; la sixième a été aussi d'avis que ces indemnités, sur la constitutionnalité desquelles elle a des doutes, ne peuvent au moins être continuées qu'à titre de secours, et pour autant qu'il soit bien constaté que ceux qui les reçoivent sont dans une position malheureuse. Ces deux sections et la première ont réclamé la production du tableau des professeurs qui prennent actuellement part à cette indemnité, avec l'indication de la somme allouée à chacun. La sixième demandait que cet état fût accompagné de renseignemens précis sur les fonctions et la situation antérieure et actuelle de tous ceux à qui on accorde ces secours.

Ce crédit n'a été introduit au budget, en 1831, qu'en faveur de ceux qu'une révolution avait inopinément réduits à une misère momentanée en les privant brusquement des fonctions professorales qu'ils remplissaient : il était essentiellement temporaire. Il n'a été continué et appuyé lors du vote des budgets des années suivantes, qu'en invoquant toujours l'état malheureux dans lequel beaucoup gémissaient sans avoir trouvé encore à se replacer depuis l'événement qui leur avait ôté tout à coup leurs moyens d'existence.

Le tableau qui a été communiqué à la section centrale, et les renseignemens souvent très-vagues et très-incomplets qui l'accompagnaient, ont suffi toutefois pour la convaincre que les intentions de la Législature, en votant ce crédit, ont été maintes fois méconnues dans l'application qui en a été faite, et que, s'il n'y a pas lieu à la supprimer entièrement pour 1834, il est possible et convenable au moins de la réduire considérablement. Elle propose d'allouer 6,000 francs.

Réduction 6,000 francs.

ART. 6. — *Instruction primaire.* — Fr. 242,000.

Ce crédit, porté à fl. 102,604 50 en 1831, fut fixé, au budget de 1832, à fl. . . . ou fr. 212,431 75 c^s.

Pour 1833, le Ministre demanda une augmentation, motivée sur la nécessité d'allouer des subsides pour construction, réparation, location et ameublement de maisons d'école, et des secours aux instituteurs nécessiteux et sans emploi ; la Chambre éleva le chiffre de l'article à 230,000 fr., ce qui présente, sur le crédit de 1832, une majoration fr. 17,568 25 c^s.

Selon les notes du budget de 1834, le crédit voté pour 1833 n'aurait pas été suffisant et aurait mis le Gouvernement dans la nécessité d'ajourner plusieurs demandes fondées ; on annonce en outre la nécessité de faire face à des engagemens pris par le Gouvernement précédent envers quelques communes. Une nouvelle majoration de 12,000 francs est donc réclamée.

Ainsi motivée, elle a été admise par les deuxième, troisième et quatrième sections, et rejetée par la première et par la sixième ; celle-ci dit s'être

assurée que la somme votée en 1833, loin d'être insuffisante comme l'annonce le Département de l'Intérieur, a excédé les besoins et n'a, à beaucoup près, pas été absorbée; et la cinquième section est d'avis que le crédit ne soit alloué que sur la production d'un état détaillé des communes et des individus qui reçoivent des secours du Gouvernement.

Selon les notes qui ont été fournies à l'appui des budgets de 1831 et de 1832, la répartition de la somme allouée pour traitemens et supplémens de traitemens aux instituteurs était indiquée de la manière suivante entre les diverses provinces :

Anvers	21 écoles, fl.	5,825	ou fr.	12,328 04
Brabant	45 »	7,361		15,578 84
Flandre Occident.	51 »	8,648		18,302 65
Flandre Orientale.	43 »	5,150		10,899 45
Hainaut	55 »	10,040		21,248 68
Liège	71 »	11,425		24,179 89
Limbourg	86 »	12,665		26,804 23
Luxembourg . . .	38 »	7,175		15,185 18
Namur	83 »	11,335		23,989 42

Fl. 79,624 ou fr. 168,516 40

On présentait ces allocations comme nécessitées par des engagements résultant d'arrêtés pris antérieurement à la révolution : elles reproduisent exactement les chiffres portés pour ces différentes provinces au budget ordinaire de 1830, sous le titre de traitemens et supplémens de traitemens des instituteurs des écoles moyennes et primaires; et elles comprennent par conséquent les sommes qui étaient accordées à ce titre par le Gouvernement précédent, pour les villes et communes du Limbourg et du Luxembourg, qui sont demeurées occupées par les Hollandais.

Le surplus des sommes accordées pour l'instruction primaire en 1831 et 1832 était destiné à d'autres secours et encouragemens à l'instruction primaire, et en particulier, à des subsides pour construction et ameublement d'école et à des secours pour les instituteurs d'un âge avancé ou que des maladies auraient privés de leurs ressources.

C'est donc à tort que, dans les développemens du budget précédent, on a allégué qu'aucune somme ne figurait au budget de 1832 pour ces subsides et ces secours, et que l'on a voulu établir, sur la nécessité d'en accorder, celle d'augmenter le crédit. Il en a été accordé chaque année.

La section centrale a réclamé, du Département de l'Intérieur, l'état désiré par la cinquième section; elle a été mise en possession de *statistiques de l'enseignement primaire* au 1^{er} février 1833, dressées par les Gouverneurs des provinces, et où se trouvent portés les noms de tous les instituteurs avec l'indication des traitemens dont ils jouissent.

Il résulte du relevé qu'elle a fait sur ces documens officiels de tous les traitemens payés aux instituteurs sur le trésor de l'État, qu'ils s'élevaient, au 1^{er} février 1833, à fr. 150,343 39 c^s, répartis entre les provinces de la manière suivante :

Anvers	23 écoles	fr. 8,655 08
Brabant	62 »	18,355 05
Flandre Occid . .	49 »	11,704 67
Flandre Orient. .	41 »	10,231 09
Hainant	63 »	16,786 97
Liège	85 »	27,083 33
Limbourg	77 »	21,948 22
Luxembourg . . .	38 »	13,206 39
Namur	78 »	22,372 59
<hr/>		
516 »		fr. 150,343 39

Ainsi 18,000 francs de moins que le total des sommes portées pour les provinces méridionales, au budget ordinaire de 1830, mais qui, il est vrai, s'appliquaient, comme nous venons de le dire, à tout le territoire de ces provinces.

M. le Ministre nous a communiqué en même temps un état des subsides accordés en 1833. Les nouveaux traitemens, les majorations de traitemens et les subsides accordés aux instituteurs (jusqu'au 30 décembre 1833 à ce qu'il paraît) se sont élevés, selon cet état, à fr. 23,989 18 c^s.

Il y a donc eu encore inexactitude grave dans la note jointe à l'appui du chapitre de l'instruction publique, au budget de 1833, note où il était dit que sur la somme de 214,040 francs demandée pour traitemens des instituteurs, devaient être prélevés ceux accordés à 615 instituteurs, portant ensemble environ 202,950 francs, et qu'il ne restait de disponible, pour les nouveaux traitemens à accorder, que 11,090 fr. ; si la Législature avait voté sans réduction le crédit qui était alors demandé, la somme disponible, pour de nouveaux traitemens à accorder, se serait élevée à 64,000 francs et non pas seulement à 11,000 francs; et malgré la réduction opérée par la Chambre, le Gouvernement a accordé de nouveaux traitemens pour le double de ce qu'il avait annoncé ; cependant le crédit, comme l'a dit une section, a encore excédé les besoins et est loin d'avoir été entièrement absorbé.

Les mêmes statistiques constatent qu'au mois de février 1833, les écoles, tant communales que privées, étaient fréquentées ensemble par 371,000 élèves, deux cinquièmes et plus au delà du nombre existant dans toutes les écoles avant la révolution ; cependant les subsides payés sur le trésor de l'État ont été moindres depuis la révolution que ceux qui étaient accordés par le Gouvernement déchu. Ainsi le progrès, de 1830 à 1833, est dû à la seule liberté.

Indépendamment des sommes allouées sur le trésor de l'État pour traitemens des instituteurs, il en est payé sur les fonds provinciaux et sur les revenus des communes et bureaux de bienfaisance. Le montant total de tous les subsides pour traitemens, selon les statistiques, était, au 1^{er} février 1833, de 546,175 93 $\frac{1}{2}$; l'État en supportait dont un peu plus que le quart.

Cette somme est loin de présenter le véritable chiffre des encouragemens donnés à l'instruction primaire ; car des subsides matériels sont aussi payés par le trésor et par les communes ; beaucoup de communes fournissent gratuitement à l'instituteur la salle d'école et le logement ; souvent les communes et les bureaux de bienfaisance lui paient, au lieu d'une somme fixe, des indemnités calculées d'après le nombre des indigens qu'il reçoit, et ces sommes étant

variables, ne sont point portées dans les tableaux des statistiques : d'autres, dans les provinces de l'Est, lui allouent une indemnité en nature, par exemple, en seigle ou en épeautre, qui n'est point non plus comprise dans le chiffre. Nombre d'écoles gratuites sont soutenues au moyen des revenus de diverses fondations. D'autres, surtout depuis la liberté de l'enseignement, le sont par des particuliers zélés pour l'instruction du pauvre. Enfin, toutes les personnes qui ont quelque aisance, paient l'instruction qui est donnée à leurs enfans.

Devant les renseignemens que fournissent les statistiques et l'état des nouveaux traitemens accordés, s'évanouissent les motifs mis en avant aux budgets de 1833 et de 1834 pour faire augmenter le crédit.

En communiquant ces pièces à la section centrale, le Ministre lui a fait connaître qu'environ cent trente demandes de traitement d'instituteurs ou de majoration de traitement sont en instruction, les unes déjà accueillies par l'autorité provinciale, les autres envoyées aux Gouverneurs pour renseignemens et avis. Ce serait, si elles étaient toutes accueillies, peut-être une somme de 15 à 18 mille francs encore dont s'augmenterait le subside payé par l'État pour les traitemens des instituteurs.

La section centrale a remarqué que ce sont en général les provinces et les districts les plus favorisés jusqu'ici, qui obtiennent encore la plus grande part dans les distributions nouvelles; et que c'est aussi de ces provinces et de ces districts que surgissent le plus grand nombre de demandes de traitemens.

La partie du crédit destinée à des subsides pour construction et ameublement d'écoles, et à des secours à d'anciens instituteurs, est demeurée intacte : un secours unique de 300 francs a été accordé, mais on annonce que des demandes sont en instruction, et pour y faire droit, l'excédant considérable du crédit demeure tout entier à la disposition du Ministre, qui demande en outre une majoration de 12,000 francs pour 1834.

Alors qu'aucune sorte d'encouragement ne manque à l'enseignement primaire, que cet enseignement est en progrès depuis trois ans sans augmentation des subsides du Gouvernement, que la Législature est même saisie de la question de savoir si les secours à accorder aux communes pour l'instruction primaire devront encore désormais incomber au trésor, ou s'ils ne seront pas plutôt une charge de la province; alors qu'une loi est sur le point de nous être présentée, qui règlera constitutionnellement toute la matière; il paraît au moins inopportun de donner tout à coup et sans aucun motif apparent une grande extension à cette dépense. Au reste, dans le cas même où toutes les demandes dont il s'agit seraient fondées, et où il y aurait urgence d'y faire droit, la suffisance du crédit, tel que la Chambre l'a établi au budget de 1833, n'en serait pas moins évidente.

Trois membres de la section centrale se sont prononcés contre l'augmentation réclamée. Deux accordent toute la somme demandée; un membre accorderait 236,000 francs; mais tous trois, à la condition que tout ce qui reste disponible soit employé en subsides dans les provinces qui ont été lésées dans les distributions faites jusqu'ici.

CHAPITRE V.

CULTES.

Les quatre articles dont se compose ce chapitre ont été admis par toutes les

sections de la Chambre sans aucune observation , et sans réclamer aucun renseignement ultérieur.

Cette unanimité dans toutes les sections rend d'autant plus facile la tâche de la section centrale.

Sur les 3,352,900 francs demandés , comme aux budgets précédens , pour le culte catholique , une somme qui excède trois millions est absorbée par les traitemens d'environ 4,640 ministres de ce culte.

On remarque avec satisfaction que , sans augmentation du chiffre total, les traitemens de 521 chapelains sont portés de 210 à 400 francs.

La section centrale , conformément à l'avis des sections , propose l'adoption des quatre articles du chapitre V.

CHAPITRE VI.

GARDE CIVIQUE.

ART. 1^{er}. — *Frais de voyage et d'administration.* — Fr. 12,000.

Toutes les sections se sont opposées à l'augmentation du crédit proposé, surtout avant la réorganisation de la garde civique , et n'allouent en conséquence que 9,000 francs. Une section toutefois accorderait 9,600 francs.

La quatrième section émet le vœu qu'une même loi organise la garde civique et la milice , et qu'elle soit présentée incessamment.

La section centrale , à l'unanimité , propose 9,000 fr. Réduction 3,000 fr.

ART. 2. — *Prix à distribuer pour l'exercice au tir.* — Fr. 20,000.

Quatre sections écartent cet article quant à présent , le considérant comme sans objet jusqu'à la loi nouvelle dont le projet est annoncé.

La deuxième section , en l'allouant , déclare qu'elle entend qu'il n'en sera fait usage que dans le cas où la nouvelle loi le prescrirait.

La quatrième l'admet sans observation.

La section centrale a pensé unanimement qu'il devait être retranché. Il sera temps d'allouer , s'il y a lieu , un crédit pour l'exécution de la loi de réorganisation de la garde civique , lorsque cette loi aura été votée et sanctionnée.

ART. 3. — *Réparation et entretien des armes de la garde civique.*
— Fr. 16,000.

Adoptant l'avis de quatre sections , la section centrale admet ce crédit , qu'une section aurait voulu réduire à 12,000 francs , et une autre à 10,000 francs.

Elle exprime le vœu que l'on fasse déposer ces armes , tant dans l'intérêt de leur conservation , que pour empêcher l'abus que l'on en fait.

CHAPITRE VII.

Subsides aux villes ou communes dont les revenus sont insuffisants. —
Fr. 100,000.

Ce crédit a été ramené , par toutes les sections , au chiffre du budget de 1833, 50,000 francs ; selon l'observation de l'une d'elles , l'expérience a prouvé que cette somme est suffisante , et il n'existe aucun motif qui doive faire prévoir la nécessité de l'augmenter. Quelques membres de la quatrième section s'opposent même à toute allocation.

La section centrale a adopté l'avis des sections. Réduction 50,000 francs.

CHAPITRE VIII.

TRAVAUX PUBLICS.

Pour satisfaire au vœu exprimé par une section, et pour les motifs qui ont été exposés dans le rapport sur le budget de 1833, la section centrale a été d'avis de distinguer, dans le budget même, les dépenses de nature diverse; et propose d'y rétablir la même spécialité qu'au budget précédent.

ART. 1^{er}. — *Routes.*

Un tableau, contenant par province et par nature de travaux le détail de la dépense comprise dans cet article, a été obtenu par la section centrale du Département de l'Intérieur. Il est joint au présent rapport.

Litt. A. — *Entretien et réparation des routes de première et de deuxième classes.*
— Fr. 1,300,000.

Ce crédit, en partie éventuel, a été fixé, pour 1833, après un examen très-détaillé, à 1,320,000 francs. Il présente donc, pour 1834, une diminution de 20,000 francs.

Il a été admis généralement par les sections, et la section centrale propose son adoption.

Dans le sein de la section centrale a été soulevée la question de savoir s'il ne serait pas possible d'obtenir une économie notable dans la dépense de l'entretien des routes, en chargeant de cet entretien les adjudicataires du droit de barrières, comme cela se pratiquait avec succès dans une partie de la Belgique avant l'occupation française.

Un membre de la section centrale a exposé dans une note les avantages de ce système, et, en répondant par une seconde note aux objections contenues dans une lettre du Ministre, il a esquissé les dispositions principales d'une nouvelle organisation du mode d'exécution de tous les travaux.

Tout en reconnaissant que ce projet mérite de fixer l'attention du Gouvernement et de la Législature, la section centrale n'a pas cru devoir prendre, à l'occasion du budget, une résolution sur ce plan. Elle n'aurait pu le faire qu'après des recherches, un examen et des discussions approfondies; elle a pensé que cette question devrait faire l'objet d'une proposition spéciale : mais pour appeler sur ce point les méditations et les lumières des membres de la Chambre, elle joint à son rapport la lettre et les deux notes où le projet est exposé et débattu.

Le Gouvernement précédent, frappé des inconvéniens du système, qui subsiste encore aujourd'hui, avait nommé, en 1827, une commission pour le réviser. Le travail de cette commission était terminé et le Conseil-d'État en était saisi au moment où la révolution a éclaté. Il serait à désirer que le Gouvernement actuel cherchât à se le procurer et en fit l'objet d'un nouvel examen, ou qu'il instituât une commission pour recommencer cet important travail.

Litt. B. — *Frais d'exploitation.* — Fr. 15,900.

Ce sont les traitemens de vingt-et-un garde-ponts à bascule. Cette allocation n'a rencontré aucune opposition dans les sections ni dans la section centrale.

Litt. C. — *Construction de routes nouvelles.* — Fr. 759,100.

Cette proposition de dépense est l'exécution de l'article 5 de la loi du 18 mars 1833, qui affecte les fonds provenant de la taxe des barrières à l'entretien et à l'amélioration des routes, ainsi qu'à l'ouverture de nouvelles communications. C'est par évaluation que le Ministre a fixé à 759,000 francs, l'excédant du produit des barrières.

Pour 1833, il avait été évalué à 602,000 francs, dont l'emploi a été réglé par la loi du 10 août dernier.

Selon les renseignemens obtenus du Département de l'Intérieur, l'emploi aurait été conforme à cette loi.

Quant à la somme de 147,000 francs votée par la dernière disposition de cette loi, pour allocations à faire à titre de subside aux provinces, communes, ou sociétés qui se chargeraient à leurs frais de l'établissement de communications y désignées, la distribution en est, jusqu'à ce jour, arrêtée comme suit :

Route d'Enghien à Grammont.	fr. 17,000
— de Tournay à Renaix.	25,000
— de Lessines à Renaix.	16,000
— de Huy à Tirlemont.	25,000
— de Bierset à Hannut.	16,000
— du Châtelet vers Anthée	16,000
— de Lierre vers Aerschot.	16,000
— de Charleroi à Beaumont.	16,000
	<hr/>
	fr. 147,000

Celle de Binche à Beaumont n'y est pas comprise, parce que deux adjudications ayant été tentées infructueusement, le projet en est ajourné.

L'emploi des 759,100 francs, excédant présumé du produit des barrières en 1834, n'a point encore été arrêté par le Gouvernement. La section centrale a reçu communication des propositions faites par l'inspecteur-général à cet égard. Le tableau en est ci-joint.

Trois sections ne se sont pas prononcées sur l'article, à défaut de détails. Les trois autres l'ont admis.

La section centrale en propose l'adoption.

Litt. D. — *Frais de levées de plans, achat et réparation d'instrumens, etc.* — Fr. 25,000.

La plupart des sections ont admis cet article.

Adoptant l'avis de la 1^{re} section, la section centrale est d'avis de n'allouer que 15,000 francs, somme supérieure à celle qui a suffi en 1832. Il ne lui paraît pas que le moment soit venu de faire confectonner une carte du Royaume, et la dépense que nécessitera ce travail ne pourrait d'ailleurs être imputée sur le crédit actuel.

Les réglemens obligent les ingénieurs à être pourvus d'instrumens à leurs frais; M. le Ministre assure qu'il s'agit ici des instrumens nécessaires pour les opérations dont les conducteurs sont souvent chargés.

Il assure encore qu'aucune partie de ce crédit n'a été jusqu'ici employée en gratifications à des conducteurs temporaires ou permanens, comme le craignait une section; que son emploi est uniquement fait en salaires d'ouvriers qui aident aux opérations; et que les comptes qu'en rendent les ingénieurs, sont scrupuleusement examinés et apurés au Ministère.

ART. 2. — *Canaux.*

Litt. A. — *Entretien des canaux, travaux extraordinaires au canal de Pommerœul à Antoing.* — Fr. 79,340.

Plusieurs sections ont été étonnées de voir se reproduire, dans les détails de cette allocation, la même somme de 28,960 fr., qui figurait déjà au budget de 1833 pour travaux extraordinaires au canal de Pommerœul à Antoing; elles ont pensé qu'il y avait erreur.

Il n'en est point ainsi : chaque année, on exécute à ce canal des travaux d'entretien ordinaire et des travaux extraordinaires, adjugés les uns et les autres, le 5 mai 1832, pour dix ans.

Le cahier des charges explique en détail en quoi consiste l'entretien ordinaire, qui est adjugé à forfait pour la somme annuelle de fr. 27,089 92 c^s : cette première somme doit donc se reproduire chaque année pendant tout le terme de l'adjudication.

Tout renouvellement total ou partiel des ouvrages, ou tout ouvrage neuf, non compris dans cet entretien ordinaire, est considéré comme entretien extraordinaire, et l'entrepreneur doit les exécuter d'après un bordereau de prix inséré au même cahier des charges. Les dépenses de cette seconde catégorie doivent donc varier chaque année; elles sont le résultat d'accidens que l'on ne peut prévoir à l'avance; et si le chiffre de 28,960 francs est reproduit pour les couvrir, c'est comme limite que la dépense ne pourra excéder, mais que peut-être elle n'atteindra pas.

La section centrale a remarqué toutefois qu'en 1832, M. l'inspecteur divisionnaire estimait que la dépense des travaux extraordinaires n'excéderait pas une somme de 12,000 florins par année.

Une section a contesté la nécessité d'un crédit pour l'entretien du canal de Maestricht à Bois-le-Duc, dont la prise d'eau se fait à Maestricht même, et dont la navigation se trouve, en conséquence, complètement interrompue depuis la révolution.

Selon les explications de M. le Ministre, la nécessité de pourvoir à cet entretien est indépendante de la navigation: qu'elle soit active ou interrompue, il faut maintenir les digues dans leurs profils et arrêter la dégradation des ouvrages d'art : ou bien la destruction du canal serait inévitable.

Les travaux d'entretien à ce canal ont coûté en 1831, fr. 29,547 74 c^s, y compris la réparation des digues; en 1832, fr. 12,998 66 c^s; en 1833, fr. 12,300. Le Ministre déclare au surplus que la somme demandée pour 1834 a été déterminée par les évaluations approximatives des ingénieurs, mais que cet entretien n'est pas encore adjugé.

Quant à la dépense des travaux d'entretien, de réparation et de plantation, au canal de Gand à Terneuzen, elle s'est élevée, en 1831, à fr. 7,392 25 c^s, en 1832, à fr. 6,550 26 c^s, et en 1833, à 6,375.

D'après ces explications, la section centrale a pensé qu'il y avait lieu à allouer, pour l'art. 2, litt. A, une somme de 75,000 francs Réduction 4,340.

Plusieurs membres de la section centrale ont fait remarquer que la partie du canal de Bois-le-Duc qui traverse notre territoire sur une longueur de 8 à 9 lieues, pourrait être utilisée au moyen d'une prise d'eau en aval de Maestricht, ce qui donnerait aux habitans de la rive gauche de la Meuse une communication avec Ruremonde, Venloo et toute la Meuse inférieure; et plus tard, lorsque, comme cela est probable, le canal de Venloo à Dusseldorf aura été achevé, soit par le Gouvernement prussien, soit par une société concessionnaire, une communication jusqu'au Rhin. Ils appellent sur ce point l'attention du Gouvernement.

Une section a demandé des explications sur le retard que met la société du Luxembourg à exécuter le canal de Meuse et Moselle, le terme étant expiré depuis un an : il résulte des explications du Ministre, qu'invité à faire connaître les intentions de cette société, l'administrateur dirigeant aurait répondu en substance que les travaux seront repris quand le sort des territoires que le canal doit traverser sera définitivement fixé. Le Gouvernement a cru en conséquence devoir charger les ingénieurs des provinces de Liège et de Luxembourg de dresser les procès-verbaux qui, aux termes de l'article 4 de l'arrêt de concession, doivent précéder la mise en demeure.

Il importe que la société concessionnaire soit enfin contrainte à remplir l'engagement qu'elle a contracté, et à faire jouir le pays des avantages de cette importante communication. La section centrale croit donc devoir insister pour que cet objet ne soit pas plus long-temps perdu de vue par le Gouvernement.

Litt. B. — *Frais d'exploitation.* — Fr. 28,110.

Cette partie de la dépense se compose des traitemens des éclusiers, pontonniers, machinistes, etc. Elle présente le chiffre même qui a été porté au budget de 1833, sur la production des renseignemens les plus détaillés. Elle a été admise par toutes les sections et par la section centrale.

ART. 3. — *Ports et côtes.*

Litt. A. — *Entretien des ports et côtes.* — Fr. 179,515.

Cette somme est égale à celle à laquelle ces travaux avaient été estimés au second projet de budget pour 1833; ils ont été adjugés depuis, et plusieurs sections ont pensé que le chiffre de ce crédit ne pouvait être voté qu'après renseignemens obtenus sur le résultat des adjudications.

Elles ont été faites pour les sommes suivantes :

Côte de Blankenberg	fr.	99,259 26
Port de Nieuport	-	31,100 00
Port d'Ostende	-	26,900 00
Écluse de Slykens et arrière-port d'Ostende	-	6,300 00
Ensemble.	fr.	163,559 26

Donc fr. 15,955 74 c^s de moins que la somme réclamée au budget.

Pour justifier cette différence, le Ministre a allégué la nécessité de pourvoir à la dépense des travaux imprévus qui seraient le résultat de hautes marées et d'ouragans à la côte; il a fait aussi entrer en ligne de compte des travaux *éventuels* d'enrochement aux faux-radiers des écluses de chasse.

La section centrale, à l'unanimité, a pensé que le crédit pouvait être fixé à la somme de 170,000 francs. Réduction 9,515.

Litt. B. — *Frais d'exploitation.* — Fr. 11,585.

Cette dépense a été justifiée en détail lors de l'examen du budget de 1833. Toutes les sections, et la section centrale, l'admettent.

Litt. C. — *Construction de la deuxième partie de la jetée d'Ostende.* — Fr. 107,000.

Cinq sections approuvent cette dépense; la sixième voudrait, avant de la voter, avoir l'assurance que les résultats obtenus, par la construction de la première partie, établissent l'utilité de ces travaux dispendieux.

Le Gouvernement se trouve dans l'impossibilité de fournir des renseignemens sur ces résultats, attendu que les travaux de la première partie sont en exécution, l'adjudication n'en ayant été approuvée que récemment; mais le Ministre promet de ne faire emploi des fonds demandés pour la construction du second sixième de cette jetée que pour autant que les résultats prévus soient satisfaisans. C'est, confiante dans cette promesse, que la section centrale propose l'adoption de cet article.

ART. 4. — *Phares, fanaux et pilotage.* — Fr. 23,204.

Cet article, admis par quatre sections, a donné lieu dans les deux autres à l'observation que le chiffre de 14,000 francs, porté dans les développemens de l'article pour *modifications au système d'éclairage*, n'était justifié par aucun détail: la section centrale ayant obtenu ces détails, ils sont joints au présent rapport. Elle a pensé qu'il y avait lieu à voter le crédit demandé, toutefois en faisant, de la dépense relative au personnel, l'objet d'une allocation distincte.

Les explications du Ministre ont encore fait connaître que le trésor n'effectue pas de recette relative au pilotage, et que ce service n'entraîne pas de frais pour l'État: l'article ne comprend donc aucune dépense, même éventuellement prévue, concernant le pilotage; en conséquence, le mot *pilotage* doit en être retranché.

ART. 5. — *Entretien et réparations aux endiguemens des Polders.* — Fr. 500,000.

Cette proposition de dépense n'étant accompagnée d'aucun développement, les sections ont réclamé l'indication des travaux à l'exécution desquels cette somme considérable est destinée; elles ont désiré connaître aussi quels ont été les travaux exécutés et la dépense réellement faite sur le crédit de 964,000 francs voté au budget de 1833. Ces détails ont été fournis; ils sont joints au présent rapport. Il en résulte que les ouvrages nécessaires pour

fermer la coupure de Burgt, compris dans ce crédit pour 500,000 francs, en ont coûté environ 800,000.

La coupure de Lillo, cause d'une inondation si considérable et si désastreuse, ne pourra être fermée que lorsque l'évacuation du fort de ce nom en donnera les moyens; la dépense est évaluée à 1,400,000 francs.

L'inondation du petit Doel ne pourra également cesser qu'après l'évacuation du fort de Liefkenshoek. Le Gouvernement assure toutefois avoir pris les mesures nécessaires pour circonscrire cette inondation par le renforcement de la digue qui sépare le *grand* du *petit Doel*.

La dépense qui est proposée pour 1834 laisse donc en perspective des dépenses beaucoup plus considérables.

Selon les explications du Ministre, il n'existe pas de digues dont les travaux soient à la charge du trésor de l'État. Le Gouvernement n'est intervenu dans la réparation des digues des polders, que parce que son inaction aurait pu compromettre les intérêts généraux du pays, et qu'il s'agissait de réparer des dégâts résultant d'événemens de guerre, et étrangers au cours naturel des choses.

Cette intervention remonte à l'année 1831; un crédit spécial de 300,000 fl. fut ouvert au Ministère de l'Intérieur, par la loi du 6 octobre 1831, pour faire face aux dépenses que nécessitaient les réparations des digues des polders et des rives droite et gauche de l'Escaut, *sauf le recours du Gouvernement contre les propriétaires, s'il y a lieu.*

Le Gouvernement ne considère ces nouvelles dépenses que comme des avances faites sous la même réserve.

Celle qui est proposée a pour objet la réparation des digues qui circonscrivent les inondations. La section centrale a pensé qu'il y avait lieu à la voter, mais avec la clause de la loi du 6 octobre 1831.

Elle estime qu'en général les ouvrages seraient exécutés plus utilement et à moins de frais par les administrations des polders qu'ils intéressent, sauf au Gouvernement à leur accorder, soit des avances, soit même des subsides, quand il y aurait des motifs suffisans de le faire.

ART. 6. — *Bâtimens civils.*

Litt. A. — *Entretien des hôtels, édifices et monumens de l'État.* — Fr. 22,500.

En réponse à une observation de la première section, le Ministre a reconnu que ce chiffre peut subir une réduction d'environ 1,500 francs, par suite de la renonciation au bail de l'hôtel de l'état-major de la garde civique. Le loyer de cet hôtel s'élevait à fr. 3,174 60 c^s; l'état-major sera pourvu d'un local d'un prix beaucoup moins élevé.

La section centrale propose en conséquence de réduire ce crédit à 21,000 francs.

Litt. B. — *Reconstruction du bâtiment incendié, latéral à l'hôtel du Ministère des Affaires-Étrangères.* — Fr. 44,000.

La section centrale avait été d'avis, à l'unanimité, de supprimer cette allocation, sur laquelle les avis des sections étaient partagés.

Elle considérait cette reconstruction comme inutile, sous le rapport de la

destination indiquée pour le nouveau bâtiment ; l'hôtel des Affaires-Étrangères étant, dans son état actuel, bien suffisant pour le logement du Ministre et pour ses bureaux ; elle la regardait comme peu utile sous le rapport du bel aspect, puisqu'elle ne ferait disparaître qu'une très-petite et la moins apparente partie des ruines qui existent à cet endroit ; enfin elle lui paraissait imprudente, aussi long-temps que l'hôtel *Torrington*, auquel cette aile de bâtiment est adossée, ne sera pas lui-même reconstruit ; les murs très-élevés de cet hôtel, qui a été aussi incendié, pourraient en effet s'écrouler et ruiner de nouveau les constructions que l'on veut rétablir.

Dans sa séance du 23 décembre, la Chambre a renvoyé à l'examen de la section centrale une nouvelle proposition du Ministre, qui ferait disparaître ce dernier inconvénient, si elle était accueillie.

Il réclame une majoration de 380,000 francs à l'article *des bâtimens civils*, pour acquisition et reconstruction de l'hôtel *Torrington* et d'un autre hôtel contigu, qui y a été en partie incorporé.

L'acquisition de ces hôtels est déjà faite pour le compte de l'État, pour le prix de deux cent vingt mille francs, outre le désistement que fait le vendeur de tout droit à l'indemnité qui pourrait lui revenir du chef des pertes qu'il a éprouvées par l'incendie de ses hôtels, pendant les combats de septembre 1830 ; avec clause que la vente sera considérée comme non avenue, si les Chambres n'avaient pas alloué, avant le 1^{er} février prochain, les sommes nécessaires pour le paiement du prix d'achat.

S'il fallait s'en tenir aux chiffres et aux considérations présentées par le Ministre dans la note qu'il a communiquée à la section centrale, cette acquisition présenterait un avantage évident pour l'État.

Car il y évalue à 223,110 francs, le terrain de ces hôtels, comprenant 2,159 mètres carrés, la partie des constructions qui peut subsister, et les matériaux qui peuvent être utilisés.

Il fait valoir d'une autre part que le Gouvernement est menacé par le propriétaire d'un procès en demande d'indemnité, fondée sur ce que l'incendie aurait été le fait des Belges, qui ont cru devoir en venir à cette extrémité pour débusquer l'ennemi des positions qu'il occupait, et que l'acquisition prévient ce procès.

Il fait observer en outre que la loi présentée le 12 décembre, si elle était adoptée, lui donnerait droit à cette indemnité, qui s'élèverait, selon l'expertise faite en octobre 1830 par la commission nommée par le Gouvernement, à la somme de 266,734 francs 38 c^s.

Enfin, il invoque la nécessité de fournir un hôtel au Département de la Guerre, qui occupe une partie du palais du Roi, et qui a été invité à plusieurs reprises, par le secrétaire du Roi chargé de la liste civile, à se procurer dans un bref délai un local convenable pour y transporter ses bureaux.

160,000 francs suffiraient, selon la même note, pour rétablir toutes les constructions.

Il a semblé à la section centrale que l'estimation du terrain et de ce qui reste des hôtels était exagérée de beaucoup ; que le procès annoncé n'était pas à craindre, puisqu'il était question d'un fait de guerre légitimé par le droit sacré de la défense ; la circonstance que l'hôtel était en la possession de l'ennemi agresseur et lui servait de point d'attaque, bien loin d'être favorable à la pré-

tention d'une indemnité à la charge de l'État, fournirait un motif de plus pour la repousser. Quant à la loi présentée le 12 décembre, elle est encore en projet, et le principe d'indemnité qu'elle consacre peut donner lieu à de graves objections.

Les estimations faites en octobre 1830 n'ont point eu pour objet de servir de titre contre le nouvel État belge aux victimes de l'agression des troupes hollandaises, mais de transmettre à la postérité la preuve des ravages commis par ces troupes dans la ville de Bruxelles. C'est en ces termes qu'est motivé l'arrêté du Gouvernement provisoire du 5 octobre 1830.

Il n'est point possible, au surplus, que le dommage se soit élevé, comme on le dit, à fr. 266,734 66 c^s, et que cependant, trois ans après l'incendie, et lorsque l'intempérie des saisons a dû augmenter les ruines, une somme de 160,000 francs suffise pour tout reconstruire.

Avant de se prononcer, la section centrale a cru devoir s'entourer de renseignements ultérieurs, et s'attacher à bien calculer la hauteur de la dépense qui serait la conséquence de l'adoption de la proposition du Gouvernement.

Elle s'est convaincue que si l'on ajoute au prix d'achat de 220,000 francs les sommes qui seront nécessaires pour reconstruire l'édifice, y compris la maçonnerie, la charpente, la serrurerie, la menuiserie, les plâtrages et les plafonnages, la couverture, la peinture; l'hôtel *Torrington* coûtera à l'État environ 500,000 francs.

Le crédit demandé serait donc insuffisant de beaucoup.

Le contrat lui paraît d'ailleurs onéreux; l'hôtel ayant été exposé en vente publique, avec la condition que l'acquéreur jouirait de tous les droits du propriétaire à l'indemnité, les offres faites (en supposant même qu'elles aient été sérieuses) n'ont pas atteint 180,000 francs. Le prix de 220,000 francs est donc manifestement trop élevé.

Par ces motifs, à l'unanimité, elle s'est prononcée contre l'allocation réclamée.

Quant à l'aile de bâtiment latérale à l'hôtel des Affaires Étrangères, M. le Ministre a fait connaître à la section centrale que la destination en était changée. Si cette aile était reconstruite, l'hôtel serait assez spacieux pour contenir tous les bureaux du Département de l'Intérieur et pour fournir un logement convenable au Ministre. L'hôtel actuel de l'Intérieur recevrait le Ministre des Affaires Étrangères et ses bureaux : on ferait ainsi l'économie de l'indemnité de logement de ce Ministre, et du loyer de l'hôtel occupé par le Ministère de l'Intérieur, rue d'Assaut.

La section centrale a été également informée que si l'acte relatif à l'hôtel *Torrington* demeurerait sans effet, des mesures seraient prises pour faire démolir les parties de cet édifice qui menacent la sûreté des habitations voisines.

En conséquence, à la même unanimité, la section a voté l'adoption du crédit de 44,000 francs proposé sous la lettre B.

Litt. C. — Construction d'un bâtiment pour les archives de l'État, sur le terrain de l'ancien Ministère de la Justice. — Fr. 150,000.

Il y a eu unanimité, dans les sections, pour écarter cette proposition. Le Gouvernement précédent avait fait des dépenses considérables pour

restaurer la porte de Hal et l'approprier au dépôt des archives du pays.

Ce bâtiment isolé et parfaitement bien aéré, construit sans aucune charpente, ce qui écarte tout danger d'incendie, présente, à ses trois étages, trois salles très-vastes, voûtées, éclairées sur tous les côtés, parfaitement sèches, ainsi que les murs, longues de 18 mètres environ sur une largeur un peu moindre, et dans lesquelles les archives peuvent être déposées.

Une construction entièrement neuve et qui serait conçue pour cette destination spéciale, ne pourrait observer mieux que ce bâtiment, les convenances les plus essentielles à un dépôt d'archives.

Il reste peu de chose à faire pour qu'il puisse les recevoir. Il suffirait d'achever la menuiserie des tablettes et de renouveler celle des croisées que le défaut de soins, depuis trois ans, a détériorée.

La section centrale a été unanime pour rejeter l'allocation proposée.

Elle pense qu'un triage devrait être fait des archives, afin de transporter à la porte de Hal toutes celles qui sont utiles : une commission composée d'hommes instruits devrait présider à cette importante opération.

Litt. D. — *Construction de réservoirs au Ministère des Finances.* — Fr. 3,200.

Cet ouvrage, selon les explications obtenues, assurera les moyens de secours, dans le cas où se renouvellerait l'accident du mois de février dernier.

La section centrale, adoptant l'avis de la plupart des sections, estime que cette dépense peut être autorisée.

Litt. E. — *Construction et changemens intérieurs à l'hôtel du Ministère de la Justice, pour l'établissement des bureaux.* — Fr. 5,000.

Quatre sections accordent cette allocation, une la rejette, une attend des renseignemens sur la nécessité de la dépense. La section centrale n'en a pas obtenu de plus explicites que ceux qui accompagnent le budget. Elle a pensé toutefois que ce crédit pourrait être alloué.

Si ses propositions sur l'art. 6 du chap. 8 sont admises, le chiffre de cet article sera réduit à 73,200 francs.

ART. 7. — *Personnel.*

Litt. A. — *Traitemens des ingénieurs.* — Fr. 134,820.

La somme allouée pour ces traitemens, au précédent budget, ne s'élevait qu'à 122,500 francs.

Quatre sections n'allouent que cette somme; une, 125,000 francs; l'autre renvoie tout l'article à l'examen de la section centrale.

L'augmentation provient principalement de l'exécution donnée, quant aux traitemens, à l'arrêté du 22 mai 1833, qui a accordé une promotion à plusieurs ingénieurs.

Elle provient aussi, pour une faible partie, de ce que certains traitemens n'avaient été comptés, en 1833, que pour une partie de l'année.

Une somme de 125,000 francs couvrirait les traitemens des ingénieurs actuels, au taux auquel ils ont été alloués en 1833.

La section centrale, se référant aux motifs exposés dans le rapport sur le budget de 1833, a été d'avis, à l'unanimité, de réduire l'allocation à 125,000 francs. Différence 9,820.

Litt. B. — *Frais de bureau et de déplacement.* — Fr. 52,000.

Une section a appelé l'attention de la section centrale sur l'élévation de ces frais.

En 1832, il y a eu un grand nombre de déplacements extraordinaires, nécessités par des circonstances imprévues, et cependant la dépense n'a pas excédé 48,500 francs.

La section centrale a estimé en conséquence qu'une allocation de 50,000 francs serait suffisante. Réduction 2,000 francs.

Litt. C. — *Traitemens des conducteurs et employés temporaires.* — Fr. 111,060.

La 1^{re} et la 6^{me} section ont fait observer que dans le calcul de ce crédit, on a compté les traitemens pour toute l'année, sans distinguer, sous ce rapport, les conducteurs *permanens* des *aides temporaires*, employés à la surveillance extraordinaire dans la saison où tous les travaux sont à la fois en exécution. La 1^{re} section propose de réduire l'allocation à 100,000 francs, afin de forcer le Gouvernement à introduire de l'économie dans cette dépense, en ne payant les *aides temporaires* que pendant la saison où ils sont réellement employés.

Cette observation et ce chiffre ont été adoptés par la section centrale à l'unanimité. Réduction 11,060 francs.

CHAPITRE IX.

SERVICE DES MINES. — Fr. 85,000.

Un ingénieur des mines exerce les fonctions de commissaire de district, et doit être suppléé dans celles d'ingénieur; un conducteur est démissionnaire. Il paraît y avoir nécessité, pour que le service marche avec régularité, de remplacer celui-ci et de nommer deux conducteurs nouveaux.

D'après l'état du personnel qui lui a été communiqué, la section centrale s'est assurée que, ces nominations faites, une somme de 82,000 francs couvrira toute la dépense du service des mines. Elle propose en conséquence de voter cette somme, Réduction 3,000 francs.

CHAPITRE X.

COMMERCE, INDUSTRIE, AGRICULTURE.

ART. 1^{er}. — *Commerce, industrie.* — Fr. 300,000.

Au budget précédent, une somme de 108,000 francs était destinée aux encouragemens à donner à l'industrie et au commerce; une faible partie seulement de cette somme a été nécessaire et a été dépensée.

192,000 francs de plus sont demandés pour 1834, et les sections, en général, n'ont pas accueilli une augmentation aussi considérable, dont la nécessité ne leur a point paru établie.

La quatrième et la cinquième ont proposé une allocation de 200,000 francs. Dans la deuxième, on s'est partagé entre ce chiffre et celui de 150,000 fr. La troisième n'alloue que 108,000 francs, comme en 1833. La première et la sixième n'ont pas fixé de chiffre, à défaut de renseignemens suffisans.

Le principal motif de la majoration a été de mettre le Gouvernement à même de soutenir par les moyens qu'il jugera les plus efficaces notre commerce maritime.

La mission commerciale à Paris, entraînera, en 1834, des frais plus élevés qu'en 1833.

L'encouragement de la pêche, au moyen de primes, est une dépense nouvelle; le Gouvernement croit qu'il pourra satisfaire aux besoins, la première année, avec une somme de trente à quarante mille francs.

Nous manquons d'une statistique commerciale, agricole et maritime : les renseignemens nécessaires pour la former devront être recueillis : il faudra ensuite l'imprimer.

Les frais d'une école de navigation à établir à Anvers, ceux d'une exposition des produits de l'industrie, sont aussi, dans les prévisions du Ministre, au nombre des causes de l'augmentation.

La section centrale n'a pas pensé qu'il y eût lieu à prévoir, pour 1834, la dépense qu'exigerait une exposition des produits de l'industrie; partageant en cela l'avis d'une section, elle croit devoir retrancher de ce chef une somme de 50,000 francs.

L'école de navigation est à fonder, et d'après les explications obtenues, la loi qui devrait l'instituer n'existe pas même encore en projet; ce qui concerne son organisation n'est pas arrêté; au moins la section centrale n'a-t-elle pu obtenir aucun renseignement à cet égard. Dans ces circonstances, elle a cru ne pouvoir proposer aucune somme pour cette institution. Donc, à retrancher encore 5,000 francs.

Il est bien désirable que la pêche soit encouragée; mais cette sorte d'encouragement ne doit pas être abandonnée à l'arbitraire des agens du Gouvernement : il convient que la loi fixe la hauteur des primes et détermine les conditions sous lesquelles elles seront acquises; et c'est en insistant pour obtenir la présentation d'un projet de loi sur cette matière, que la section centrale propose un crédit spécial de 40,000 francs pour cet objet.

Pour les autres encouragemens au commerce et à l'industrie, il resterait, après les retranchemens indiqués ci-dessus, une somme de 205,000 francs. La section centrale propose d'allouer 150,000 francs.

Une section, à l'unanimité, a demandé que l'on fît connaître à la Chambre l'emploi de ce crédit en 1832 et 1833; ces détails ont été réclamés par la section centrale qui les a fait joindre au rapport.

ART. 2. — *Agriculture.* — Fr. 325,500.

Litt. A. — *Encouragemens à l'agriculture.* — Fr. 60,500.

1^o Les 20,000 francs réclamés pour l'école vétérinaire, ont été alloués par toutes les sections, sauf une, qui n'accorde qu'un subside de 10,000 francs, comme en 1833.

Il résulte des renseignemens qui ont été fournis à la section centrale

par le Département de l'Intérieur, que cette institution, entièrement organisée aux frais des professeurs qui la dirigent, leur a coûté déjà 37,260 francs, en frais de premier établissement qui s'élèveront même, lorsque toutes la dépense en sera faite, à 43,335. Indépendamment de cette première mise, on estime à 14,620 francs la dépense annuelle pour le matériel et les employés subalternes de l'établissement, et ainsi, sans y comprendre aucune indemnité pour les professeurs qui sont au nombre de sept. Cependant les rétributions des élèves pour le cours de 1833 — 1834, ne produisent qu'une somme d'environ 8,000 fr. Les professeurs ont déclaré en conséquence, qu'à moins d'un subside de 30,000 francs, ils se trouveraient dans l'impossibilité de continuer leurs efforts pour le soutien et la prospérité de cette institution, qui est d'une nécessité vraiment indispensable, le besoin de bons médecins vétérinaires se faisant sentir presque généralement dans le pays; elle compte maintenant 80 élèves. Par ces considérations, le Ministre a proposé de porter l'allocation à 30,000 francs.

Ce chiffre a été admis par la section centrale à l'unanimité.

2^o Elle a admis également, avec toutes les sections, le crédit de 1,500 francs pour les examens et admissions à l'exercice de l'art vétérinaire.

3^o L'augmentation du crédit pour *les pépinières de mûriers, la distribution annuelle des plants de mûriers et les primes*, a pour causes l'extension que prend cette culture dans le pays, les nombreuses demandes de plants de mûriers qui sont faites au Gouvernement, et l'établissement, recommandé par la commission supérieure d'industrie, d'une grande pépinière de mûriers à Uccle. La section centrale reconnaît combien il importe au succès des efforts tentés déjà depuis plusieurs années pour introduire en Belgique l'éducation des vers-à-soie, de propager la culture du mûrier, et elle a été d'avis d'allouer les 10,000 francs demandés.

4^o 6,000 francs sont réclamés pour l'établissement d'un *vignoble modèle*. La section centrale n'a pu se convaincre de l'utilité de cette dépense, qui deviendrait, pour les années suivantes, une cause de dépenses ultérieures toujours plus élevées. Elle s'est donc prononcée contre ce crédit.

5^o Il en est de même de l'allocation de 6,000 francs proposée pour une *ferme modèle* pour la culture du maïs. Cette plante et sa culture sont généralement connues en Belgique. L'établissement que l'on veut fonder occasionnerait une dépense annuelle considérable, qui, selon la section centrale, serait inutile ou bien peu utile pour la prospérité agricole du pays.

6^o et 7^o Elle a été unanime pour accorder les deux sommes demandées, l'une pour *achat à l'étranger de graminées, plantes utiles et instrumens aratoires perfectionnés*; l'autre pour *achat à l'étranger d'animaux domestiques d'espèces inconnues en Belgique et meilleures que celles qui s'y trouvent, et amélioration des espèces connues dans notre pays*.

8^o L'extension que prendrait la culture de la garance, dans la Belgique, l'affranchirait du tribut qu'elle paie chaque année pour les quantités considérables de teinture de garance qu'elle tire de l'étranger. Elle est déjà cultivée avec succès dans plusieurs provinces, et le Gouvernement se propose d'encourager cette culture, au moyen de primes, dans toutes les localités où le sol lui est favorable, et d'y faire connaître et adopter en même temps les bons procédés de dessiccation, sans lesquels cette plante

n'offrirait qu'un trop faible avantage aux cultivateurs. Ce crédit a été aussi admis par la section centrale.

Haras. — Les haras ayant cessé de faire partie des attributions du Ministère de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, au Département duquel la dépense en est transférée, a réclamé de ce chef une augmentation de 100,000 francs au crédit pour le soutien de l'agriculture.

Selon l'avis unanime d'une commission qui avait été nommée par les Départemens de l'Intérieur et de la Guerre pour cet objet, cette somme est indispensable pour les dépenses du premier établissement d'un dépôt d'étalons.

En accordant cette nouvelle allocation, la section centrale a été d'avis que le crédit pour encouragemens à l'agriculture, qui, d'après les propositions ci-dessus se trouverait porté à 158,500 francs, devait être employé à améliorer, non-seulement les races de chevaux, mais encore celles des bêtes à cornes et des bêtes à laine.

Litt. B. — *Établissement modèle pour la culture du mûrier et l'éducation des vers-à-soie.* — Fr. 8,000.

Trouvant l'augmentation du crédit justifiée par la note jointe aux développemens du budget, la section centrale, d'accord avec quatre sections, admet cette dépense. Une section rejette la majoration. Dans une autre, il y a eu partage.

Litt. C. — *Société d'horticulture à Bruxelles.* — Fr. 12,000.

La plupart des sections ont accordé ce subside.

Il résulte des documens communiqués à la section centrale, qu'un subside de 6,000 florins avait été accordé en 1826, à cette société, par le précédent Gouvernement, et que ce subside lui a été payé jusqu'en 1830; mais la section centrale n'y a point trouvé la preuve d'un engagement qui s'étendrait à toute la durée de la société, comme l'a soutenu son conseil d'administration; ni même d'un engagement qui s'étendrait à l'année 1834; toutefois, après avoir reçu du Gouvernement l'assurance que la continuation de cette allocation est nécessaire au soutien de l'établissement, elle a été d'avis de l'accorder encore, comme *subside temporaire*.

Le jardin botanique, ouvert aux élèves de l'école de médecine et de l'école vétérinaire, sert à leur instruction.

Les statuts de cette société promettaient l'érection d'une école complète de botanique, d'une école d'horticulture et d'une école forestière; l'association avait en outre pour but la culture modèle des arbres et plantes utiles et d'agrément; l'acclimatation et l'introduction des plantes étrangères: le Gouvernement a demandé qu'elle remplît des obligations qui sont dans l'intérêt public.

Litt. D. — *Avance pour les dépenses à faire sur le fonds d'agriculture détenu par les Hollandais.* — Fr. 65,000.

Sur ce fonds se paient les traitemens des artistes vétérinaires de l'État et ceux des secrétaires des commissions provinciales d'agriculture, portant ensemble, annuellement, fr. 21,587 28 c. — Les indemnités de voyage de

ces vétérinaires et des membres de ces commissions ; les indemnités pour bestiaux atteints de maladies contagieuses et abattus par ordre de l'autorité, dues à ceux qui ont concouru, sous le Gouvernement précédent, à la formation du fonds détenu en Hollande ; enfin les primes pour l'amélioration de la race des bestiaux.

Les indemnités, qui n'excèdent jamais le quart de la valeur des bestiaux abattus, sont accordées d'après des règles uniformes et sur des procès-verbaux en double, dressés, les uns par des experts nommés d'office, et les autres par les vétérinaires de l'État, afin d'éviter toute exagération dans les estimations.

Une section a déclaré désirer des renseignemens sur l'emploi de ce crédit. Les cinq autres l'ont alloué, et la section centrale en propose l'adoption.

Litt. E. — Secours sur le troisième tiers du fonds de non-valeurs aux personnes réduites à la détresse par suite de pertes résultant d'événemens de force majeure, (feu du ciel, grêle, inondations, épizooties, etc.) — Fr. 130,000.

Litt. F. — Secours pour pertes essuyées antérieurement à 1834, et provenant d'événemens de force majeure (feu du ciel, grêle, inondations, épizooties, etc.) — Fr. 50,000.

Par ces allocations, la somme à employer annuellement en secours, pour pertes résultant d'événemens de force majeure, est portée de 103,000 à 130,000 francs, et un supplément de crédit de 50,000 francs est même réclamé pour les trois exercices antérieurs.

Il résulte des renseignemens obtenus par la section centrale que, pour chacun de ces exercices, le crédit a été insuffisant, quoique les secours accordés n'aient jamais excédé le dixième de la perte. Par suite des retards qu'ont entraînés la régularisation des pièces et la nécessité de recueillir les renseignemens, et par suite aussi de la négligence des autorités locales, un grand nombre de demandes de secours appartenant à ces trois exercices, sont arrivées tardivement au Ministère, et les fonds manquent pour y faire droit.

Les secours sont accordés sur la proposition du Gouverneur, basée sur des procès-verbaux qui constatent l'étendue des pertes. C'est un contrôleur des contributions, assisté de l'administration locale, qui vérifie les faits conformément au titre II de l'arrêté du 24 floréal an 8. Et, vu le grand nombre de réclamations, il n'est alloué de secours qu'à raison du dixième de la hauteur du dommage constaté, et seulement aux personnes qui, par suite de l'événement malheureux qu'elles ont à déplorer, se trouvent réduites à l'état de détresse par la gravité de leurs pertes comparées à leur fortune antérieure.

L'exiguité même des secours accordés est cause que le plus souvent les évaluations des pertes sont exagérées. La section centrale a reçu l'assurance que des instructions ont été adressées aux Gouverneurs pour obvier à cet abus.

Partageant l'avis de quatre sections, la section centrale estime que les allocations réclamées doivent être consenties.

Le résultat de ses propositions sur l'article 2 du chapitre X, si elles sont adoptées par la Chambre, en élèverait le chiffre à 423,500 francs.

CHAPITRE XI.

ART. 1^{er}. — *Lettres, sciences et arts.* — Fr. 233,440.

Litt. A. — *Encouragemens, souscriptions, achats.* — Fr. 60,000.

Cette proposition de crédit présente, sur celle qui a été adoptée par la Législature pour 1833, une augmentation de 30,000 francs.

Deux sections l'ont admise; quatre l'ont rejetée. La majorité de membres de l'une d'elles n'alloue même que 25,000 francs.

Selon les observations faites dans diverses sections, une expérience toute récente a démontré que ce sont les amateurs riches et éclairés qui, en achetant les bons tableaux, accordent les meilleurs encouragemens et les décernent au véritable mérite; et cette sorte d'encouragemens n'a point manqué.

Il est aussi sorti de ces sections des plaintes sur l'usage qui a été fait du crédit voté en 1833. On a fait observer dans l'une d'elles que ce n'est point parmi les restes de l'exposition que l'on pouvait espérer de trouver des chefs-d'œuvre destinés à composer un Musée belge.

On y a dit enfin, que la création d'une classe des beaux-arts, dans le sein de l'académie de Bruxelles, qui va être réorganisée, serait, par ses effets, un encouragement des plus utiles, dont les arts ont été privés jusqu'ici en Belgique.

Dans la section centrale, où cinq membres étaient présens, les opinions se sont partagées comme suit: Un membre rejette tout le crédit; deux le réduisent à 30,000 francs; un à 40,000; un seul l'accorde tel qu'il est proposé.

En conséquence la section centrale présente le chiffre de 30,000 francs, égal à celui de 1833. Réduction 30,000 francs.

Elle fait observer que les sommes données, à l'occasion de l'exposition des objets d'arts, ont absorbé une partie notable du crédit en 1833; que dans un territoire aussi restreint que celui de la Belgique, pour que les expositions soient riches en productions des artistes belges, il convient qu'elles ne se renouvellent pas chaque année, mais qu'elles se succèdent à de plus longs intervalles; qu'il n'y aura donc point, dans son opinion, d'exposition en 1834, et que cette considération vient se joindre aux autres pour repousser la majoration proposée.

Litt. B. — *Académie des sciences et belles-lettres.* — Fr. 50,000.

Des six sections de la Chambre, trois ont pensé ne pouvoir voter actuellement qu'un crédit de 12,000 francs, égal à celui qui a été porté au budget de 1833; mais en annonçant l'intention d'accorder, lorsque la loi de réorganisation aura été faite, toute l'augmentation de subside qui sera nécessaire, d'après cette loi, pour l'académie reconstituée.

Les trois autres ont accordé la somme demandée, mais sous la condition qu'il ne sera fait usage de la majoration du crédit qu'après que l'académie aura été réorganisée par une loi, et conformément à ce que cette loi prescrira.

Toutes les opinions s'accordent donc pour faire dépendre de l'adoption de la loi, dont la Chambre est maintenant saisie, la fixation du chiffre auquel le crédit, pour l'académie, sera porté à l'avenir.

Il a paru à la section centrale qu'elle n'avait point à proposer en ce moment le chiffre de l'allocation qui sera nécessaire pour l'académie réorganisée, puisqu'elle manque de bases pour le calculer. Elle a donc cru devoir ramener le crédit, provisoirement, au taux du budget de 1833, sauf le supplément de crédit qui pourra être voté par la loi même que la Chambre est maintenant sur le point de discuter. Différence 38,000 francs.

Litt. C. — *Musée des arts et de l'industrie*. — Fr. 40,000.

La dépense de cet établissement, pour les exercices précédens, s'élevait à moins de 11,000 francs.

La collection d'objets dont se compose ce Musée, quoique fort nombreuse, est très-incomplète. Elle est, dans son état actuel, presque inutile pour l'industrie agricole et manufacturière comme pour la science.

On désire généralement de la voir compléter et d'y voir réunir des modèles des machines et métiers et des instrumens aratoires les plus parfaits employés dans les différens pays.

Un arrêté royal du 24 septembre 1832 a prescrit la réorganisation du Musée; comme il n'a pas été inséré au *Bulletin Officiel*, la section centrale croit devoir le joindre à son rapport.

La plupart des sections, et la section centrale, ont été favorables à une augmentation du crédit, proportionnée aux développemens à donner à cette institution dans l'intérêt des arts et de l'industrie.

Mais la section centrale n'a point pensé qu'il y eût lieu, quant à présent, à y créer, comme l'annonce la note insérée aux détails du budget, des cours théoriques et pratiques. Ils ne lui paraissent pas d'une utilité, au moins immédiate; il faut s'occuper d'abord de compléter les collections du Musée et de les transférer dans le nouvel édifice qui lui est destiné. Il est possible d'ailleurs qu'il entre dans le plan de la loi sur l'instruction publique, qui va être présentée à la Chambre, de fonder des écoles spéciales par suite desquelles ces cours deviendraient un double emploi inutile.

La section centrale propose en conséquence de fixer le crédit à 25,000 francs. Réduction 15,000 francs.

Elle désirerait que le budget de 1835 fût accompagné d'un rapport du Gouvernement sur les augmentations que l'établissement aura reçues.

Litt. D. — *Observatoire astronomique*. — Fr. 29,640.

Admis par quatre sections, et à l'unanimité par la section centrale.

Le paiement du prix et des frais de transport et de placement d'un équatorial et d'un cercle mural, qui avaient été commandés à Londres par le Gouvernement précédent, expliquent l'augmentation de la dépense en 1833 et 1834.

Litt. E. — *Bibliothèque des manuscrits de l'État, dite des Ducs de Bourgogne*. — Fr. 10,000.

Adoptant encore l'avis de quatre sections, la section centrale vote cette somme à l'unanimité.

L'augmentation du crédit est destinée à payer les frais d'impression du

catalogue général, et à donner les moyens d'enrichir la bibliothèque par des achats de manuscrits utiles pour l'histoire du pays ou pour les sciences et les arts. La section désirerait encore qu'il fût fait à la Chambre, lors du budget de 1835, un rapport sur l'emploi de cette partie du crédit.

Litt. F. — *Académie royale des beaux-arts à Anvers.* — Fr. 13,400.

Litt. G. — *Académie des beaux-arts à Bruxelles.* — Fr. 4,200.

Litt. H. — *Académie des beaux-arts à Bruges.* — Fr. 4,200.

Ces trois allocations ont été votées par toutes les sections, et à l'unanimité par la section centrale.

Litt. I. — *Conservatoire de musique à Bruxelles.* — Fr. 13,000.

Le dessein du Gouvernement est de rendre les cours du conservatoire accessibles aux jeunes gens des différentes parties du royaume, qui montreront d'heureuses dispositions pour la musique, et qui annonceront le désir de l'apprendre pour en faire leur état, en accordant des bourses ou pensions aux plus distingués d'entr'eux : les villes et les provinces seront engagées à en instituer aussi en leur faveur.

Quatre sections, et la section centrale à l'unanimité, admettent ce crédit. Deux sections rejetaient la majoration comme non justifiée.

Litt. J. — *Conservatoire de musique à Liège.* — Fr. 9,000.

Admis également par quatre sections et par la section centrale.

Les propositions de la section centrale sur les différentes allocations ci-dessus, fixent le chiffre total de l'art. 1^{er} du chapitre XI à 150,440 fr. ; ce qui présente, sur les crédits portés au budget de 1833, une augmentation de 28,650 francs.

ART. 2. — *Monument de la place des Martyrs.* — Fr. 30,000.

Plusieurs sections ont désiré connaître à quelle somme se montera la dépense du monument, et quel a été le produit des dons volontaires.

Le projet a été successivement modifié à diverses reprises, ainsi que le devis. Selon le dernier, qui porte la date du 23 novembre 1833, la dépense s'élèverait à 164,000 francs, non compris toutefois les bas-reliefs, les portes et les inscriptions.

Les dons volontaires portent fl. 17,069 78 cts, dont fl. 16,534 49 cts, offerts par M. le comte Félix de Mérode, et fl. 535 29 cts par M. Nicolay. D'autres hauts fonctionnaires ont aussi souscrit dans le temps ; mais le Ministre n'a pu faire connaître à la section centrale à quelle somme s'élèvent ces souscriptions.

Il a semblé à la majorité de la section centrale qu'au lieu du monument projeté, que la place des Martyrs, à cause de son peu d'étendue, est peu propre à recevoir, il serait plus convenable d'élever, sur le lieu même du combat, au parc, un obélisque, destinée à perpétuer le souvenir des journées de septembre. Dans ce cas, une simple pierre d'inscription, sur le lieu de l'inhumation, à l'endroit où la première pierre du monument funéraire a été placée par le prési-

dent du Congrès, rappellerait les noms des braves qui ont succombé dans cette lutte mémorable et glorieuse.

Mais comme, dans tous les cas, le crédit réclamé sera nécessaire, soit que l'on suive l'un ou l'autre plan, et qu'il sera même évidemment insuffisant, la section centrale l'a voté à l'unanimité.

ART. 3. — *Primes et encouragemens aux arts et à l'industrie, aux termes de la loi du 25 janvier 1817, sur les fonds provenant des droits de brevets et frais occasionnés par la délivrance des brevets.* — Fr. 10,000.

Cette dépense, qui n'est que l'exécution de la loi de 1817, ne pouvait rencontrer d'opposition dans les sections ni dans la section centrale.

A l'occasion de l'examen du budget des voies et moyens, avait été émis, dans une section de la Chambre, le vœu de la révision de la législation sur les brevets d'invention; la section centrale a désiré connaître d'après quelles règles se dirige le Gouvernement dans l'usage de la *faculté*, qui lui est attribuée par la loi de 1817, d'accorder des brevets d'invention. Les documens qui lui ont été communiqués sur cette matière lui ont paru mériter d'être mis, au moins par extraits, sous les yeux de la Chambre. Il en résulte que les chambres de commerce et les administrations provinciales du Royaume sont unanimes pour réclamer le maintien de la loi actuelle, au moins jusqu'après la discussion et l'adoption des lois nouvelles projetées en France et en Angleterre. Elles sont aussi d'avis qu'il faut conserver le mode d'administration suivi jusqu'à présent par le Gouvernement, comme conciliant à la fois les intérêts des inventeurs avec ceux des fabricans et des consommateurs.

Un tableau des recettes et des dépenses concernant ce fonds, communiqué aussi à la section centrale, constate que, depuis le mois d'août 1830 jusqu'au 31 décembre 1833, il a été délivré 89 brevets, dont les droits s'élèvent à fr. 59,904 13 c^s; mais que sur cette somme, fr. 21,448 32 c^s seulement ont été recouvrés, par suite des délais que le Gouvernement accorde aux brevetés pour se libérer, lorsqu'ils en ont besoin.

Dans la dépense, qui ne se monte qu'à fr. 6,459 80 c^s, est comprise une somme de fr. 5,259 80 c^s, pour les frais d'expédition et d'administration, frais qui, d'après un décret du Gouvernement Provisoire, doivent se prélever sur ce fonds. Ce sont les traitemens des aviseurs pour la mécanique et la chimie, et des employés chargés de l'expédition des brevets et des copies des plans.

Tout le produit des brevets est versé au trésor, et il n'en est disposé que sur mandats visés par la Cour des comptes.

Ce fonds est jusqu'ici resté en quelque sorte intact; il nous a été assuré qu'aucun encouragement mérité n'a été réclamé par des inventeurs.

ART. 4. — *Service de santé.* — 45,000.

Quatre sections n'ont pas trouvé suffisamment justifiée la nouvelle augmentation de 5,000 francs que présente ce crédit, qui a déjà été majoré au budget de 1833.

Les renseignemens que la section centrale a obtenus sur l'emploi de ce crédit, et qui sont joints au présent rapport, l'ont déterminée à voter les 45.000 fr. demandés. Un membre a été d'avis de n'allouer que 40,000 francs.

CHAPITRE XII.

ARCHIVES DU ROYAUME.

ART. 1^{er}. — *Frais d'Administration. — Personnel. — Fr. 19,400.*

Adoptant l'avis émis par les première, deuxième, troisième, quatrième et sixième sections, la section centrale propose, à l'unanimité, de ramener ce chiffre au taux du budget précédent, 17,870 francs. Réduction 1,530 francs

ART. 2. — *Frais d'Administration. — Matériel. — Fr. 2,600.*

L'examen de l'état détaillé de l'emploi présumé de ce crédit a fait reconnaître à la section centrale qu'il était susceptible de réduction. Elle estime suffisante une somme de 1,600 francs. Différence 1,000 francs.

ART. 3. — *Archives de l'État dans les provinces. — Fr. 9,000.*

Trois sections allouent un crédit égal à celui qui a été voté pour l'exercice 1833, 4,500 francs. Une section refuse toute allocation, la dépense lui paraissant incomber aux provinces. Les deux autres sections admettent la proposition du Gouvernement.

La discussion prochaine de la loi d'organisation provinciale fournira l'occasion de décider si c'est le trésor de l'État ou la caisse de la province qui doit supporter les frais de la conservation de archives, souvent si intéressantes, dont des dépôts existent dans presque toutes les villes principales du Royaume. Jusque là, il a semblé à la section centrale que l'on ne devait point augmenter le nombre des conservateurs salariés par l'État : quant à la recherche des titres historiques et administratifs qui peuvent exister dans les archives des provinces, il y est pourvu par l'article suivant. En conséquence, elle s'est prononcée contre la majoration demandée au budget de 1834. Réduction 4,500 francs.

ART. 4. — *Frais d'inspection des archives dans les provinces, et frais de recherches et de recouvrement des archives manquantes. — Fr. 1,000.*

Admis par cinq sections et par la section centrale, qui émet le vœu qu'aucune inspection n'ait lieu sans l'ordre spécial du Ministre.

ART. 5. — *Frais d'impression des inventaires des archives appartenant à l'État. — Fr. 1,000.*

Cette dépense, véritablement utile, exige un crédit extraordinaire, si le crédit porté à l'article 2, pour les besoins ordinaires de l'administration des archives en matériel, demeure réduit, comme l'a proposé la section centrale, après avoir apprécié ces besoins. Elle est donc d'avis de l'adoption de l'article 5.

CHAPITRE XIII.

FÊTES NATIONALES.

ART. UNIQUE. — *Frais de célébration des fêtes nationales, exposition d'objets d'arts et d'industrie, réunions musicales. — Fr. 50,000.*

Réduit à 40,000 francs, par la première section, et à 30,000 par le sixième, cet article est admis par les quatre autres.

La section centrale, à l'unanimité, estime qu'il n'y a lieu de pourvoir, sur la caisse de l'État, qu'à la dépense des fêtes ordonnées par le décret du Congrès du 19 juillet 1831, pour célébrer l'anniversaire des journées de septembre; qu'une nouvelle exposition d'objets d'arts et d'industrie serait prématurée en 1834; et qu'en conséquence un crédit de 30,000 francs est suffisant. Réduction 20,000 francs.

CHAP TRE XIV.

RÉCOMPENSES HONORIFIQUES ET PÉCUNIAIRES.

ART. UNIQUE. — *Médailles ou récompenses pécuniaires pour actes d'humanité et de dévouement.* — F. 10,000.

Partageant l'avis de quatre sections, la section centrale vote à l'unanimité cet article.

CHAPITRE XV.

STATISTIQUE GÉNÉRALE.

ARTICLE UNIQUE. — *Frais de publication des travaux de la direction de la statistique générale.* — Fr. 2,540.

Admis par cinq sections et par la section centrale.

CHAPITRE XVI.

DÉPENSES IMPRÉVUES.

ARTICLE UNIQUE. — *Crédit ouvert pour dépenses imprévues.* — Fr. 60,000.

Il y a eu unanimité dans cinq sections et dans la section centrale pour fixer ce crédit à 50,000 francs, comme au budget de 1833. — Réduction 10,000 francs.

Telles sont, Messieurs, les propositions de votre section centrale sur le budget du Département de l'Intérieur. Résumées dans le tableau ci-joint, elles réduisent le chiffre total de ce budget à fr. 9,960,841 10 c.; ce qui offre, sur la somme demandée par le projet du Ministre, une diminution de fr. 521,402 90 c.

En conséquence, la section centrale a l'honneur de vous proposer le projet de loi suivant.

Bruxelles, le 21 janvier 1834.

Le Rapporteur,

F. DUBUS AÎNÉ

Le Vice-Président,

COPPIETERS,

PROJET DE LOI.

Leopold ,

Roi des Belges ,

A tous présens et à venir, Salut :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, décrété et nous ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le budget du Département de l'Intérieur, pour l'exercice 1834, est fixé à la somme de *neuf millions neuf cent soixante mille huit cent quarante-un francs dix centimes* (9,960,841 10), conformément à l'état ci-annexé.

ART 2.

La présente loi sera obligatoire le lendemain de sa promulgation.

Mandons et ordonnons, etc.



PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT.

CHAPITRE PREMIER.		
<i>Administration centrale.</i>		
ART. 1 ^{er} . Traitement du Ministre. fr.	21,000 »	
— 2. Id. des fonctionnaires, employés et gens de service	158,000 »	205,000 »
— 3. Matériel.	24,000 »	
— 4. Frais de déplacement	2,000 »	
CHAPITRE II.		
<i>Pensions et Secours.</i>		
— 1. Pensions à accorder à des fonctionnaires ou employés.	6,500 »	
— 2. Secours, continuation ou avance de pensions à accorder par le Gouvernement à d'anciens employés belges aux Indes du ci-devant Gouvernement des Pays-Bas ou à leurs veuves.	10,000 »	21,000 »
— 3. Secours à des employés ou veuves d'employés qui, sans avoir droit à la pension, ont néanmoins des titres à l'obtention d'un secours à raison d'une position malheureuse.	4,500 »	
CHAPITRE III.		
<i>Frais de l'Administration dans les provinces.</i>		
— 1. Province d'Anvers	111,640 »	
— 2. Id. du Brabant.	131,150 »	
— 3. Id. de la Flandre occidentale	141,715 »	
— 4. Id. de la Flandre orientale	148,230 »	
— 5. Id. du Hainaut.	141,305 »	1,156,330 »
— 6. Id. de Liège	132,540 »	
— 7. Id. du Limbourg	118,280 »	
— 8. Id. du Luxembourg	130,330 »	
— 9. Id. de Namur	101,140 »	
CHAPITRE IV.		
<i>Instruction publique.</i>		
— 1 ^{er} Frais des trois universités	384,900 »	
— 2. Frais de l'école industrielle à Gand	10,000 »	
— 3. Traitement et autres frais de l'inspecteur des athénées et collèges et de son commis	9,000 »	743,200 »
— 4. Athénées et collèges.	85,300 »	
— 5. Indemnités aux professeurs démissionnés dans les athénées et les collèges	12,000 »	
— 6. Instruction primaire.	242,000 »	
A REPORTER. fr.		2,125,530 »

PROPOSITIONS ET AMENDEMENTS DE LA SECTION CENTRALE.				RÉDUCTIONS.	AUGMENTATIONS.
»	»	»	21,000 »	195,000 »	
»	»	»	150,000 »		8,000 »
»	»	»	22,000 »		2,000 »
»	»	»	2,000 »		
»	»	»	6,500 »	15,679 10	
»	»	»	9,179 10		820 90
Retranché.	.	.	»		4,500 »
»	»	»	106,910 »	1,112,673 »	4,730 »
»	»	»	128,375 »		2,775 »
»	»	»	134,435 »		7,280 »
»	»	»	142,515 »		5,715 »
»	»	»	136,135 »		5,170 »
»	»	»	129,670 »		2,870 »
»	»	»	111,465 »		6,815 »
»	»	»	125,490 »		4,840 »
»	»	»	97,678 »		3,462 »
»	»	»	353,300 »	687,040 »	31,600 »
»	»	»	3,440 »		6,560 »
»	»	»	9,000 »		
»	»	»	85,300 »		
»	»	»	6,000 »		6,000 »
»	»	»	230,000 »		12,000 »
A REPORTER.	.	.	fr.	2,010,392 10	115,137 90

PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT.

REPORT. fr.		2,125,530 »
CHAPITRE V.		
Cultes.		
ART. 1 ^{er} . Culte catholique	3,352,900 »	3,472,900 »
— 2. Id. protestant	65,000 »	
— 3. Id. israélite	10,000 »	
— 4. Secours	45,000 »	
CHAPITRE VI.		
Garde Civique.		
— 1 ^{er} . Frais de voyage et d'administration	12,000 »	48,000 »
— 2. Prix à distribuer pour l'exercice au tir	20,000 »	
— 3. Réparations et entretien des armes de la garde civique.	16,000 »	
CHAPITRE VII.		
Subsides aux villes ou communes dont les revenus sont insuffisants.		
— UNIQUE. Subsides aux villes ou communes dont les revenus sont insuffisants		100,000 »
CHAPITRE VIII.		
Travaux publics.		
— 1 ^{er} . Routes	2,100,000 »	3,551,334 »
— 2. Canaux	107,450 »	
— 3. Ports et côtes	298,100 »	
— 4. Phares, fanaux et pilotage	23,204 »	
— 5. Polders	500,000 »	
— 6. Bâtimens civils	224,700 »	
— 7. Personnel.	297,880 »	
A REPORTER. fr.		9,297,764 »

PROPOSITIONS ET AMENDEMENTS DE LA SECTION CENTRALE.			RÉDUCTIONS.	AUGMENTATIONS.
REPORT. fr.	2,010,392 10	115,137 90		
» » » 3,352,000 »				
» » » 65,000 »				
» » » 10,000 »				
» » » 45,000 »				
» » » 8,000 »				
Retranché	25,000 »	20,000 »		
ART. 2.	16,000 »			
» » »	50,000 »	50,000 »		
— 1 ^{er} . Routes : A. Entretien et réparations. . .	1,300,000 »			
B. Frais d'exploitation	15,900 »			
C. Améliorations, construction de routes nouvelles (dépenses imputables sur l'excédant du produit des barrières. . .	759,100 »			
D. Levée de plans	15,000 »	10,000 »		
— 2. Canaux : A. Entretien, travaux extraordin ^{res} . .	75,000 »	4,340 »		
B. Frais d'exploitation.	28,110 »			
— 3. Ports et côtes : A. Entretien	170,000 »	9,515 »		
B. Frais d'exploitation	11,585 »			
C. Const ⁿ de la 2 ^e partie de la jetée d'Ostende . .	107,000 »	3,353,099 »		
— 4. Phares, fanaux : Matériel	20,579 »			
— — Personnel	2,625 »			
— 5. Entretien et réparations aux endiguemens des polders, sauf le recours du Gouverne- ment contre les propriétaires, s'il y a lieu. .	500,000 »			
— 6. Bâtimens civils	73,200 »	151,500 »		
— 7. A. Traitemens des ingénieurs.	125,000 »	9,820 »		
B. Frais de bureau et de déplacement. . .	50,000 »	2,000 »		
C. Traitemens des conducteurs et employés temporaires.	100,000 »	11,060 »		
A REPORTER. fr.	8,911,391 10	386,372 90		

PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT.

REPORT. fr.	. . . . .	9,297,764 »
CHAPITRE IX.		
Service des mines.		
ARTICLE UNIQUE. Service des mines . . . . .	. . . . .	85,000 »
CHAPITRE X.		
Commerce, industrie, agriculture.		
— 1 ^{er} . Commerce, industrie.	300,000 »	625,500 »
— 2. Agriculture	325,500 »	
CHAPITRE XI.		
Lettres, sciences et arts, monument de la Place des Martyrs, fonds provenant des brevets, service de santé.		
— 1 ^{er} Lettres, sciences et arts	233,440 »	318,440 »
— 2. Monument de la Place des Martyrs	30,000 »	
— 3. Primes et encouragement aux arts et à l'industrie, aux termes de la loi du 25 janvier 1817, sur les fonds provenant des droits de brevets, et frais occasionnés par la délivrance des brevets	10,000 »	
— 4. Service de santé	45,000 »	
CHAPITRE XII.		
Archives du Royaume.		
— 1 ^{er} . Frais d'administration. Personnel	19,400 »	33,000 »
— 2. Id. Id. Matériel	2,600 »	
— 3. Archives de l'État dans les provinces (traitemens des conservateurs et autres dépenses)	9,000 »	
— 4. Frais d'inspection des archives dans les provinces et frais de recherche et de recouvrement des archives manquantes	1,000 »	
— 5. Frais d'impression des inventaires des archives appartenant à l'État	1,000 »	
CHAPITRE XIII.		
Fêtes nationales.		
ART. UNIQUE. Frais de célébration des fêtes nationales, exposition d'objets d'arts et d'industrie, réunions musicales . . . . .	. . . . .	50,000 »
A REPORTER. fr.	. . . . .	10,409,704 »

PROPOSITIONS ET AMENDEMENTS DE LA SECTION CENTRALE.			RÉDUCTIONS.	AUGMENTATIONS.
REPORT. fr.		8,911,391 10	386,372 90	
» » »		82,000 »	3,000 »	
Art. 1 ^{er} . Commerce, industrie	150,000 »	613,500 »	110,000 »	98,000
— 2. Primes à établir par la loi pour l'encouragement de la pêche	40,000 »			
— 3. Agriculture	423,500 »			
» » »	150,440 »	235,440 »	83,000 »	
» » »	30,000 »			
» » »	10,000 »	25,970 »		
» » »	45,000 »			
» » »	17,870 »	1,530 »		
» » »	1,600 »		1,000 »	
» » »	4,500 »	4,500 »		
» » »	1,000 »			
» » »	1,000 »			
— UNIQUE. Frais de célébration des fêtes nationales	30,000 »		20,000 »	
A REPORTER. fr.		9,898,301 10	609,402 90	98,000

PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT.

REPORT. fr.	. . . . .	10,409,704 »
CHAPITRE XIV.		
<i>Récompenses honorifiques et pécuniaires.</i>		
ARTICLE UNIQUE. Médailles ou récompenses pécuniaires pour actes d'humanité et de dévouement. . . . .	. . . . .	10,000 »
CHAPITRE XV.		
<i>Statistique générale.</i>		
ARTICLE UNIQUE. Frais de publication des travaux de la direction de la statistique générale . . . . .	. . . . .	2,540 »
CHAPITRE XVI.		
<i>Dépenses imprévues.</i>		
ARTICLE UNIQUE. Crédit ouvert pour dépenses imprévues. . . .	. . . . .	60,000 »
TOTAL. fr.	. . . . .	10,482,244 »

PROPOSITIONS ET AMENDEMENTS DE LA SECTION CENTRALE.			RÉDUCTIONS.	AUGMENTATIONS.
REPORT. . . . fr.	. . . . .	9,898,301 10	609,402 90	98,000
» » »		10,000 »		
» » »		2,540 »		
» » »		50,000 »	10,000 »	
TOTAUX. fr.	. . . . .	9,960,841 10	619,402 90 98,000 » 521,402 90	98,000

NOTE indiquant par division les attributions du Département de l'Intérieur.

1^{re} DIVISION.

1^{re} SECTION. — *Exercice des droits politiques.* — Arrêtés concernant la convocation des collèges électoraux et rapports de l'administration avec les Chambres. — Correspondance avec les présidents des bureaux principaux des collèges électoraux. — Instructions aux gouverneurs relatives aux opérations électorales.

2^{me} SECTION. — Organisation administrative des provinces et des communes. — Exécution des lois relatives aux institutions provinciales et communales. — Nomination et remplacement des gouverneurs, commissaires de district et de milice; demandes de congés. — Elections municipales. — Dispenses d'âge; cumuls de fonctions municipales; incompatibilités. — État civil, correspondance avec le Département des affaires étrangères concernant les Belges qui se trouvent hors du royaume et les étrangers qui se trouvent en Belgique. — Règlements de police municipale. — Voirie vicinale. — Règlements sur les chemins vicinaux et affaires y relatives. — Circonscription territoriale. — Institution, réunion et séparation de communes.

3^{me} SECTION. — Tout ce qui concerne le personnel et le matériel du Ministère et la comptabilité y relative. — Pensions des employés de l'administration centrale et des administrations provinciales. — Secours à des employés et veuves d'employés. — Pensions des employés et veuves d'employés civils aux Indes. — Dotation des membres de la légion d'honneur. — Affaires y relatives. — Archives générales de l'État. — Fêtes nationales. — Affaires mixtes et sans qualification déterminée. — Légalisation. — Mercuriales. — Demandes de secours et autorisations de faire des collectes.

2^{me} DIVISION.

1^{re} SECTION. — *Brévets d'invention, de perfectionnement et d'importation.* — Écoles et musées d'arts et métiers.

2^{me} SECTION. — *Agriculture.* — Commission d'agriculture. — Haras, amélioration des espèces d'animaux domestiques. — Répartition du fonds d'agriculture; secours sur ce fonds. — Secours sur le fonds de non valeur. — Exécution des lois sur la chasse. — Exécution des lois sur la pêche. — Permis de port d'armes de chasse. — Droits de parcours et de vaine pâture. — École vétérinaire; vétérinaires. — Épidémies, etc. — Commission pour l'examen des personnes qui désirent être admises à exercer l'art vétérinaire.

3^{me} SECTION. — *Sciences et lettres.* — Académie des sciences, lettres et beaux-arts. — Dépôts littéraires. — Bibliothèques. — Cabinets d'antiquités. — Découvertes utiles. — Propriété littéraire. — Fondations de bourses d'études pour les sciences et les arts. — Sociétés littéraires et scientifiques. — *Beaux-arts.* — Peinture, sculpture, gravure, lithographie, architecture. — Académies de dessin et de peinture. — Encouragemens aux artistes. — Écoles de musique.

4^{me} SECTION. — *Cultes.* — Édifices consacrés aux cultes. — Logemens des évêques. — Séminaires. — Presbytères. — Traitemens et pensions des Ministres des cultes. — Fabriques. — Fondations, donations et legs. — Biens ecclésiastiques. — Secours aux Ministres des cultes. — Pensions aux religieux et ex-religieuses. — Bourses affectées aux séminaires. — Affaires générales concernant les cultes.

5^{me} SECTION. — *Service de santé.* — Hygiène publique. — Quarantaine, cordons sanitaires.

3^{me} DIVISION.

1^{re} SECTION. — *Comptabilité générale.* — Budget du Département. — Vérification des budgets des provinces, tant sur les fonds provinciaux que sur les fonds du trésor. — Liquidations sur les fonds du trésor et sur les fonds provinciaux. — Envoi des ordonnances de paiement et des certificats de liquidation provisoire. — Comptes à rendre de l'emploi des crédits. — Apurement de tous comptes, concernant la comptabilité du Département. — Correspondance avec les divers fonctionnaires sur tous les points touchant à la comptabilité. — Octrois municipaux. — Emprunts faits par les communes. — Propriétés communales, revenus et dépenses des communes, aliénations, transactions, acquisitions, échanges, concessions. — Impositions communales (ou répartitions personnelles.) — Dons et legs aux

communes. — Créances et dettes communales. — Bois communaux ; coupes extraordinaires ; défrichemens.

2^{me} SECTION. — Commissions des secours. — Idem des récompenses ; *croix de fer*. — Distribution des secours aux victimes des dégâts ou vols commis par les Hollandais (si la Législature donne suite à la loi qui a été présentée aux Chambres le 12 décembre, la 3^{me} division sera chargée de toutes les mesures d'exécution). — Subsidés aux villes et communes. — Pensions ou indemnités accordées en vertu de l'arrêté du 6 novembre 1830. — Secours distribués sur un *fonds spécial* aux individus qui ne se trouvent pas dans l'un des cas prévus par l'arrêté précité, et qui cependant ont droit à être secourus. (Ce fonds spécial a été formé au moyen d'une somme de fl. 30,000, mise à la disposition du Département de l'Intérieur, par la commission des secours établie à Bruxelles).

4^{me} DIVISION.

1^{re} SECTION. Direction générale des travaux publics. — Construction de routes neuves et entretien de celles construites à charge de l'État. — Construction de routes neuves et entretien de celles construites à charge des provinces. — Concessions de routes à des sociétés ou particuliers, à des communes etc. — Plantations des routes. — Établissement des barrières perçues pour le compte de l'État, des provinces ou des particuliers. — Péages sur des ponts. — Ponts à bascule. — Alignement des traverses des villes faisant partie des grandes routes. — Expropriation de terrains pour cause d'utilité publique. — Police de la grande voirie. — Idem des routes et du roulage. — Idem des barrières.

2^{me} SECTION. — Construction de canaux à charge de l'État. — Idem à charge des provinces. — Concessions à des communes, sociétés, etc. — Entretien des canaux à charge de l'État. — Plantation des digues. — Établissement des droits de navigation sur les rivières et canaux. — Établissement d'usines sur les rivières, cours d'eau, etc. — Construction de routes en fer, aux frais de l'État ou par concession. — Direction des travaux des ports de commerce, des digues, des côtes, des polders, etc. — Dessèchemens et défrichemens. — Balisage des côtes et rivières, phares, fanaux et éclairage des côtes. — Mines, minières, carrières, tourbières, etc. — Instruction des demandes en concession, en maintenue ; exploitation de toute nature.

3^{me} SECTION. — *Bâtimens civils*. Direction des travaux de construction à faire aux hôtels, bâtimens ou édifices appartenant à l'État. — Personnel des ponts et chaussées, des mines et des bâtimens civils. — Comptabilité générale des travaux publics, examen et régularisation des pièces comptables.

5^{me} DIVISION.

1^{re} SECTION. — Milice ; garde civique ; sapeurs-pompiers.

2^{me} SECTION. — Casernement. — Logement et subsistances militaires. — Affaires militaires en général.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Règlemens pour les établissemens d'instruction publique. — Universités. — Athénées et collèges. — Écoles moyennes et primaires. — Personnel des professeurs. — Répartition du subside.

DIRECTION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

Négociations commerciales. — Commerce général. — Industrie, navigation, communications commerciales, routes de fer, etc. — Répartition du fonds destiné à l'encouragement de l'industrie et du commerce. — Statistique commerciale, industrielle et maritime. — Pilotage, balisage et service des côtes. — Pêches. — Écoles de navigation. — Bourses de commerce. — Associations commerciales. — Foires et marchés. — Fabriques et usines. — Conseils de prud'hommes. — Expositions des produits de l'industrie. — Chambres de commerce, organisation. — Approbation des listes des notables pour l'élection des juges près les tribunaux de commerce. — Machines à vapeur ; autorisation de les établir.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

Cabinet. — Enregistrement des dépêches, etc., leur distribution dans les divisions. — *Bureau d'expédition*. — Expédition des dépêches, etc., enregistrement des pièces expédiées. — *Direction de statistique*. — Statistique générale. — Théâtres. — Récompenses pour actes de dévouement, de courage et d'humanité.

Rang et traitement des employés de chaque division.

Le secrétaire-général fr.	8,405 61	REPORT	94,557 07
Un deuxième commis	1,800 00		
<i>Bureau d'expédition.</i>		<i>5^{me} division.</i>	
Un premier commis	2,062 90	Un chef de division	5,291 01
Un 3 ^{me} id.	1,481 48	Un 2 ^{me} commis	1,904 70
Un expéditionnaire de 1 ^{re} classe	1,200 84	Deux id. id. à 1,693 12.	3,386 24
Un id.	1,164 02	Un 3 ^{me} id.	1,481 48
Deux id.	à 840 56.	1,693 12	
Trois id. 2 ^{me} classe à 952 38.	2,857 14	<i>Administration de l'instruction publique.</i>	
Trois id.	à 846 56.	2,530 08	
Un id.	740 74	Un administrateur	8,405 02
Un id.	529 10	Un secrétaire	2,062 90
Un id. 1 ^{re} classe	800 00	Un 2 ^{me} commis	1,269 84
<i>1^{re} division.</i>		Deux 3 ^{mes} id. à 1,481 48	2,962 96
Un chef de division	5,291 01	Deux expédit. de 2 ^{me} classe à 834 92.	1,269 84
Un deuxième commis	1,904 76	<i>Bureau de statistique.</i>	
Deux troisièmes id. à 1,481 48	2,962 96	Un chef du bureau	4,233 80
<i>2^{me} division.</i>		<i>Direction du commerce et de l'industrie.</i>	
Un chef de division.	5,291 01	Un chef de la direction	6,000 00
Deux premiers commis à 2,962 96.	5,925 92	Un deuxième commis	1,798 94
Un id. id	2,539 68	Un expéditionnaire	700 00
Un 2 ^{me} id	1,093 12	<i>Gens de service.</i>	
Un 3 ^{me} id	1,481 48	Un huissier de salle	1,693 12
<i>3^{me} division.</i>		Un id. de bureau	1,375 66
Un chef de division	5,291 01	Deux concierges à 1,058 20	2,116 40
Deux 1 ^{ers} commis à fr. 2,751 32.	5,502 64	Un messenger	952 38
Trois 2 ^{mes} id. à 2,116 41	6,349 23	Trois id. à 846 56	2,539 68
Deux id. id. à 1,693 12.	3,386 24	Un garçon de bureau	846 57
Un 2 ^{me} id	1,481 48	Un id.	740 75
Un id. id	1,164 02	Un messenger.	740 74
<i>4^{me} division.</i>		Deux nettoyeuses à 529 10	1,058 20
Un chef de division	5,291 01	<i>TOTAL. fr.</i>	
Un premier commis	2,962 96	148,347 62	
Deux 2 ^{mes} id. à 2,328 04.	4,656 08	Cette somme sera diminuée, par	
Un id. id.	1,904 76	suite de l'application du tarif inséré	
Deux 3 ^{mes} commis à fr. 1,587 30 1/2.	3,174 61	aux notes générales du budget, de.	
A REPORTER.		1,149 62	
94,557 07		Il reste à payer. fr.	
		147,198 00	

TRAITEMENS des employés et gens de

QUALITÉ.	ANVERS.	BRABANT.	FLANDRE OCCIDENT.	FLANDRE ORIENT.
Chefs de division.	1. 3,840 "	1. 2,700 "	. . . . .	1. 3,174 60
	2. 3,840 "	2. 2,700 "	. . . . .	2. 3,174 60
	. . . . .	3. 2,200 "	. . . . .	3. 3,174 60
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	4. 3,174 60
Chef du cabinet . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Premiers commis ou chefs de bureau.	3. 2,352 "	4. 2,160 "	1. 3,174 60	5. 1,693 12
	4. 2,352 "	5. 1,700 "	2. 3,174 60	6. 1,481 48
	5. 2,544 "	6. 2,120 "	3. 3,174 60	7. 1,693 12
	6. 1,920 "	7. 2,000 "	4. 2,539 68	. . . . .
	7. 2,136 "	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	8. 1,920 "	. . . . .	. . . . .	. . . . .
	9. 1,920 "	. . . . .	. . . . .	. . . . .

Deuxièmes commis, ou commis de 2 ^{me} classe, ou sous- chefs de bureau.	10. 1,284 "	8. 1,600 "	5. 1,693 12	8. 1,269 84
	11. 1,284 "	9. 1,700 "	6. 1,693 12	9. 1,269 84
	. . . . .	10. 1,300 "	7. 1,693 12	10. 1,164 "
	. . . . .	11. 1,500 "	8. 1,693 12	11. 1,269 84
	. . . . .	12. 1,500 "	9. 1,693 12	12. 1,269 84
	. . . . .	13. 1,200 "	10. 1,693 12	13. 1,269 84
	. . . . .	. . . . .	11. 1,269 84	14. 846 56

Troisièmes commis, ou commis de 3 ^{me} classe.	12. 1,104 "	14. 1,200 "	12. 1,375 68	15. 1,000 "
	13. 1,008 "	15. 1,380 "	13. 1,269 84	16. 740 74
	14. 1,008 "	16. 960 "	14. 1,269 84	17. 1,058 20
	. . . . .	17. 960 "	15. 1,269 84	18. 846 56
	. . . . .	18. 1,000 "	16. 846 56	19. 846 56
	. . . . .	. . . . .	17. 846 60	20. 1,058 20
	. . . . .	. . . . .	18. 740 75	21. 423 28
	. . . . .	. . . . .	19. 634 92	. . . . .
	. . . . .	. . . . .	20. 634 92	. . . . .

Expéditionnaires de 1 ^{re} classe ou de 1 ^{er} rang.	15. 1,062 "	19. 1,380 "	21. 592 56	22. 1,058 20
	16. 1,008 "	20. 900 "	22. 529 08	23. 1,058 20
	17. 900 "	21. 850 "	23. 423 24	24. 740 74
	18. 1,104 "	22. 850 "	. . . . .	25. 529 10
	19. 900 "	. . . . .	. . . . .	26. 823 98
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	27. 423 28
	. . . . .	. . . . .	. . . . .	28. 529 10

Expéditionnaires de 2 ^{me} classe ou de 2 ^{me} rang.	20. 780 "	23. 740 "	24. 317 52	29. 423 28
	21. 636 "	24. 640 "	25. 317 52	30. 423 28
	22. 600 "	25. 600 "	26. 211 56	31. 200 "
	. . . . .	26. 460 "	. . . . .	. . . . .
	. . . . .	27. 460 "	. . . . .	. . . . .
	. . . . .	28. 460 "	. . . . .	. . . . .
	. . . . .	29. 550 "	. . . . .	. . . . .
	. . . . .	30. 450 "	. . . . .	. . . . .

Huissiers, concier- ges, garçons de bureau, commis- sionnaires.	23. 1,062 "	31. 850 "	27. 1,058 20	32. 846 56
	24. 846 "	32. 960 "	28. 740 75	33. 846 56
	25. 846 "	33. 740 "	29. 740 75	34. 740 74
	26. 1,062 "	34. 640 "	30. 634 92	35. 740 74
	27. 846 "	35. 320 "	31. 105 82	. . . . .
	. . . . .	36. 200 "	. . . . .	. . . . .

TOTAUX. . . .	40,134 "	41,900 "	38,052 91	41,283 18
Réduction qui serait le résultat de l'ap- plication, à ces trai- temens, du tarif inséré au budget.	311 04	325 "	294 91	319 94
Il resterait. . .	39,822 96	41,575 "	37,758 "	40,963 24
Soit 39,825 "			Soit 37,760 "	Soit 40,965 "

service des Administrations provinciales.

HAINAUT.		LIÈGE.		LIMBOURG.		LUXEMBOURG.		NAMUR.	
1.	2,539 68	1.	3,174 60	1.	2,539 68	1.	2,540 "	.	.
2.	2,539 68	2.	3,174 60	2.	2,539 68	2.	2,120 "	.	.
3.	2,539 68	3.	2,539 68	3.	2,539 68	3.	2,120 "	.	.
4.	2,539 68	4.	2,539 68	4.	2,539 68	.	.	.	.
.	.	.	.	.	.	.	.	1.	1,600 "
5.	1,904 76	5.	1,693 12	5.	1,904 76	4.	1,700 "	2.	2,539 68
6.	1,904 76	6.	1,693 12	6.	1,693 12	5.	1,700 "	3.	2,539 68
7.	1,798 94	7.	1,798 94	7.	1,481 48	6.	1,600 "	4.	2,539 68
8.	1,798 94	8.	1,566 14	8.	1,481 48	7.	1,600 "	5.	2,539 68
9.	1,481 48	9.	1,312 77	9.	1,269 84	.	.	6.	2,539 68
.	.	10.	1,164 02	10.	1,269 84	.	.	.	.
.	.	11.	1,164 02	.	.	.	.	.	.
.	.	12.	1,428 57	.	.	.	.	.	.
.	.	13.	931 22	.	.	.	.	.	.
10.	1,587 30	14.	1,322 75	11.	1,200 "	8.	1,270 "	7.	1,269 84
11.	1,587 30	15.	899 47	12.	1,058 20	9.	1,270 "	8.	1,396 82
12.	1,587 30	16.	783 07	.	.	10.	1,270 "	9.	1,608 46
13.	1,269 84	17.	783 07	.	.	11.	1,270 "	10.	1,269 84
14.	1,269 84	.	.	.	.	.	.	11.	1,439 15
15.	1,164 02	.	.	.	.	.	.	.	.
16.	1,058 20	.	.	.	.	.	.	.	.
17.	1,142 86	.	.	.	.	.	.	.	.
18.	1,269 84	.	.	.	.	.	.	.	.
.	.	18.	984 13	.	.	12.	1,060 "	12.	910 05
.	.	19.	952 38	.	.	13.	1,060 "	13.	1,058 20
.	.	20.	772 49	.	.	14.	850 "	14.	1,058 20
.	.	21.	636 53	.	.	15.	850 "	.	.
.	.	22.	677 25	.	.	16.	850 "	.	.
.	.	23.	1,047 62	.	.	.	.	.	.
.
.
19.	1,153 43	24.	781 88	13.	900 "	17.	635 "	.	.
20.	1,153 43	25.	687 81	14.	900 "	18.	635 "	.	.
21.	1,153 42	26.	349 27	15.	672 "	19.	635 "	.	.
22.	1,068 76	.	.	16.	672 "	20.	635 "	.	.
23.	899 45	.	.	.	.	21.	635 "	.	.
24.	899 45	.	.	.	.	.	.	.	.
25.	857 12	.	.	.	.	.	.	.	.
26.	814 79	.	.	.	.	.	.	.	.
27.	772 46	27.	455 "	17.	660 "	22.	400 "	.	.
28.	772 46	28.	507 93	18.	600 "	.	.	.	.
29.	730 14	29.	380 95	19.	540 "	.	.	.	.
30.	708 97	30.	423 24	20.	510 "	.	.	.	.
31.	645 48	31.	253 97	21.	360 "	.	.	.	.
32.	645 48	32.	666 71	.	.	.	.	.	.
33.	433 84	33.	179 95	.	.	.	.	.	.
34.	387 60	34.	169 37	.	.	.	.	.	.
35.	687 83	35.	1,015 88	22.	660 "	23.	424 "	15.	1,058 20
36.	687 83	36.	634 92	23.	600 "	24.	424 "	16.	338 62
37.	634 92	37.	634 92	24.	480 "	25.	424 "	17.	338 62
38.	476 19	38.	634 92	25.	240 "	.	.	.	.
39.	634 92	.	.	26.	300 "	.	.	.	.
.
47,202 07		40,795 96		29,611 44		27,977 "		26,044 40	
								Expédition de la page, et dont les salaires éventuels sont estimés à . . . 8,888 36	
								34,932 76	
365 82		316 16		229 49		216 82		270 73	
46,836 25		40,479 80		29,381 95		27,760 18		34,662 03	
Soit 46,840 "		Soit 40,480 "		Soit 29,385 "		Soit 27,760 "		Soit 34,660 "	

Traitemens de non-activité des Professeurs des Universités.

NOMS.	AGE on DÉCEMBRE 1830.	DATE De l'arrêté qui les a nommés à des fonc- tions dans l'ensei- gnement public en Belgique.	FONCTIONS QU'ILS ONT REMPLIES.	TRAITEMENT D'activité intégral dont ils jouissaient	TRAITEMENT De non-activité, tel qu'il est établi par le Ministre.	PENSION À laquelle ils auraient droit si l'art. 84, no 2, de l'arrêté du 25 septembre 1816 leur était applica- ble.
J.-G. Garnier.	64 ans.	1 ^{er} sept. 1817.	Professeur à la faculté des sciences de l'université de Gand.	5,291 »	3,527 32	2,267 57
Ch.-F. Hauff.	64 ans, né à Stuttgart.	1817.	Professeur à la faculté des sciences de l'université de Gand.	5,291 »	3,527 32	2,267 57
L.-V. Raoul.	61 ans.	22 août 1817, 9 déce. id.	Professeur de rhétori- que à l'athénée de Tour- nay, puis professeur or- dinaire à la faculté des lettres et de philosophie à Gand.	5,291 »	3,527 32	2,267 57
G. W. Rassmann.	»	Juillet 1820.	Professeur extraordi- naire à la faculté de philo- sophie et lettres de l'uni- versité de Louvain.	3,386 24	2,116 40	1,541 95
Janssens. . .	»	1827.	Professeur au collège philosophique.	4,656 08	2,328 04	1,058 20
J.-D. Füss. .	»	1817.	Professeur à la faculté de philosophie et lettres de l'université de Liège.	4,656 08	3,104 04	2,122 44
					18,130 44	11,525 30

Il y a quatre Athénées et cinq Collèges qui reçoivent des subsides du Gouvernement, savoir :

L'ATHÉNÉE DE BRUXELLES.

NOMBRE DES PROFESSEURS ET MATIÈRES DE L'ENSEIGNEMENT.	TRAITEMENT.	NOMBRE D'ÉLÈVES.	MINERVALIA.
Professeur de rhétorique. . . . fl.	1500	12	<p>Le nombre des élèves variant chaque trimestre, la recette des minervalia doit également varier ; le premier trimestre de cours a produit 1,910 florins, sans y comprendre les minervalia de la classe élémentaire, qui sont perçus au profit de la ville.</p> <p>La recette des minervalia du dernier trimestre de l'année dernière, n'a été que de 1,580 florins.</p> <p><i>N.B.</i> Cette observation peut être appliquée aux autres établissements.</p>
— de seconde.	1500	12	
— de troisième.	1200	19	
— de quatrième.	1200	22	
— de cinquième.	1200	25	
— de sixième.	1000	39	
— de langue française et de calcul.	800	76	
— de mathématiques supérieures et de physique. . .	1800	45	
— de mathématiques élément.	1200	64	
— de mécanique analytique. .	1200	64	
— d'histoire naturelle. . . .	800	125	
— de langue anglaise. . . .	500	64	
— de langue allemande. . .	500	65	
— de langue flamande. . . .	500	40	
— de la tenue des livres. . .	700	58	
— de dessin ombré.	540	70	
— de dessin linéaire. . . .	300	80	
— d'écriture.	360	170	
— d'histoire et de géographie. .	1200	180	
— de langue et de littérature française.	1500	180	
— de grammaire générale. . .	500	2	
Deux professeurs agrégés et surveillans, à chacun.	500	»	
Un commissaire-surveillant. . . .	800	»	
Nombre total des élèves.	280	

L'ATHÉNÉE DE TOURNAI.

Professeur de rhétorique. . . . fl.	1400	17	<p>Outre le traitement fixe, chaque professeur jouit, par égale portion, du produit de la rétribution des élèves <i>externes</i>, qui est de 40 francs par an pour la rhétorique, 35 pour la deuxième, 30 pour la troisième, la quatrième et la cinquième, et 25 pour la sixième.</p> <p>Cet accessoire au traitement du professeur ne s'élève guère pour chacun au-dessus de 600 francs par année.</p>
— de seconde.	1300	27	
— de troisième.	1200	23	
— de quatrième.	1100	47	
— de cinquième.	1100	59	
— de sixième.	1100	61	
A REPORTER.	234	

NOMBRE DES PROFESSEURS ET MATIÈRES DE L'ENSEIGNEMENT.	TRAITEMENS.	NOMBRE D'ÉLÈVES.	MINERVALIA.
REPORT. . . . .	. . .	234	13 externes pauvres, désignés par les professeurs, sont exemptés des minervalia.
Professeur de mathématiques supérieures	1200	28	Le montant des minervalia a été, pendant l'année 1833
— de mathématiques élémentaires et de physique.	1200	109	Pour le trimestre de janvier . fr. 1,224 45
— d'histoire et de géographie (suivi par la plupart des élèves).	1000	"	D'avril 1,315 60
Le principal	1500	"	De juillet . . . 1,202 50
Le sous-principal-aumônier	800	"	D'octobre. . . . 1,240 "
Les maîtres des langues anglaise, française, de dessin, ainsi que les surveillans, sont payés sur la caisse du pensionnat . . . . .	. . .	* 42	* Pour l'allemand 9, pour l'anglais 10 et pour le flamand 14.
Nombre total des élèves . . . . .	. . .	250	
N.B. On a institué des cours d'antiquités grecques et romaines, de physique et d'éléments d'histoire naturelle appliquée spécialement aux arts industriels, et d'astronomie physique. Ces cours sont partagés entre quelques-uns des professeurs.			

L'ATHÉNÉE DE NAMUR.

Professeur de rhétorique fl.	1400	19	Pour toutes les classes fr. 6 34 c. par trimestre.
— de seconde	1200	10	
— de troisième	1000	11	
— de quatrième	1000	16	
— de cinquième	1000	19	
— de sixième	1000	43	
— de langue française	600	85	
— de mathématiques supér.	900	14	
— de mathématiques élément.	900	80	
— de minéralogie et de métallurgie	1000	22	
— de physique et de mécaniq.	900	16	
Le principal faisant les fonctions d'aumônier	"	"	
Nombre total des élèves	175	

L'ATHÉNÉE DE BRUGES.

Professeur de rhétorique fr.	2540	9	La ville perçoit le minerval, évalué pour cette année dans le budget de l'athénée, à 1,600 francs y compris le chauffage.
— de seconde	2117	5	
— de troisième	1905	11	
— de quatrième	1694	11	
— de cinquième	1270	20	
— de français	1300	84	
— de mathématiq. et de physiq.	2117	"	
2 surveillans maîtres d'étude, à chacun	400	"	
Nombre total des élèves	140	

LE COLLÈGE DE NIVELLES.

NOMBRE DES PROFESSEURS ET MATIÈRES DE L'ENSEIGNEMENT.	TRAITEMENS.	NOMBRE D'ÉLÈVES.	MINERVALIA.
Le principal, professeur de rhétorique et de seconde fr.	634 92 1302 65	13	La ville perçoit le minerval.
Professeur des troisième et quatrième .	1354 50	13	
— des cinquième et sixième .	1354 50	15	
— de mathématiques	1354 50	3	
Le sous-principal	307 94	»	
Le maître de langue française . . .	423 28	26	
Nombre total des élèves	70	

LE COLLÈGE DE LIÈGE.

Professeur de rhétorique (principal) fr.	2540	24	La rétribution des externes se monte par année à 50 francs dans la cinquième, à 57 dans la quatrième, à 62 dans la troisième, à 72 dans la deuxième, à 82 dans la rhétorique; — classe de langue française à 44 francs dans la quatrième, à 46 dans la troisième, à 55 dans la deuxième, et à 57 dans la rhétorique.
— de seconde	2220	25	
— de troisième	2050	28	
— de quatrième	1800	23	
— de cinquième	1270	22	
— de rhétorique française	2050	14	
— d'histoire et de géographie	2050	27	Cette rétribution reste la même pour chaque classe, quel que soit le nombre des cours suivis par un élève.
— de langue allemande	2050	37	Les minervalia s'élèvent, pour le premier semestre de la présente année, à 5,114 francs, qui se partagent entre quatorze professeurs.
— de mathématiques	2330	42	
— d'arithmétique, de physique et de chimie	1480	»	
— de dessin	1270	5	Élèves qui ne fréquentent que les sciences et le dessin.
Un aumônier	740	»	
Un maître d'études, surveillant . .	635	»	
Nombre total des élèves . . . . .	. . .	247	

LE COLLÈGE D'ATH.

Professeur de rhétorique fr.	1800	3	Les externes paient 10 francs pour l'entrée, et 12 fr. 50 c. par trimestre, non compris le chauffage. Le minerval est perçu au profit de l'établissement. 18 élèves externes sont admis gratuitement. Ce collège a en biens fonds . fr. 348 59 En rentes sur particuliers. . » 293 99
— de seconde	1700	12	
— de troisième	1600	12	
— de quatrième	1450	11	
— de cinquième	1300	32	
— de sixième	1200	17	
Classe spéciale de français	»	24	
Le principal	1300	»	
L'aumônier	300	»	
Un maître d'études	600	»	
Nombre total des élèves . . . . .	. . .	116	Dont 42 internes et 74 externes.

LE COLLÈGE DE THUIN.

NOMBRE DES PROFESSEURS ET MATIÈRES DE L'ENSEIGNEMENT.	TRAITEMENS.	NOMBRE D'ÉLÈVES.	MINERVALIA.
Professeur de rhétorique et de seconde.	1200	1 ^{re} 8	Ce collège est tenu pour le compte des trois anciens professeurs.
— de troisième et directeur du collégo	1200	2 ^e 16	
— de mathématiques et de langue grecque	1000	3 ^e 23	
		4 ^e 14	
— des classes inférieures, de dessin et de calligraphie.	730	5 ^e 26	
— des sciences commerciales.	600	6 ^e 24	
Nombre total des élèves	111	

LE COLLÈGE DE CHIMAY.

Professeur de rhétorique et de seconde (principal) . . . fl.	510	1 ^{re} 3	<p>Dix francs par trimestre pour les <i>élèves étrangers à la ville</i>.</p> <p>Le nombre d'élèves payant actuellement cette rétribution est de six.</p> <p>L'enseignement est purement gratuit pour les élèves domiciliés à Chimay.</p> <p>Tous les élèves fréquentent la classe de mathématiques.</p>
— des troisième et quatrième.	510	2 ^e 1	
		3 ^e 3	
— des cinquième et sixième .	490	4 ^e 5	
		5 ^e 7	
— de mathématiques et d'éléments de latin	490	6 ^e 16	
Nombre total des élèves	38	

MONTANT des Traitemens annuels alloués aux Instituteurs :

PROVINCES.	SUR L'ÉTAT.	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR LES COMMUNES.	SUR LES BUREAUX DE BIENFAISANCE.	TOTAL.
Anvers	23 écoles, 26 institut ^{rs} . 8,655 08	» »	154 écoles. 35,043 10	38 écoles. 1,610 91	45,309 09
Brabant	62 » 67 » 18,355 05	3 écoles. 7,682 80	65 » 9,994 71	236 » 27,067 23	63,099 79
Flandre Occidentale. .	49 » 49 » 11,704 67	» »	243 » 33,729 41	26 » 5,636 82	51,070 90
Flandre Orientale . .	41 » 41 » 10,231 09	2 » 423 28	157 » 20,987 21	16 » 608 58	32,250 16
Hainaut	63 » 66 » 16,786 97	3 » 1,904 76	290 » 47,289 07½	245 » 30,570 16	96,550 96½
Liège	85 » 92 » 27,083 33	1 » 211 64	135 » 20,515 38	167 » 14,476 39	62,286 74
Limbourg	77 » 83 » 21,948 22	3 » 274 07	207 » 35,540 83	78 » 4,859 02	62,622 14
Luxembourg	38 » 44 » 13,206 39	» »	260 » 37,415 44	66 » 7,374 85	57,996 68
Namur	78 » 79 » 22,372 59	3 » 698 41	240 » 39,432 07	137 » 12,486 40	74,989 47
	516 écoles, 547 institut ^{rs} 150,343 39	15 écoles. 11,194 96	1751 écoles. 279,947 22½	1009 écoles. 104,690 36	546,175 93½

(Extrait des Statistiques de l'Enseignement primaire au 1^{er} février 1833, dressées par les Gouverneurs des provinces.)


LISTE des Professeurs démissionnés et indiquant ceux qui ont obtenu des indemnités en 1831 et 1832.

N ^o D'ORDRE.	NOMS des PROFESSEURS DÉMISSIONNÉS.	ÉTABLISSEMENTS AUXQUELS LES PROFESSEURS ONT APPARTENU.	MONTANT De l'indemnité qui leur a été allouée pour 1831.	MONTANT De l'indemnité qui leur a été allouée pour 1832.	MONTANT De l'indemnité propo- sée pour 1833.	Observations.
1	J.-P. Grégorius . . .	Ex-professeur de rhétorique au collège de Turnhout . . .	634 92	203 17	280 »	Nommé le 2 octobre 1829.
2	P. Heiderscheid . . .	Id. de 1 ^{re} et de 2 ^{me} au collège de Herenthals . . .	634 92	203 17	290 »	— le 27 septembre 1826.
3	C. Verdeyen . . .	Id. au même collège. . .	634 92	211 64	250 »	— le 11 septembre 1826.
4	A. Paulus . . .	Id. des classes supérieures au collège de Gheel . . .	634 92	203 17	270 »	— le 6 décembre 1827.
5	A. Dufaux . . .	Id. des classes inférieures au même collège. . .	634 92	»	320 »	— le 2 avril 1829.
6	Olinger (l'abbé) . . .	Ex-principal à l'athénée de Bruxelles. . .	»	740 74	380 »	A quitté ses fonctions en 1829.
7	P. Defienne . . .	Ex-professeur au collège de Tirlemont . . .	»	423 28	380 »	Nommé le 3 juin 1827.
8	C. Labeert . . .	Id. de 3 ^{me} au collège de Courtrai . . .	634 92	203 17	300 »	»
9	A.-L. Alexandre . . .	Ex principal au collège de Furnes. . .	»	423 28	370 »	— le 20 septembre 1826.
10	Verraert . . .	Ex-professeur au collège de Gand. . .	»	»	610 »	— le 25 septembre 1823.
11	Quanonne . . .	Id. d'écriture au même collège. . .	»	»	380 »	»
12	Clepkens . . .	Id. au collège d'Audenarde . . .	»	»	380 »	— le 29 août 1827.
13	V. De Beaune . . .	Id. au collège d'Alost . . .	»	»	380 »	»
14	C.-F. Thierry . . .	Id. de rhétorique au collège de Soignies . . .	»	»	390 »	— en octobre 1830.
15	F. Michel . . .	Id. de 5 ^{me} au même collège. . .	634 92	203 17	260 »	— en 1827.
16	V. Definne . . .	Ex-régent de langue hollandaise à l'athénée de Tournay . . .	634 92	253 97	200 »	— le 20 octobre 1820.
17	Bergeron . . .	Ex-principal et professeur de rhétorique au collège de Charleroy . . .	»	719 58	450 »	— le 1 ^{er} septembre 1828.
18	Ch. Demortier . . .	Ex-professeur de rhétorique au collège d'Enghien. . .	»	465 61	200 »	— le 16 février 1828.
19	Imbert . . .	Id. au même collège. . .	»	465 61	350 »	»
20	Costermans . . .	Id. au même collège. . .	»	423 28	300 »	— le 24 novembre 1826.
21	Gofflot (l'abbé) . . .	Ex-principal au même collège. . .	»	423 28	420 »	— le 24 septembre 1829.
22	Carleer . . .	Ex-professeur au même collège. . .	634 92	211 64	210 »	— le 16 février 1828.
23	J.-B. J. Serwier . . .	Id. au collège de Verviers. . .	»	»	530 »	»
24	L.-J. Ranwez . . .	Id. au collège de Huy . . .	»	203 17	400 »	— le 22 mars 1819.
25	X. Wurth . . .	Ex-principal et professeur de rhétorique au collège de Tongres . . .	»	423 28	380 »	— le 27 septembre 1820.
26	P.-J. Waxweiler . . .	Id. au collège de St.-Hubert . . .	»	529 10	320 »	C'était une école et non un collège.
27	L.-P. Godfroid . . .	Ex-professeur au collège de Dinant . . .	634 92	»	310 »	Nommé le 24 décembre 1825.
28	Ch. Tandel . . .	Id. à l'école militaire de Bréda . . .	»	740 74	210 »	»
29	A. Meyer . . .	Id. de mathématiques au même établissement . . .	»	»	750 »	»
					10,300 »	

INSTRUCTION PRIMAIRE.



ÉTAT NOMINATIF des Instituteurs qui reçoivent un traitement ou un supplément de traitement du trésor dans les provinces.



N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
		ANVERS.	
1	Malines	Lambrechts, P.-F.	Lecture, écriture, arithmétique, calcul décimal, géographie, histoire, français, flamand.
2	Idem	De Prost, P.-F. sous-instituteur.	»
3	Idem	Mulle, Louis. Idem.	»
4	Idem	Velkger, Idem.	Lecture, écriture, arithmétique et le flamand.
5	Lierre.	Bauwens, J.-B.	Doctrine chrétienne, flamand, analyse, arithmétique.
6	Turnhout	Schools, J.-G.	Lecture, écriture, flamand, arithmétique
	DISTRICT D'ANVERS.	—	—
7	Bersbeek.	Nys, Jean.	Lecture, écriture, arithmétique.
8	Calmpthout.	Bruyninckx, B.	Idem
9	Contich.	Rombauts, P.-F.	Français, flamand, le style épist. et la religion.
10	Esschen.	Rombens, Dominique-P.	Lecture, écriture, arithmétique, géographie, histoire.
	DISTRICT DE MALINES.	—	—
11	Beersel.	Rampelbergh, François.	Français, flamand, lire, écrire, arithmétique, doctrine chrétienne.
12	Berlaer.	Cassiers, Cornille.	Enseignement mutuel.
13	Bornhem	Vanderstock, Égide.	Lire, écrire, orthographe, arithmétique, français, flamand.
14	Duffel.	Kerselaers, Th.-M.	Français, flamand, écriture, arithmétique, géographie.
15	Heyst op den Berg	Van Montfort, Joseph.	Flamand, lire, écrire, géographie, arithmétique.
16	Kingene	Goossens, Ch.-L.	Lire, écrire, arithmétique, géographie, doctrine chrétienne.
17	Pulte.	Rampelberg, Ad.-Ant.	Flamand, français, arithmétique, géographie, doctrine chrétienne.
18	Thisselt.	Decroes, J.-B.	Lire, écrire, arithmétique, français, flamand.
19	Wavre St. Catherine.	De Winter, Ph.	Flamand, écriture, arithmétique, géographie.
	DISTRICT DE TURNHOUT.	—	—
20	Bar-le-Duc.	Dierickx, P.-J.	Lire, écrire, arithmétique.
21	Desschel.	Bonguerts, F.	Idem, géographie et histoire.
22	Uerenthals	Van den Wyngaert, A.-J.	Lire, écrire, arithmétique, français.
23	Moll	Mertens, G.-G.	Idem, et flamand, géographie.
24	Idem	Mertens, F. sous maître.	»
25	Oolen.	Muller, T.-G.	Lire, écrire, arithmétique.
26	Bethy.	Bongaerts, J.-B.	Idem
			TOTAL.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR RÉTIF et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
SUR L'ÉTAT.	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR la COMMUNE.	SUR LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
1200 84	"	" "	" "	1200 84	fr 2 11	26	
423 28	"	" "	" "	423 28	"	"	
423 28	"	" "	" "	423 28	"	"	
423 28	"	317 40	" "	740 71	"	225	L'instituteur en chef, jouit d'une habitation.
1200 84	"	211 04	" "	1481 48	Gratis.	140	École des pauvres. — La ville donne en outre le local.
423 28	"	520 10	" "	952 38	Gratis.	206	École des pauvres.
—	—	—	—	—	—	—	
148 15	"	105 82	23 28	277 25	" 47	70	
211 04	"	304 80	" "	576 50	63 à 45	182	Le tiers des élèves ne paient pas de rétribution.
211 04	"	173 54	" "	385 18	1 85 c. — 2 03 c. 3 45 c.	80	
317 40	"	380 95	" "	698 41	50 à 30	107	
—	—	—	—	—	—	—	
300 "	"	" "	" "	300 "	" 38	101	
158 73	"	300 52	" "	450 25	" 40	156	
423 "	"	346 "	" "	1209 "	"	230	
317 40	"	" "	" "	317 40	" 82	197	
211 04	"	211 04	" "	423 28	" 42	191	
250 "	"	300 "	" "	550 "	" 03	172	
317 40	"	105 82	52 01	476 19	" 55	125	
105 82	"	52 01	42 33	201 00	" 53	98	
211 04	"	317 40	" "	520 10	" 36	80	
—	—	—	—	—	—	—	
158 73	"	105 82	" "	264 55	" 32	71	
148 15	"	200 "	" "	348 15	" 23	105	
211 04	"	601 05	" "	812 09	" 31	190	
317 "	"	400 "	" "	717 "	" 35	85	
105 82	"	" "	" "	105 82	"	"	
148 15	"	317 "	" "	465 15	" 32	108	
148 15	"	474 98	" "	623 13	1 ^{re} c. 23 2 ^e c. 31	148	
8655 08	"	6316 57	118 52	15090 17	"	"	

N ^o D'ORDRE	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
BRABANT.			
1	Bruxelles. (École primaire modèle du Gouvernement.)	Pieters, J.-B. instituteur en chef.	Langues, française et flamande, lecture, écriture, arithmétique, géographie, histoire, éléments de physique et d'histoire naturelle, grammaire dans les deux langues, dessin linéaire et ordinaire, le style épistolaire et le catéchisme.
2	Idem.	Mauvé, Aug. sous-maitre.	
3	Idem.	Godard, Alexis, idem.	
4	Bruxelles. (École Israélite.)	Devalke, P. instituteur en chef et sous-instituteur Ascher, Louis.	Institution religieuse et morale, grammaire française, écriture, calcul et géographie.
5	Bruxelles.	Rotlier, Pascal.	Français, flamand, écriture, calcul, etc.
6	Idem.	Stessels, Pierre.	"
7	Hal.	Deschryver, Aug., chef de l'institution.	Doctrines chrétienne, lecture, écriture, calcul, tenue des livres, géographie, histoire, langues française et flamande, dessin, style familial et commercial.
8	Idem.	Met, Michel, sous-maitre.	
9	Louvain.	De Meulder, Louis.	Tout ce que l'enseignem. primaire peut comprendre.
10	Idem.	N., sous-Maitre.	"
11	Diest.	Auhourg, Abraham.	Lecture, écriture, arithmétique, la morale, instruction chrétienne.
12	Nivelles.	Peeters, Jacques-Jean.	Lecture, écriture, grammaire, syntaxe, arithmétique, dessin linéaire, géograph., histoire nationale, etc.
13	Idem.	Crousse, Sophie, institutrice en chef de l'école du Béguinage.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, style épistolaire, doctrine chrétienne, tenue des livres, géographie, musique, dessin, histoire, sainte et nationale, ouvrages de main.
14	Wavre.	De Wandre, J.-B.	Orthographe, grammaire, analyse grammaticale, logique, géographie de la Belgique, arithmétique, éléments de géométrie, histoire, dessin, lecture, écriture, classe latine, catéchisme.
DISTRICT DE BRUXELLES.			
15	Anderlecht	Jamar, Émile.	Langues française et flamande, le calcul et la géogr.
16	Assche.	De Larivière.	Idem
17	Bucken.	Bols.	La lecture, l'écriture, le calcul.
18	Crainhem.	Jacobs.	Langue flamande, lecture, écriture, calcul.
19	Dilbeek.	Van Molle.	Idem
20	Droogenbosch	Massy, P.-F.	Langues française et flamande, lecture, écriture, calcul.
21	Eppeghem.	De Coninck, J.-F.	Langue flamande, lecture, écriture, calcul.
22	Forest.	Zwendelaar, Henri.	Langue française, lecture, écriture, calcul.
23	Grimberghen.	Bombeko, Jean-Marie.	Calcul, lecture, écriture.
24	Hérinnes.	Sammels, T.-B.	Idem
25	Laeken.	Goeckx, Alexandre.	Langue française, calcul, lecture, écriture
26	Lecuw-St.-Pierre.	Dammans, Guillaume.	Langues française et flamande, lecture, écriture, calcul.
27	Lembeek.	Borremans, Jean.	Langue flamande, lecture, écriture, calcul.
28	Malderen.	Deschryver, Joseph.	La lecture, l'écriture et le calcul.
29	Molenbeek-St.-Jean.	Hardig, G.-F.	La lecture, l'écriture et la langue française.
30	Molhem-Bollebeek.	Desadelaer, Jean.	La lecture, l'écriture, le calcul.
31	Overysche.	Swaans, P.-C.	La lecture, l'écriture et la langue française.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					DISTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} février 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
1269 84	1058 20	» »	» »	2328 04	6 34	140	
423 28	» »	» »	» »	423 28	» »	»	
423 28	423 28	» »	» »	846 56	» »	»	
423 28	415 08	211 61	» »	800 » 250 »	» »	44	
317 50	» »	» »	» »	317 50	4 »	50	
380 »	» »	» »	» »	380 »	» »	»	
423 28	» »	179 89	» »	603 17	1 50	195	Dans ce nombre, se trouvent 85 élèves indigents qui reçoivent l'instruction gratuitement.
158 73	» »	» »	» »	158 73	» »	»	
1269 84	» »	» »	» »	1269 84	* »	9	* Pour des enfants d'une même famille: pour un enfant, 5 fr.; pour 2, 8 fr.; pour 3, 10 fr.; pour 4, 12 fr.
423 28	» »	» »	» »	423 28	» »	»	Pour les enfants d'officiers subalternes: pour un enfant, 4 fr.; pour 2, 7 fr.; pour 3, 9 fr.; pour 4, 10 francs.
317 46	» »	» »	634 02	952 38	» 52 1/2	147	L'ouverture de l'école n'a eu lieu qu'en 1833.
211 64	» »	423 28	» »	634 92	1 27 par élève non indigent.	71	Le bureau de bienfaisance paie en outre 30 cents par élève indigent.
423 28	» »	» »	» »	423 28	» »	238	Le bureau de bienfaisance fournit la moitié du chauffage.
317 46	» »	465 66	» »	783 12	2-12 p. la 1 ^{re} d. 1-19 p. 2 ^e et 3 ^e	104	
211 64	» »	» »	45 »	256 64	1 »	85	
211 64	» »	» »	» »	211 64	1 à 3	48	
100 »	» »	» »	» »	100 »	» 63	40	
211 64	» »	» »	» »	211 64	» 70	76	
159 »	» »	» »	» »	159 »	» 63	155	
317 46	» »	» »	30 »	347 46	1 »	101	
211 64	» »	» »	» »	211 64	» 63	75	
423 28	» »	317 40	105 82	846 56	» 63	62	
211 64	» »	» »	» »	211 64	1 »	37	
211 64	» »	» »	20 »	231 64	» 60	85	
317 46	» »	30 »	» »	347 46	1 »	134	
109 31	» »	211 64	» »	380 95	» 63	190	
109 31	» »	» »	80 »	249 31	» 63	72	
253 96	» »	100 »	» »	353 96	» 63	122	
211 64	» »	» »	» »	211 64	1 50	80	
211 64	» »	» »	» »	211 64	» 50	121	
211 64	» »	420 »	» »	631 64	1 27	90	
10596 09	1806 58	2359 57	915 74	15768 56	» »	»	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
33	Overysche.	Van der Vorst, Charles.	La lecture, l'écriture et la langue française.
33	Pacmel.	Lindemans, J.-B.	La lecture, l'écriture et la langue française.
34	Pepinghen.	Bricont, Ch.-Jl.	La lecture, l'écriture et la langue française.
35	Ramsdonck.	Van de Velde, Guillaume.	La lecture, l'écriture et la langue française.
36	Saintes.	Fiessens, Donat.	La lecture, l'écriture, le calcul.
37	St.-Gilles.	Van der Linden, Jean.	La lecture, l'écriture.
38	Schaerbeek.	Bisschop, C.-L.	La lecture, l'écriture et la langue française.
39	Sempst.	Van Dyck, Pierre.	La lecture, l'écriture, le calcul.
	DISTRICT DE LOUVAIN.	—	—
40	Beggynendyck.	Van der Borcht, J.-J.	La lecture, l'écriture, le calcul, et la doctrine chrét.
41	Bierbeek.	Van Zeeland, Arnold.	Lecture, écriture, français, flamand, arithmétique, éléments d'algèbre et de géographie.
42	Blanden.	Schroer, J.-B.	Lecture, écriture, arithmétique, etc.
43	Lubbeek.	Deruyter, François.	Lire, écrire en français et en flamand et les éléments d'arithmétique.
44	Montaigu.	Van Asbroek, J.-B.	Le français et le flamand.
45	Neerlinter.	Van de Reyken, Balt.	Le flamand et l'arithmétique.
46	Rotselaer.	Bogaerts, Jacques.	Lire, écrire, arithmétique, en français et en flamand.
47	Tervueren.	Gerdts, Gérard.	Français, flamand, catéchisme, historique, histoire, géographie, écriture, calcul, principes d'histoire naturelle, de physique et de doctrine chrétienne.
48	Wechter.	Bols, Joseph-Art.	Lire, écrire, calcul, et l'enseignement de la religion chrétienne.
	DISTRICT DE NIVELLES.	—	—
49	Bies.	De Kenster, J.-J.	Lecture, écriture, arithmétique, éléments de la langue française, doctrine chrétienne.
50	Bonlez.	Notte, J.-J. . . . .	. . . . . Idem
51	Bornival.	Trouiller, C.	Lecture, écriture, arithmétique, orthographe, histoire, géographie, catéchisme.
52	Bousval.	De Falque, J.-F.	Lecture, écriture, grammaire française et analyse, l'arithmétique et le catéchisme.
53	Coulture-St.-Germain.	Fcauclercq, C.-J.	Lecture, écriture, principes de grammaire et le catéchisme.
54	Court-St.-Étienne.	De Falque, G.-J.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire, syntaxe, analyse, style épistolaire, géographie, histoire naturelle.
55	Dion-le-Val.	Delvaux, J.-J.	Lecture, écriture, arithmétique, éléments de grammaire française, doctrine chrétienne.
56	Genappe.	Monthuy, A.-J.	Lecture, écriture, grammaire analyse, géographie, arithmétique jusqu'à l'extraction des racines, l'hist.
57	Gentinne.	Durieux, E.-J.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire française, histoire nationale et géographique.
58	Grez-Doiceau.	Lacourt, C.-J.	Lecture, écriture, calcul, géographie, éléments de la grammaire française, histoire, mythologie, doctrine chrétienne.
59	Hevillers.	Denis, C.-J.	Lecture, écriture, grammaire, calcul, syntaxe, histoire, géographie.
60	Incourt.	Lambeau, J.-J.	Lecture, écriture, grammaire française, arithmétique.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉCRÉATION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
SUR L'ÉTAT.	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR la COMMUNE.	SUR LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
10598 60	1806 50	2359 57	915 74	15788 56			
211 61	" "	" "	" "	211 61	2 50 à 05	111	
211 64	" "	" "	52 91	264 55	" 74	152	
200 "	" "	101 "	" "	300 "	" 75	75	
100 "	" "	" "	40 "	140 "	" 61	50	
423 28	" "	" "	" "	423 28	" 87	80	
317 43	" "	" "	31 74	349 20	" 84	95	
105 82	" "	" "	" "	105 82	" 75	80	
169 31	" "	" "	" "	169 31	" 71	80	
—	—	—	—	—	—	—	
100 "	" "	" "	20 "	120 "	" 35	75	
* 634 92	" "	" "	42 32	677 24	25 cents à 35 cents.	137	* L'instituteur en chef ne jouit sur la somme accordée par l'état que de florins 200, — le surplus est pour le traitement du sous-maître.
100 "	" "	" "	21 10	121 16	9 sols.	60	
100 "	" "	" "	30 "	130 "	63 c.	160	
* 529 10	" "	" "	" "	529 10	2 et 3	85	* Ce subside est employé à payer le loyer de l'école.
264 55	" "	169 31	51 "	483 86	" 63	30	
211 64	" "	" "	25 "	236 64	" 45	140	
317 46	" "	" "	204 55	582 01	" 85	149	
211 64	" "	" "	37 70	249 43	" 64	226	
—	—	—	—	—	—	—	
100 "	" "	42 32	105 82	248 14	" 90	65	
125 "	" "	52 "	20 "	107 "	" 63	61	
169 31	" "	" "	152 38	321 69	1 26	43	
105 83	" "	63 49	55 02	214 33	" 63 et 1 "	76	
211 64	" "	" "	" "	211 64	" 63	107	
317 46	" "	529 "	" "	846 46	" 85	223	On y donne l'enseignement gratis aux élèves indigens ou non : l'instituteur paie un sous-maître.
100 "	" "	" "	90 "	190 "	" 95	55	
220 "	" "	106 "	" "	326 "	1 50 et 1 25	85	
169 31	" "	75 "	" "	244 31	1 50 et 1 65	100	
169 31	" "	" "	275 13	444 44	" 91	145	
220 "	" "	105 82	101 58	427 40	1 20	115	Les enfans jusqu'à l'âge de 13 ans, reçoivent l'enseignement gratis.
253 90	" "	" "	52 91	306 87	1 18-90-75	84	Cette école sert pour les communes d'Incourt, Opprebas et Roux-Miroir.
18006 96	1806 50	3602 51	2382 05	24850 08	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
61	Jauche.	Meuleman, T.-R.-J.	Lecture, écriture, grammaire, syntaxe, arithmétique, le système métrique, le catéchisme, les notions d'histoire et de géographie.
62	Jodoigne	Darte, P.-A., instituteur en chef et Pello-grin, C.-J., sous-maitre.	Lecture, écriture, calcul ordinaire et métrique, français, histoire, géographie, dessin linéaire, poids et mesures, tenue de livres, morale chrétienne, style épistolaire.
63	St.-Géry	Dumont, J.-J.	Lecture, écriture, grammaire française, analyse gram. arithmétique, et les principes de la religion.
64	Sart-Dames-Avelines.	Dusart, J.-B.	Lecture, écriture, la géographie et l'histoire.
65	Tubise.	Lehon, H.-J.	Lecture naturelle, écriture, calcul, géographie, grammaire française, syntaxe, calligraphie, analyse grammaticale, catéchisme
66	. . . . . Idem.	Nieuwinkol, frères. . . . .	. . . . . Idem
67	Verginal-Samme.	Dulait, J.-M.	Morale, lecture, écriture, orthographe, arithmétique, grammaire française, géographie, style épistolaire, doctrine chrétienne, histoire sainte et profane.
			TOTAL.

FLANDRE OCCIDENTALE.

1	Furnes.	Monthaye, Charles, sous-instituteur de l'école bourgeoise.	Langues française et flamande arithmétique, histoire de la Belgique, géographie et doctrine chrétienne.
2	Idem.	Theva, Charles. . . . .	. . . . . Idem
3	Roulers.	De Brauwer, Henri.	Orthographe, français, flamand, écriture, arithmétique, calcul, histoire.
4	Iseghem.	Tanghe, Ch.-L.	Français, flamand, mathématiques, mythologie, art épistolaire, géographie, histoire, déclamation, tenue des livres, calligraphie.
DISTRICT DE BRUGES.			
5	Assebrouck.	Junon, G.	Lire, écrire, l'arithmétique.
6	Blankenberghe.	Vanderhaeghe, Jb. . . . .	. . . . . Idem
7	Coolkerke.	De Brouwer, L. . . . .	. . . . . Idem
8	Damme.	Montave, J.-J. . . . .	. . . . . Idem
9	Dudaels.	Mestdagh, H. . . . .	. . . . . Idem
10	Oedelem.	Van Halme, Ch. . . . .	. . . . . Idem
11	Oostcamp.	Macqué, Jh. . . . .	. . . . . Idem
12	Oostkerke.	Mestdagh, B. . . . .	. . . . . Idem
13	Ramsappelle.	Lateste, J. . . . .	. . . . . Idem
14	Westcappelle.	Mestdagh, J. . . . .	. . . . . Idem
15	Zuyenkerke.	Vanderhaeghe, B. . . . .	. . . . . Idem
DISTRICT DE FURNES.			
16	Alveringhem.	Monthaye, Ch.-J.	Lire, écrire, l'arithmétique et les principes de la langue flamande.
17	Beveren.	Briche, Ch.-L.	La langue flamande, l'arithmétique et la doctrine chrétienne.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
SUR L'ÉTAT.	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR la COMMUNE.	SUR LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
10966 08	1890 50	3003 51	2384 05	24850 08			
150 "	"	" "	" "	150 "	1 et 1 26	117	
211 64	"	211 64	" "	423 28	1 26	95	
211 64	"	" "	" "	211 64	50 et 75 c.	85	
158 73	"	36 50	7 25	202 48	50 et 75	108	
423 28	"	211 64	80 75	715 67	" 60	152	
105 82	"	" "	" "	105 82	" 60	74	
126 08	"	" "	" "	126 08	" 80	133	
18355 05	1890 50	4082 20	2472 05	26785 95	" "	"	
423 28	"	211 64	" "	634 92	1 fr. et 0 81	50	
423 28	"	211 64	" "	634 92	"	133	
100 "	"	300 "	" "	400 "	1 "	86	
211 64	"	280 95	" "	592 59	1 "	103	
105 50	"	84 40	" "	189 00	" 63	74	
317 46	"	158 73	" "	476 19	" 84	100	
158 25	"	84 40	" "	242 65	" 84	68	
158 08	"	95 23	" "	253 91	" 75	76	
423 28	"	" "	" "	423 28	" 1	112	
317 46	"	" "	" "	317 46	" 85	84	
317 45	"	100 "	" "	417 45	" 95	47	
158 73	"	95 23	" "	253 96	" 74	62	
160 84	"	41 32	" "	202 16	" 75	38	
211 64	"	84 65	" "	296 29	" 75	152	
75 "	"	12 "	" "	87 "	" 90	67	
317 46	"	300 "	" "	617 46	" 63	197	
317 08	"	" "	" "	317 08	" 65	97	
4197 03	"	2160 19	" "	6357 22	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
	DISTRICT D'YPRES.	---	REPORT.
18	Comines.	Van Doorne, Jh.	Écriture, lecture, arithmétique, flamand, français, latin, commerce, géographie, histoire, etc. .
19	Elverdinghe	De Puydt, Aug.	Lire, écrire, arithmétique, géographie, histoire. .
20	Gheluwe	Verduyn, Bruno.	Lire, écrire et l'arithmétique.
21	Hollebeke.	Vermeeisch, G.	Lecture, écriture, arithmétique, géométrie, ouvrages de main.
22	Messines	De Lea, F.	Lire, écrire, arithmétique, géographie, gram., etc.
23	Bas-Warneton.	Hof, P.-J.	Lire, écrire, arithmétique, éléments des langues françaises et flamandes.
24	Neuve-Église.	Verhille, Joseph. . . . .	. . . . . Idem
25	Wytshacte.	De Meyere, Th.	Lire, écrire, ouvrages de main.
	DISTRICT DE COURTRAY.	—	—
26	Aelbeke.	Pollet, Pierre	La langue flamande, l'écriture, l'arithmétique. . .
27	Bellegheem.	Slosse, Pierre.	La langue flamande, l'écriture, l'arithmétique, plus le français et l'orthographe.
28	Dottignies.	Baetmans, Ch.	Langue française, l'histoire, la géographie, l'arithmétique, le style épistolaire.
29	Espierres.	Callens, Louis. . . . .	. . . . . Idem
30	Helchin.	Willaumez, Cathérine.	La lecture et l'écriture.
31	Herseaux.	Carette, Louis.	Français, flamand, arithmétique, l'art épistolaire, l'écriture, l'histoire.
32	Laigne.	Parsys, Louis.	Grammaire française, écriture, arithmétique, géographie.
	DISTRICT D'OSTENDE.	—	—
33	Breedene.	Van Praet, Romain.	Langue flamande, l'écriture, l'arithmétique. . .
	DISTRICT DE THIELT.	—	—
34	Aerzele.	Mestdagh, J.-H.	Flamand, franç., l'écrit., l'arith., l'hist. et la géogr.
35	Coolscamp.	Vandevenne, Joseph.	Lecture, écriture, arithmétique, français, flamand, notions d'histoire et de géogr. tenue des livres, etc.
36	Denterghem.	Tornest, Grégoire.	Lecture, écriture, arithmétique, français, flamand, histoire, etc.
37	Meulebeke.	D'Hont, J.-F. . . . .	. . . . . Idem
38	Ostrosebeke.	Wille, Pierre-Albert. . . . .	. . . . . Idem
39	Pitthem.	Scherpereel, Ignace. . . . .	. . . . . Idem
40	Ruyssede.	Crop, Max. . . . .	. . . . . Idem
41	Waeken.	Denninck, Casimir. . . . .	. . . . . Idem
42	Zwevezele.	Gravet, Antoine. . . . .	. . . . . Idem
	DISTRICT DE DIXMUDE.	—	—
43	Boerst.	Marlier, F.	Lecture, écriture, arithmétique, français, flamand.
44	Clercken.	Roose, Léonard.	Lecture, écriture, arith., élém. de la langue franç.
45	Conckelsere.	Lanssens, Pierre.	Lecture, écrit., arith., élém. de franç. et la géogr.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					DISTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÂTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE	sur LE BUREAU de BENÉVOISANCE.	TOTAL.			
4187 03	" "	2180 19	" "	6367 22			
—	—	—	—	—	—	—	
317 46	" "	logement	" "	317 46	1 20	100	
163 85	" "	161 73	" "	325 58	" 88	139	
211 04	" "	211 04	" "	423 28	" 70	197	
423 32	" "	" "	" "	423 32	" 54	93	
211 04	" "	169 31	" "	380 95	" 80	58	
148 15	" "	105 82	" "	253 97	1 "	75	
423 28	" "	158 73	" "	582 01	" 75	150	
423 28	" "	" "	" "	423 28	" 82	50	
—	—	—	—	—	—	—	
105 82	" "	" "	" "	105 82	" 50	36	
105 82	" "	232 10	" "	337 92	" 72	65	
184 14	" "	158 73	" "	342 87	Pension 20 fr demi-pen. 8 fr. externe 1 fr.	100	60 Enfants pauvres y sont instruits gratuitement.
105 82	" "	63 49	" "	169 31	1 fr.	70	
118 50	" "	30 "	" "	148 50	3 fr. et 0 63	111	
148 15	" "	105 82	" "	253 97	1 "	90	
105 82	" "	" "	" "	105 82	" 75	65	
—	—	—	—	—	—	—	
211 04	" "	105 82	" "	317 46	" 85	61	12 Enfants pauvres y sont instruits gratuitement.
—	—	—	—	—	—	—	
317 46	" "	158 75	" "	476 21	" 65	127	
211 05	" "	158 73	" "	370 38	1 fr.	90	
212 "	" "	212 "	10 "	434 "	" 57	115	
211 04	" "	76 19	" "	287 83	" 48	125	
211 04	" "	" "	" "	211 04	" 75	90	
317 46	" "	52 91	" "	370 37	1 50	52	
317 46	" "	" "	" "	317 46	" 53	85	
211 04	" "	105 82	" "	317 46	1 ^{re} c. 127,2 ^e c. 0-72,3 ^e c. 0-54	101	
211 04	" "	100 "	" "	311 04	1 "	63	
—	—	—	—	—	—	—	
284 55	" "	158 73	" "	423 28	" 80	44	
423 28	" "	148 15	" "	571 43	" 70	93	
317 46	" "	" "	" "	317 46	1 20	55	
10833 24	" "	4834 66	10 "	15677 90	" "	"	

N ^O D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
46	Leke. DISTRICT DE ROELERS.	Vandeputte, Pierre.	Lire, écrire, l'orthographe, éléments de la langue française.
47	Gits.	Van Eeckhout, Pierre.	Lire, écrire, langue flamande, arithmétique, etc.
48	Hooglede.	Van de Wiele, Pierre.	Idem
49	Lichtervelde.	Kerkhofs, Étienne.	Idem
			TOTAL f.

FLANDRE ORIENTALE.

1	Gand.	Devos J.-B.	Lire, écrire, calcul, français, flamand, géographie, histoire, géomét., algèbre, dessin, tenue des liv.
2	Deynze.	Van Geersdaele, J.	Flamand, français.
3	Idem.	Tommeel, Frédéric.	Idem
4	Saint-Nicolas. DISTRICT DE GAND.	De Windt, Jacques.	Lire, écrire, arithmétique.
5	Bottelaere.	Mullié, B.	Idem et géométrie.
6	Lemberge.	Goedertier, L.	Épeler, lire et écrire le flamand.
7	Looten Hulle.	Van Menden, F. C.	Idem
8	Maria - Kerke.	Maligo-Halsberghe, J.-J.	Lire, écrire, arithmétique, histoire et géographie.
9	Moerbeke.	Van Daele.	Lire, écrire, flamand, français, arithmétique, géométrie, histoire, doctrine chrétienne
10	Munte.	De Coninck, P. X.	Lire, écrire, arithmétique et géographie.
11	Nevele.	Van Ruysbeke, Aimé.	Français, flamand.
12	Ronsele.	Martens, J.-C.	Grammaire, écriture, arithmétique, doctrine chrétienne.
13	Wachtebeke.	Van Durme, Ch.	Lire, écrire, arithmétique, histoire et géographie.
14	Zulte. DISTRICT D'AUDENAERDE.	Van de Casteele, J.-L.	Idem, flamand, français.
15	Berehem.	Sulmon, P.-J.	Écriture, flamand, histoire, arithmétique.
16	Saint-Denis-Boncle.	Messiaen, Frédéric.	Lire, écrire le français, arithmétique, géométrie, histoire, doctrine chrétienne
17	Eenaeme.	Cosyn, Pierre.	Lire, écrire, flamand, français, arithmétique, histoire, doctrine chrétienne.
18	Huyse.	Devriese, C.-L.	Flamand, géographie, tenue des livres, style épist.
19	Ruyen. DISTRICT DE ST.-NICOLAS.	Vanderstraeten, J.	Écriture, français, flamand, arithmétique.
20	Beveren.	Vannigem, Eugène.	Idem
21	Saint-Paul.	Heyndrickx, P.-J.	Id. géographie, histoire et doctrine chrétienne.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					DISTRIBUTION des ÉLÈVES PAR FÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
10833 24	» »	4834 66	10 »	15377 00	» »	»	
253 07	» »	» »	» »	253 07	1 fl.	38	
—	—	—	—	—	—	—	
105 82	» »	105 82	» »	211 64	» 80	18	
300 »	» »	» »	» »	300 »	1 10	50	
211 64	» »	» »	» »	211 64	1 80	80	
11704 67	» »	4040 48	10 »	16655 15	» »	»	
1269 84	» »	» »	» »	1269 84	» 34	30	École, modèle du Gouvernement.
211 64	» »	109 31	» »	380 95	1-50 à 2-11	112	La ville fournit un local d'habitation.
211 64	» »	109 31	» »	380 95	id.	43	Idem.
100 »	» »	» »	» »	100 »	1 »	43	
—	—	—	—	—	—	—	
317 46	» »	» »	» »	317 46	1 »	31	
211 64	» »	» »	» »	211 64	» 63	27	
211 64	» »	» »	» »	211 64	1 35	74	
211 64	» »	38 09	» »	240 73	0 52 1 05	63	
211 64	» »	211 64	» »	423 28	» 76	91	
211 64	» »	» »	» »	211 64	» 63	30	
169 31	» »	105 82	» »	275 13	2 73	54	
211 64	» »	» »	» »	211 64	» 50	96	
211 64	» »	109 31	» »	380 95	» 46 à 82	127	
211 64	» »	63 49	» »	275 13	» 63	128	
—	—	—	—	—	—	—	
211 64	» »	158 73	» »	370 37	» 43	73	
211 64	» »	76 19	» »	287 83	de 63 1/2 à 75	99	
211 64	» »	» »	» »	211 64	de 63 à 85	71	
211 64	» »	125 »	» »	336 64	» 64	100	
211 64	» »	» »	» »	211 64	» 90	82	
—	—	—	—	—	—	—	
317 46	» »	423 28	» »	740 74	1 27	72	
169 31	» »	148 15	» »	317 46	de 42 à 63	126	
5517 98	» »	1858 32	» »	7376 30	» »	»	

N ^O D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
			A REPORTER.
22	Tamise.	De Maesschalck, P.	Lire, écrire, français, flamand, tenue des livres, style épistolaire, géographie, dessin linéaire.
23	Verrebroeck.	Vennechien, D.	Lire, écrire, flamand, arithmétique.
24	Vlaecne.	Vandenbossche, J.	Idem, et la doctrine chrétienne.
	DISTRICT D'ECCLO.	—	—
25	Adegem.	Stoens, J.-B.	Lire, écrire, français, flamand, arithmétique, hist.
26	Assenede.	Deschopper, H.	Flamand, français, arithmétique, géographie, doctrine chrétienne.
27	Bouchaute. (Waterdyck)	Vanpeene, J.-B.	Lire, écrire, flamand, arithmétique, histoire.
28	Saint-Laurent.	Vandamme, J.-B.	Lire, écrire, arithmétique.
29	Lembeke.	D'Hondt, J.-B.	Flamand, français, arithmétique, géographie.
30	Middelburg.	Dumonsau, J.	Lire, écrire, arithmétique, français
31	Middelburgt.	Ghoeraert, P.-J.	Lire, écrire, arithmétique.
	DISTRICT D'ALOST.	—	—
32	Lede.	Wandels, Th.	Flamand, français, arithmétique, écriture, tenue des livres, géographie, histoire.
33	Meebeke.	Soubert, Ch.	Lire, écrire, arithmétique
34	Schendelbeke.	Van Lil, J.-J.	Doctrine chrétienne, français, flamand, arithmétique, commerce, géographie, histoire nationale.
	DISTRICT DE TERMONDE.	—	—
35	Baesrode.	Verhoef, Jean.	Flamand, lire, écrire, style épistolaire, arithmétique, doctrine chrétienne.
36	Calcken.	Vandevelde, J.	Idem, plus, histoire, géographie, français et la morale.
37	Laerne.	Hagens, J.	Lire, écrire, flamand, arithmétique, géographie, histoire, histoire naturelle, doctrine chrétienne.
38	Lebbeke.	Duffeleer, J.-A.	Français, flamand, arithmétique et géographie.
39	Uytbergen.	Devos, L.	Flamand, lire, écrire, calcul, style épistolaire, histoire, géographie, catéchisme.
40	Waesmunster.	Steeman, J.-B.	Français, flamand, arithmétique, géographie, histoire, écriture, style épistolaire.
41	Zele.	Bevens, J.	Flamand, arithmétique, rudiment, langue française, écriture.
			TOTAL.

HAINAUT.

1	Binche.	Toubeau, J.-F.	Lecture, écriture, calcul, orthographe, histoire sainte, doctrine chrétienne, géographie.
2	Idem.	Boulanger, L.	Idem
3	Engghien.	Berteau, J.-J.	Idem
4	Idem.	Degravé, Ch. et son épouse, Gantois, Antoinette.	Idem, et français, flamand, histoire, style épistolaire, tenue des livres, ouvrages de mains
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					DISTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
5517 08	"	1858 32	" "	7376 30			
211 04	"	211 64	" "	423 28	de 1 à 2 fr.	127	La commission fournit un local
211 04	"	50 "	" "	261 04	de 50 à 64 c.	128	
211 04	"	211 64	" "	423 28	de 50 à 57 c.	214	
—	—	—	—	—	—	—	
211 04	"	42 33	" "	253 07	75 1/2	86	
211 04	"	253 07	" "	405 01	" 65	71	
317 40	"	" "	" "	317 40	de 63 c. à 1 fr.	61	
211 04	"	" "	" "	211 04	de 32 à 63 c.	73	
423 28	"	" "	" "	423 28	de 64 à 1-80	140	
211 04	"	" "	" "	211 04	1 ^{re} 1 ^{re} , 2 ^{de} 75, 3 ^{de} 50	84	
211 04	"	" "	" "	211 04	" 90 à 60	101	
—	—	—	—	—	—	—	
211 04	"	63 49	" "	275 13	" 63 à 1-10	96	
211 "	"	" "	" "	211 "	" 60	16	
211 04	"	" "	" "	211 04	" 60	84	
—	—	—	—	—	—	—	
211 04	"	211 04	" "	423 28	1 ^{re} 91, 2 ^{de} 45	94	
211 04	"	20 63	" "	241 27	" 80 et 63	72	
160 31	"	148 15	" "	317 46	45, 36, 27	59	
100 "	"	" "	" "	100 "	72, 54, 45	143	
423 28	"	" "	" "	423 28	1 ^{re} 74, 2 ^{de} 64, 3 ^{de} 55	77	
211 04	"	217 69	" "	426 33	1 ^{re} 61	64	
317 46	"	211 04	" "	529 10	1 ^{re} 70, 2 ^{de} 65, 3 ^{de} 60	123	
10231 09	"	3510 14	" "	13741 23	" "	"	
158 73	"	" "	1312 17	1470 00	" "	110	École spéciale pour les pauvres.
300 "	"	" "	" "	300 "	1 50 et 1 "	33	
423 28	"	317 46	" "	740 74	" "	232	Idem
253 07	"	317 46	" "	571 46	1 50 à 3 "	63 Parmi lesquels 20 ne paient rien	Plus le logement.
1135 08	"	634 02	1312 17	3083 07	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
5	Fontaine-l'Évêque.	Leroy, François.	Catéchisme, lecture, écriture, orthog., arithmétique.
6	Gosselies	Fauconnier, J.-F.	Idem, géographie, doctrine chrétienne.
7	Lessines.	Dulière, Auguste	Doctrine chrétienne, lecture, arithmétique, gramm., hist., géogr., tenue des livres, phis. élém. et dessin.
8	Leuze	Smitsmans, Ch.	Lecture, écriture, calcul, orthographe.
9	Mons.	Hamers, M.	Lecture, écriture, grammaire française, arithmétique, histoire, géographie, doctrine chrétienne.
10	Idem	Descamps, J.-B., sous-maitre.	
11	Soignies.	Staumont, Germain	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, calcul, système des poids et mesures, monnaies décimales français, dessin lin., géométrie élémentaire, l'avis des plans, géographie, histoire naturelle, tenue des livres, éléments de physique
12	Tournay.	Duhamel, A.-A.	Lire, écriture, français, flamand, arithmétique, histoire, géographie, catéchisme, histoire sainte, dessin, musique, système métrique, premières notions d'histoire naturelle.
13	Ellezelles	Cambier, P.-J.	Lecture, écriture, grammaire, histoire, doctrine chrétienne.
14	Harchies	Noel, N.	Lecture, écriture, catéchisme français, arithmétique, grammaire, notions d'algèbre et de géographie.
15	Frasnes.	Hoyas, Ad.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, langue française, arithmétique, dessin lin., tenue des livres, style épist., histoire sainte et nationale.
16	Moustier.	Rapaille, J.-B.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, géographie, histoire.
17	Quevancamps.	Olivier, J.-J.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, orthographe, grammaire française, arithmétique, éléments de géographie, système métrique, histoire nationale, arpentage, dessin lin.
18	Wodecq.	Desterbecq, F.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, orthographe, arithmétique, grammaire et géographie.
	DISTRICT DE CHARLEROY.	—	—
19	Fays.	Tricot, A.-J.	Idem, et le chant.
20	Fleurus	Denis, J.-J.	Religion, morale, lecture, écriture, arithmétique et partie des humanités
21	Gilly.	Lorent, J.-E.	Lecture, écriture, grammaire française, arithmétique et doctrine chrétienne.
22	Jumet	Falyse, A.-J.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, arithmétique, langue française, dessin linéaire
23	Lahestre.	Ganty, Joachim.	Lecture, écriture, arithmétique, doctrine chrétienne.
24	Loverval	Duriau, Alex.	Lecture, écriture, arithmétique, géographie.
25	Marchienne-au-Pont	Rebart, Louis	Idem, et catéchisme, grammaire, histoire, musique.
26	Monceau-sur-Sambre	Leclercq, J.-C.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, calcul, français, géographie.
27	Montigny-le-Tilleul.	Lienard, M.	Idem
28	Mont-sur-Marchienne	Piret, Alex.	Lecture, écrit., arith., catéch., gramm., orth., géogr., hist. naturel., géom., dessin linéaire, architecture.
29	Pont-à-Celles.	Govarts, G.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire française, catéchisme.
30	Ransart.	Marchal, N.-J.	Idem, et géographie
31	Roux	Leclercq, J.-J.	Idem
32	Seneffe.	Reirmont, J.-B.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, grammaire française, calcul, géométrie, histoire.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
5517 98	" "	1854 32	" "	7376 30	" "	" "	École des pauvres.
103 82	" "	" "	112 16	215 98	" "	88	
300 "	" "	275 "	" "	575 "	1 88, 63, 31 1/2	100	
317 49	" "	300 "	" "	617 46	2 26	32	Idem.
423 28	" "	" "	423 28	843 56	" "	125	
1269 84	" "	" "	" "	1269 84	4 50	29	
423 28	" "	" "	" "	423 28	" "	"	École modèle : l'instituteur est logé dans l'établissement le montant des rétributions des élèves s'élève à 8 ou 900 francs par an
529 10	" "	" "	" "	529 10	1 1 50	83	École primaire modèle
1269 84	" "	" "	" "	1269 84	5 82	76	
153 73	" "	150 "	" "	308 73	" 72	81	
105 90	" "	189 90	73 85	369 05	" 70	147	L'instituteur jouit d'une salle d'école avec le logement — On y enseigne gratuitement 18 indigents.
317 46	" "	" "	" "	317 46	1 50	37	
153 73	" "	179 89	" "	338 62	1 "	141 Parmi lesquels 101 indigents.	
317 46	" "	31 75	" "	349 21	" 93 " 68	75	Idem, plus le logement
211 64	" "	" "	" "	211 64	" 63 " 72	70	
—	—	—	—	—	—	—	
317 46	" "	" "	42 32	359 78	1 "	100	La salle d'école est fournie par la commune.
317 46	" "	500 "	52 91	870 37	1 "	116 Parmi lesquels 86 ne paient rien	
153 73	" "	64 54	" "	223 27	" 74	110	
211 61	" "	105 82	74 07	391 53	" 64	292	Parmi lesquels 109 indigents ne paient rien
211 61	" "	" "	95 24	306 88	" 82	67	
317 46	" "	" "	" "	317 46	1 "	34	
211 64	" "	300 52	52 91	565 07	" "	127	École gratuite, les bourgmestre et assesseurs ayant fait abandon de leur traitement en faveur de l'instituteur.
153 73	" "	212 "	80 "	450 73	" 75	72	
423 28	" "	139 68	" "	562 96	" 54 1/2 " 45 1/2	132	
50 "	" "	343 50	38 09	431 59	" 63 " 50	195	20 élèves sont instruits gratis.
423 28	" "	150 26	" "	573 54	" 50	167	
153 73	" "	99 47	" "	258 20	" 69	170	
105 82	" "	" "	50 80	156 62	" 55	200	79 élèves pauvres idem.
211 64	" "	" "	" "	211 64	" 72	213	
10319 43	" "	3677 25	2407 80	16404 48	" "	"	

L'instituteur reçoit 60 centimes du bureau de bienfaisance, par élève indigent.

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			Report.
33	Souvres	Évrard, Ch. - C	Lecture, écriture, catéchisme, calcul, grammaire française, français, histoire, géographie. . . .
	DISTRICT DE MONS.	—	—
34	Beuffe.	Pouldin, P.-J. . . . .	. . . . . Idem
35	Cambron-Casteau.	Paternotte, H.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique. . . .
36	Cambron-St-Vincent	Vannechel, N.-J.	Idem, et doctrine chrétienne, géographie. . . .
37	Élonges.	Rossignol, M.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture
38	Frameries	Prévost, Théodore.	Lecture, écriture, orthographe, arithmétique, géographie, histoire, géométrie.
39	Genly	Godart, F.-P.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, géographie, histoire sainte, doctrine chrétienne. . .
40	Hensies.	Dubois, L.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, histoire, géographie.
41	Herchies	Danvin, J. et B. . . . .	. . . . . Idem
42	Lens.	Denonne, N.	Idem, et français, flamand, doctrine chrétienne, couture et tricot.
43	Montignies-lez-Lens.	Lecomte, Ch.	Lecture, écriture, grammaire française, arithmétique, géographie et histoire.
44	Neuville.	Pêtre, Cél.	Idem, et style épistolaire.
45	Nimy-Maisières.	Blanchart, F.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, doctrine chrétienne, géographie.
46	Quiévrain	Fagimart, N.	Catéchisme, prières, lecture, écriture, grammaire, arithmétique, histoire, géographie.
47	Saint-Symphorien	Descamps, P.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire, doctrine chrétienne, géographie, histoire.
48	Wasmes	Fagies, J.-G.	Lecture, écriture, calcul, grammaire, histoire, géographie, mythologie, algèbre, géométrie, tenue des livres, dessin linéaire, style épistolaire.
	DISTRICT DE SIOGNIES.	—	—
49	Aeren	Fantrès, H.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, géographie, doctrine chrétienne.
50	Écaussines - d'Enghien	Baudelet, P.	Lecture, écriture, catéchisme, orthographe, arithm.
51	Estiennes-au-Val.	Letellier, B.	Lecture, écriture, grammaire, orthographe, géographie, style épist., catéchisme, arithmétique. .
52	Houdeng-Goegnies	Michel, F.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, gramm. franç., arithmétique, orthographe, histoire sainte et géogr.
53	Petit-Roulx.	Manteau, Vincent	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, géographie et doctrine chrétienne.
54	Thoricourt.	Van Hassel, H.	Catéchisme, lecture, écriture, grammaire française, arithmétique.
55	Trivières	Seutenaire, Damien.	Doctrine chrétienne, lecture, écriture, grammaire française, arithmétique.
	DISTRICT DE THUIN.	—	—
56	Bourlers	Bourguignon, Jacques.	Catéchisme, prières, lecture, écriture, arithmétique.
57	Cour-Sur-Heure.	Squilbin, Charles.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, doctrine chrétienne.
58	Ham-sur-Heure	Pascal, Célestin.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, géogr.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} février 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
10310 43	»	3077 25	2407 80	16404 48	» »	»	
105 82	»	140 »	» »	215 82	» 50	132	
—	—	—	—	—	—	—	
212 »	»	» »	» »	212 »	1 50	123	
105 82	»	52 91	116 40	275 13	» 74	83	
105 82	»	» »	» »	105 82	1 »	58	
105 82	»	190 47	126 98	423 27	1 »	164	
317 46	»	105 82	137 57	560 85	» 75	150	
105 82	»	» »	» »	105 82	1 » » 75	97	La commune fournit le local.
106 »	»	107 »	130 »	343 »	» 70	140	
317 46	»	» »	317 46	634 92	» 71, » 47, » 37	105	
158 73	»	21 16	» »	179 89	1 » , » 50	118	
158 73	»	59 26	» »	217 99	1 »	57	
211 64	»	170 »	220 »	601 64	» 85	194	
158 73	»	» »	105 82	264 55	1 »	70	
158 73	»	212 »	» »	370 73	1 50	150	
105 82	»	52 91	16 93	175 66	» 89	75	
423 28	»	211 64	» »	634 92	1 »	150	
—	—	—	—	—	—	—	
317 47	»	85 »	» »	402 47	» 90, » 72	90	
317 »	»	105 »	» »	422 »	1 »	102	Parmi lesquels 30 sont instruits gratis.
158 73	»	126 98	190 48	476 19	» 47	139	
150 »	»	» »	148 14	298 14	» 58	134	
126 98	»	31 74	52 91	211 63	1 » , » 70	75	25 Pauvres y reçoivent l'instruction gratis.
529 10	»	» »	» »	529 10	» 84	85	42 Idem. Idem.
105 82	»	105 82	» »	211 64	» 75	120	Tous les pauvres , Idem.
—	—	—	—	—	—	—	
423 28	»	» »	» »	423 28	» 50	46	
211 64	»	64 »	» »	275 64	» 60	48	17 Elèves seulement paient la rétribution.
211 64	»	106 »	127 »	444 64	» 90	97	
15728 77	»	5624 96	4097 49	25451 22	» »	»	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
59	Vergnies DISTRICT DE TOURNAY.	Gillon, G.-J.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique. . .
60	Bruyelles	Allard, François	Lecture, écriture, catéchisme, orthographe, arithm.
61	Escanaffles	Dawant, François	Idem, et géographie
62	Maubrai	Flamme, J.-B.	Lecture, écriture, catéchisme et prières. . . .
63	Rongy	Daras, J.-B.	Lecture, écriture, grammaire, histoire sainte, arith- métique, géographie
64	Vaulx	Dumont, Auguste.	Idem, sauf l'histoire sainte.
			TOTAL f.

LIÈGE.

1	Liège. (Ouest)	Lenoir, L., instituteur.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, géogra- phie, dessin linéaire, catéchisme, notions de physi- que, d'algèbre et tenue des livres.
2	Idem. (Id.)	Thonnard, sous-maître.	
3	Idem. (Est.)	Mafehair, instituteur.	Idem
4	Idem. (Id.)	Marchot, sous-maître.	Idem
5	Idem. (Sud.)	Falise, instituteur.	Idem
6	Idem. (Id.)	Quecy, sous-maître.	Idem
7	Idem. (Nord.)	Herminne, instituteur.	Idem
8	Idem. (Id.)	Cordonnier, sous-maître.	Idem
9	Idem. (Est.)	Lavoine, Marie-Lucie, sœur de Notre Dame.	Tout ce qui convient aux personnes du sexe. . . .
10	Idem. (Id.)	Renard, Félicité, établissm. de charité. .	Quelques métiers utiles.
11	Idem. (Sud.)	Demoiselles Vannière.	Idem
12	Verviers	Deleval, T.-J., maître de l'école gratuite des garçons	Lecture, écriture, arithmétique, français, géogra- phie, histoire, religion.
13	Huy	Éloi, H.-J., instituteur en chef.	Lecture, arithmétique, éléments de la langue française, enseignement simultané.
14	Idem.	Jamotte, L., sous-maître.	
15	Idem.	Laporte, V ^e	Lecture, écriture, arithmétique, orthographe, ouvra- ges à l'aiguille.
16	Herve	Michaux, N.-F.	Lecture, écriture, analyse, devoirs civiques, arith- métique, géographie, histoire.
17	Visé	Masson, Adèle.	Lecture, écriture, grammaire, géographie, histoire, arithmétique, catéchisme et ouvrages.
18	Limbourg.	Bussy, J.-P.	Analyse, cæcographie, gramm. franç., calcul, hist. sainte, géog., catéch., écrit., dessin lin., phys., lect.
	DISTRICT DE LIÈGE.		
19	Ans-et-Glain.	L'hoest, C.-J.	Lecture, écriture, orthographe, analyse, arithmétique.
20	Anthismes.	Robicfois, Dieud.	Lecture, écriture, calcul logique, arithmétique, géo- graphie, tenue des livres, dessin linéaire.
21	Awans.	Boufflette, D.-C.	Méthode simultanée.
			A. REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
SUR L'ÉTAT.	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR la COMMUNE.	SUR LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
15728 77	" "	5024 06	4097 49	25451 22	" "	"	Les indigens sont instruits gratis
211 64	" "	53 80	" "	267 44	1 "	60	
—	—	—	—	—	—	—	
158 73	" "	311 11	" "	469 84	" 75	68	
105 82	" "	424 "	" "	529 82	1 " 80, 60	102	
105 82	" "	" "	" "	105 82	1 "	25	
317 46	" "	21 16	" "	338 62	60, 72	116	
158 73	" "	" "	" "	158 73	" 75	104	L'établissement subsiste du travail des enfans, de la bienfaisance de quelques personnes charitables, etc
16786 97	" "	6437 03	4097 49	27321 49	" "	"	
529 10	" "	529 10	" "	1058 20	" "	180	
529 10	" "	105 82	" "	631 92	" "	"	
629 10	" "	229 10	" "	1058 20	" "	274	
529 10	" "	105 82	" "	634 92	" "	"	
529 10	" "	529 10	" "	1058 20	" "	185	
529 10	" "	105 82	" "	634 92	" "	"	
529 10	" "	120 10	" "	1058 20	" "	254	
629 10	" "	105 82	" "	634 92	" "	"	
634 92	" "	" "	" "	634 92	2 francs.	500	
465 61	" "	" "	" "	465 61	" "	55	
317 46	" "	" "	" "	317 46	3 "	37	
952 38	" "	180 "	" "	1132 38	" "	196	
423 28	" "	306 87	179 87	910 04	" "	197	
158 73	" "	43 23	148 67	347 63	" "	"	
211 65	" "	377 25	34 14	622 04	" "	204	
261 55	" "	237 "	" "	491 55	1 franc.	55	
220 "	" "	" "	" "	220 "	1 ^{re} cl. 1 fr., 2 ^e 60 c., 3 ^e 50 c. indigens gratis	89	
423 38	" "	" "	84 66	508 04	21-88, 1 20, 2 11	92	
—	—	—	—	—	—	—	
211 64	" "	" "	" "	211 64	" 60	125	
211 64	" "	150 "	" "	361 64	1-06 par tête ou 67-84 par mois	90	
158 73	" "	" "	2 5 71	444 44	55 à 1 franc	135	
8886 77	" "	3831 03	763 07	13440 87	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
22	Beaufays.	Lilot, dit Dérive, T.-J.	Lecture, écriture, grammaire, calcul.
23	Chaufontaine.	Demany, S.-J.	Écriture, lecture, calcul, grammaire, histoire, géographie, catéchisme.
24	Chesnée.	Gendarme, sous-maitre Leclercq, idem.	Lire, écrire, compter, étude de la langue maternelle, mémoire, géographie, dessin linéaire, catéchisme, 1 ^{er} dével. de l'entendement.
25	Chokier.	Dassen, Antoine	Lecture, écriture, arithmétique, orthographe, religion chrétienne.
26	Flexhe - Slins.	Herbillon.	Lecture, écriture, grammaire, calcul, géographie, physique, catéchisme.
27	Fleron.	Nivarlet, C. - J.	Lecture, écriture, grammaire, géographie, arithmétique, ouvrages de mains.
28	Glons.	Delvenne, M.-G.	Lecture, écriture, grammaire, français, calcul, géographie, histoire, musique vocale.
29	Grace - Montegnée.	Lombard, J.-J.-T.	Simultané.
30	Hermalle.	Fassin, M.-J.	Grammaire, écriture, lecture, arithmétique, géogr.
31	Hognoul.	Gerave, Jh.	Lire, écrire, arithmétique et géographie.
32	Horion-Hozemont.	Monjoie, Jh.	Lecture, écrit, calcul, catéchisme, géog., phys.
33	Idem.	Firquet, M., sous-maitre.	Dessin linéaire
34	Louvignée.	Salpetier, J.-N.-M.	Lecture, écriture, orthographe, mathématiques, etc.
35	Mortier.	Dasse, H.-J.	Lecture, écriture, mathématiques, grammaire française, géographie.
36	Otheve.	Lecharlier, J.-N.	Idem
37	Rotheux-Rimière.	Charlier, J.-L.	Idem, et dessin.
38	Romsée.	Baiwir, J.-J.	Écrire, calcul, grammaire française, lecture, mathématiques, latin, histoire, géographie.
39	St.-Nicolas.	Greunick, J. - N.	Lecture, écriture, calcul.
40	Tilff.	Crahay, J.-L.	Lire, écrire, grammaire, arithmétique, histoire, géographie.
41	Voroux - Goreux.	Doyen, Vincent.	Idem, plus, dessin linéaire, physique, catéchisme.
	DISTRICT DE VERVIERS.	—	—
42	Aubel.	Georges, J.-S.	Lire, écrire, catéchisme, grammaire, arithmétique.
43	Baelen.	Schmaeke, M.-J.	Allemand, français, arithmétique.
44	Charneux.	Simonis, Noël-J.	Lecture, écriture, grammaire, histoire, géographie, arithmétique, tenue des livres, catéchisme.
45	Fouron - St.-Martin.	Malta, N.-Jh.	Enseignement primaire.
46	Gemmenich	Leclerc, Jh.-L.	Langue française, calcul, calligr., allemand, flam.
47	Grand - Rechain.	Chansay, J. - C.	Français, allemand, arithmétique, devoirs religieux, dessin linéaire, géographie.
48	Henri - Chapelle.	Ransonnet, N.-J.-H.	Français, allemand, orthographe, calcul, calligraphie, lecture.
49	Idem.	Ransonnet, N.-J.	Idem
50	Hambourg.	Duyckerts, N.-J.	Français, allemand, catéchisme.
51	Reid.	Renaville, Jacques-Henri.	Lecture, écriture, calcul, géographie, gramm. franç.
52	Spa.	Jacquemin, Th.	Idem, et catéchisme, histoire.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
9836 77	" "	3831 03	733 07	13440 87	" "	"	
317 46	" "	" "	" "	317 46	1 ^{re} c. 1-50, 2 ^{de} c. 1-20, 3 ^{de} c. " 90	77	12 Éléves indigens reçoivent l'instruction gratis
212 "	" "	22 "	" "	234 "	60 cent par tête et 24 fr. par mois	50	15 Idem.
423 38	" "	" "	" "	423 38	1 ^{re} c. " 50, 2 ^{de} c. " 85, 3 ^{de} c. 1 20	10	
148 14	" "	" "	" "	148 14		25	
211 61	" "	63 09	16 03	292 26	1 10	43	
317 46	" "	" "	70 39	387 85	1 05	140	
317 46	" "	42 33	" "	359 70	1 ^{re} " 50, 2 ^{de} " 70, 3 ^{de} 1-20	77	
423 28	" "	" "	" "	423 28	1 ^{re} 2-12, 2 ^{de} 1-58, 3 ^{de} 1-06	21	
317 44	" "	" "	63 49	380 93	de 30 à 40 c.	154	
205 "	" "	" "	60 "	265 "	1 ^{re} 1-48, 2 ^{de} " 95, 3 ^{de} " 62	98	
190 47	" "	" "	33 86	221 33	" 74	44	
423 "	" "	160 "	42 "	615 "	75 65	183	
158 73	" "	" "	" "	158 73	" "	"	
158 73	" "	253 06	" "	412 69	1-58, 1-05, " 75	110	
423 28	" "	301 "	" "	723 28	" "	111	
158 73	" "	" "	121 15	279 88	" 62	133	
211 "	" "	" "	" "	211 "	" 75	55	
317 46	" "	" "	" "	317 46	1 ^{re} 1-11, 2 ^{de} " 75, 3 ^{de} " 60	142	
423 28	" "	" "	" "	423 28	" 62	41	En outre le logement, 10 enfants sont instruits gratuitement
317 46	" "	160 31	" "	486 77	Gratis.	116	
158 73	" "	" "	" "	158 73	" 91	38	
—	—	—	—	—	—	—	Dont 60 ne paient rien.
317 46	" "	" "	63 49	380 05	" 60	75	La commune fournit en outre un local évalué à fr — 150
275 13	" "	" "	" "	275 13	1 ^{re} " 50, 2 ^{de} " 75, 3 ^{de} 1-11	84	
317 46	" "	" "	" "	317 46	1 ^{re} 1-37, 2 ^{de} 1-65, 3 ^{de} " 75	120	Le bureau de bienfaisance fournit annuellement une somme de fr. — 30, pour l'achat des livres des indigens, et la commune fr — 25 pour prix
317 46	" "	84 65	31 74	433 85	" 60	63	Le sieur Simonis donne à un sous maître au moins le montant de son subside
317 46	" "	" "	10 58	328 04	" 60	60	* Parmi lesquels 25 ne paient rien.
300 "	" "	" "	" "	300 "	1 ^{re} 1-75, 2 ^{de} 1-14	43	Tous les indigens sont admis à cette école.
317 46	" "	" "	31 74	349 20	1 ^{re} c. " 75, 2 ^{de} cl. " 60	70	
158 73	" "	" "	" "	158 73	3 30	"	
317 46	" "	112 87	46 56	476 69	35 01	70	
261 55	" "	31 74	" "	293 29	1-18, 1-11, -74	131	
529 10	" "	" "	" "	529 10	1 ^{re} cl. 1-75, 2 ^{de} cl. 1-25, 3 ^{de} " 95	76	
18150 17	" "	5061 58	1325 00	24526 75	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
53	Theux.	Desaga, H.-J.	Lecture, écriture, calcul, géog., français, relig.
	DISTRICT DE HUY.	—	—
54	Amay.	Durant, P.-M.	Lecture, écriture, arith., géogr., gramm. franç., analyse logique, hist. st., romaine, grecq., religion.
55	Antheit.	Goffin, F.-J.	Lecture, écriture, calcul, gram., géog., religion.
56	Bas-Oha.	Haidant, J.-F.-J.	Lecture, écriture, calcul, grammaire, mathématiques, géographie, morale
57	Ben-Ahin.	Goffin, J.-F.	Lecture, écriture, grammaire française, géographie, arithmétique, histoire.
58	Couthuine.	Quenais, J.-P.	Lecture, écriture, arithmétique, catéchisme, hist. sainte, éléments de géogr. et gramm. française. .
59	Glieze.	Sépult, J.-J.	Lecture, écriture, grammaire, calcul, catéchisme.
60	Harzé.	Lefoup, E.-J.	Gram. française et latine, cal., lire, écrire, syllaber.
61	Hermalle-sous-Huy.	Hongardy, G.-J.	Lecture, écriture, arith., gramm., dessin linéaire.
62	Huocorgne.	Courageux, L.-A.	Lecture, écriture, arithmétique, analyse grammaticale et logique, géographie, religion.
63	Marneffe.	Lisien, B.-T.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire, cécographie, géogr., notions historiques et physiques.
64	Moha.	Legrand, J.-P.	Simultané.
65	Modave.	Destexhe, P.-J.	Lecture, écriture, calcul, gramm. française, géogr., mathématiques, doctrine chrétienne, calligraphie.
66	Tibange.	Mataigne, J.	Lire, écrire, grammaire, analyse, orthographe, géographie, doctrine chrétienne.
67	Verlaine.	Renard, F.-J.	Doctr. chét., lire, écrire, calcul, calligraph., gramm., dessin linéaire, géogr., histoire sainte, style épistol.
68	Vierset-Barse.	Goffin, J.-E.	Simultané.
69	Waleffens.	Herbillon, J.-F. . . . .	. . . . . Idem
	DISTRICT DE WAREMME.	—	—
70	Attenhoven.	Simon, F.-A.	Gramm., calcul, géog., lire, écrire et le catéch.
71	Boelhe.	Fontaine, Dieudonné.	Lect., écri., gramm., calcul, notions de physique.
72	Celles.	Fabry, M.-L.	Grammaire, lecture, écriture, analyse, calcul, géographie, poids et mesures.
73	Crisnée.	Kinet, J.-J.	Lecture, écriture, calcul, poids et mesures.
74	Fallais.	Servais, L.-J.	Lecture, écriture, le calcul, catéchisme, géogr.
75	Grand-Hallet.	Delvenne, J.-J.	Lire, écrire, calculer, catéchisme, grammaire. .
76	Hanneffe.	Herbillon, A.-S.-B.-J. . . . .	. . . . . Idem
77	Houtain.	Rosquin, J.-P.	Grammaire, lecture, écriture, calcul, hist., catéch.
78	Jeneffe.	Lambotte, J.-J. . . . .	. . . . . Idem
79	Leus-St-Remy.	Simon, A.-J.	Lecture, écriture, grammaire, arithmétique, doctrine chrétienne.
80	Landen.	Derael, M.	Français, allemand, lecture, écriture, calcul . .
81	Limont.	Ptrecl, F.	Lecture, écriture, calcul, etc.
82	Morhalle.	Cochaul, F.-J. . . . .	. . . . . Idem
			A. REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
18150 17	" "	5051 58	1325 "	21526 75	" "	"	
100 "	" "	" "	200 "	300 "	" "	95	* De l'établissement public d'instruction.
—	—	—	—	—	—	—	
211 "	" "	600 "	" "	811 "	Gratis.	98	
158 73	" "	115 33	31 74	305 80	" 83	85	
157 40	" "	270 "	" "	427 40	" 80	83	Parmi lesquels 12 ne paient rien
213 "	" "	212 "	106 "	530 "	1 ^{re} cl. " 75 2 ^e cl. " 50	119	Parmi lesquels 48 ne paient rien
211 64	" "	84 "	" "	295 64	70 cent.	70	Parmi lesquels 88 ne paient rien
211 64	" "	53 "	10 50	275 14	1 ^{re} c. 1-17, 2 ^e c. n-88, 3 ^e c. n-72	53	
148 15	" "	59 20	27 51	234 92	" 80	90	
317 46	" "	" "	" "	317 46	" 71	83	
423 28	" "	" "	" "	423 28	1 ^{re} cl. 1-20 2 ^e cl. n-60	56	
211 64	" "	42 "	100 "	353 64	1 "	106	Les enfants de famille aisée paient seuls la rétri- bution.
264 55	" "	50 "	" "	314 55	1 ^{re} cl. 1- " 2 ^e cl. n-71	162	43 Indigènes reçoivent l'instruction gratis.
223 28	" "	130 68	" "	562 96	1 ^{re} c. 1-48, 2 ^e c. 1-18, 3 ^e c. n-88 n-59	60	25 Idem.
211 64	" "	423 28	" "	634 92	Gratis.	157	
158 73	" "	" "	317 46	476 19	1 ^o n, 2 ^o n-80	150	
317 46	" "	105 82	" "	423 28	" 85	99	L'instituteur reçoit fr. — 42 — 32 c. du bureau de bienfaisance de Sceaux-le-Château, pour ensei- gner 14 élèves de cette commune.
158 73	" "	" "	137 57	296 30	1 ^o 1-18, 2 ^o n-80	69	
—	—	—	—	—	—	—	
158 73	" "	" "	52 01	211 61	" 55	110	
211 64	" "	26 44	34 91	272 99	1-18, n-88	80	
423 28	" "	" "	21 17	444 45	1- ^o n, n-80	91	
211 64	" "	" "	84 65	298 29	" 80	48	
158 73	" "	" "	174 06	322 79	1 05	66	
137 56	" "	" "	150 "	287 56	1 50	99	
317 "	" "	" "	199 "	516 "	1-20, n-90	160	
211 64	" "	" "	105 82	317 46	1 fr	117	
158 73	" "	" "	95 23	253 96	1 18	75	
317 46	" "	" "	" "	317 46	1-30, n-80	127	
317 46	" "	" "	84 65	402 11	" 30	71	
158 73	" "	" "	74 07	732 80	1 "	80	
211 64	" "	" "	266 29	507 93	" 88	110	
25041 74	" "	7242 39	3828 54	35002 87	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
83	Neerheerpen.	Timmermans, F.	Lecture, écriture, calcul, hist. et la langue flamande.
84	Neerwinden.	Van Laulbeck, L.	Idem
85	Noville	Rihon, J.-J.	Lire, écrire, calculer, gram., hist., doctrine chrét.
86	Oloye	Borsu, J.-P.	Idem
87	Poussel.	Macur, J.-L.-F.	Lecture, écriture, calcul, grammaire, etc.
88	Racourt.	Lecocq, Joseph.	Idem
89	St.-Georges.	Collard, E.-J.	Lire, écrire, calculer, morale, géographie, dessin linéaire, physique, astronomie.
90	Viaume.	Claes, G. J.	Lire, écrire, calculer, etc.
91	Waremmé	Dohan, A.-J.	Lire, écrire, calculer, grammaire, doctrine chrét., langue latine, histoire, mythologie.
92	Idem.	Hennin, J.-H.	Lire, écrire, grammaire, arithmétique
			TOTAL.

LIMBOURG.

1	Tongres.	Diederon, P.-J.	Flamand, français, arithm., géographie et histoire.
2	Sittard.	Pothast, Jean	Allemand, français, flamand, arithmétique, histoire, dessin, géographie.
3	Idem.	Wessels, P.-J.	Idem
4	Ruremonde	Peeters, Rud. H.	Français, flamand, allemand, calligraphie, arithmétique, algèbre, géographie, histoire générale, catéchisme, morale, ancien et nouveau testament, comparaison des cultes géog.
5	Idem	Peeters, Jean.	
6	Amstenraed	Greten, Louis.	Flamand, allemand, arithmétique, géographie.
7	Beek.	Paulussen, G.	Flamand, français, arithmétique, géographie.
8	Berg-et-Terblyt	Vaart, H.-J.	Flamand, français.
9	Bingelrade.	Bemelmans, J.-N.	Idem, allemand, arithmétique.
10	Born.	Dohnsen, J.-M.	Flamand, allemand, calcul.
11	Broek-Sittard.	Rutten, T.-C.	Idem, géographie et histoire.
12	Brunssum.	Gobbels, G.-N.	Idem
13	Heerlen.	Palmer, P.-J..	Idem
14	Idem.	Janssen, A.-J.	Idem
15	Grevenbicht.	Corvers, Léon	Flamand, français, allemand, calcul.
16	Galoppe.	Claessen, Th.	Idem, géographie et histoire.
17	Fauquemont	Ubachs, J.	Français, flamand, arithmétique, géogr., dessin lin.
18	Hulsberg.	Ubachs, J.-P.	Flamand, calcul.
19	Jabecq.	Jacobs, J.-M.	Idem
20	Limbricht	Broekhoven, A.	Flamand, calcul, géographie, histoire.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RETRIBUTION des ÉLÈVES PAR TITRE et par mois	OMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
SUR L'ÉTAT	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR la COMMUNE.	SUR LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
25041 74	"	72 12 30	3628 54	55902 57	" "	"	
211 04	"	" "	63 40	275 13	" 60	77	
211 04	"	" "	74 07	285 71	" 99	23	
158 73	"	42 32	19 04	220 09	" "	75	
158 "	"	" "	154 "	312 "	1 18 " 88	75	
137 50	"	" "	120 08	264 64	1 "	97	
211 04	"	" "	105 82	317 46	" 63	65	
158 73	"	" "	275 13	433 80	1 "	133	
317 46	"	" "	" "	317 46	1 "	45	
317 46	"	100 "	250 "	673 46	1 "	52	
158 73	"	" "	250 "	408 73	1 "	140	
27082 33	"	7390 71	4047 07	39411 31	" "	"	
423 28	"	846 56	" "	1269 84	* 1 26	99	* Versé à la caisse communale
634 92	"	634 92	" "	1269 84	1-48,1-06 " 74	271	Pour la caisse communale
211 04	"	423 28	" "	631 92	" "	"	
1269 84	"	816 56	" "	2116 40	2 12	9 3	La commune perçoit la retribution et pourvoit à tous les frais.
520 10	"	317 46	" "	846 56	" "	"	
211 04	"	" "	" "	211 64	" 59	67	
104 55	"	105 82	" "	370 37	" 35	80	
211 04	"	158 73	" "	370 37	" 35	90	
553 90	"	31 74	25 29	311 09	" 33	65	
253 97	"	" "	26 50	280 47	" 34	70	
253 96	"	" "	14	287 96	" 23	102	
169 31	"	52 91	" "	222 22	" 45	118	
211 04	"	423 28	" "	674 92	" "	205	
211 04	"	211 04	" "	423 28	63	"	
211 04	"	63 40	63 40	338 62	" 25	160	
253 96	"	" "	" "	253 96	" 59	32	
317 46	"	" "	52 91	370 37	" 60	80	
105 82	"	105 82	" "	211 61	" 59	90	
253 96	"	21 16	" "	275 12	" 30	56	
317 46	"	21 16	48 "	386 72	" 30	148	
6571 39	"	4264 53	230 29	11006 21	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
21	Meerssen.	Willems, D.	Flamand, français.
22	Munstergeleen.	Hermans, J.-P.	Flamand, français, allemand, calcul
23	Nuth.	Hermans, J.-H.	Idem, géographie, histoire.
24	Oirsbeek	Habets, J.-M.	Français, flamand, allemand, géographie, etc.
25	Schaesberg.	Consten, J.-H.-M.	Flamand, allemand, calcul, géographie.
26	Simpelveld	Smeets, Théodore.	Idem, et histoire.
27	Slenaken.	Timmers, H.	Idem, et le français.
28	Urmond.	Duckers, T.-F.	Flamand, calcul.
29	Vaals.	Kattenbusch, J.-A.	Français, flamand, allemand, arithmétique, géomét., algèbre, géographie et le dessin.
30	Idem.	Promper, J., sous-maitre.	
31	Idem.	Mertens, P.-J.	Français, flamand, allemand, géographie et dessin.
32	Wittem.	Hontvast, J.-G.	Flamand, allemand, calcul.
33	Bassenge.	Christians, A.-A.	Français, flamand.
34	Fall-et-Mheer.	Bouveroux, P.	Flamand, français.
35	Lanage.	Vancaubergh, J.-L.-M.	Idem, géographie et calcul.
36	Lunaken.	Vianken, A.	Idem.
37	Leuth.	Speo, J.	Flamand, calcul.
38	Munsterbilsen.	Grommen, G.	Idem, et français.
39	Otrange.	Théâtre, J.	Idem, et géographie.
40	Reikheim	Hildebrand, L.-A.	Flamand, français, calcul.
41	Roelenge	Christians, A.-A.	Flamand, calcul, etc.
42	Stockheim.	Brouwers, J.-H.	Flamand, français, calcul, géographie, histoire.
DISTRICT DE HASSELT.			—
43	Asch.	Van Roy, G.	Flamand, français.
44	Curange.	Reynders, N.-D.	Flamand, calcul, (enseignement simultané).
45	Herck-St-Lambert.	Greven, P.-J.	Flamand, français.
46	Lomael.	Verbeek, P.	Flamand, arithmétique, histoire.
47	Pael.	Gaethofs, P.-Ch.	Flamand, français, latin.
48	Peer.	Hendrix, P. J.	Flamand, calcul, histoire, géographie.
49	Tessenderloo.	Landmeers, L.-C.	Flamand, français, calcul.
DISTRICT DE RUREMONDE.			—
50	Achel.	Sak, P.-J.	Flamand, calcul.
51	Arien-et-Velden.	Backes, H.	Idem.
52	Brée.	Sentissen, M.	Idem.
53	Brockhuysen.	Van't Groenewalt, L.	Idem.
54	Echt.	Bontem, A.-G.	Flamand, français, calcul, géographie, histoire.
55	Grubbenvorst.	Hermkens, A.	Flamand, calcul.
56	Idem.	Wennekens, P.-M.	Idem.

TRAITEMENT ANNUEL					DISTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} février 1833.	OBSERVATIONS.
SUR L'ÉTAT.	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR la COMMUNE.	SUR LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
6571 30	" "	4204 53	230 20	11060 21	" "	"	
423 28	" "	" "	" "	423 38	" 00	81	
253 97	" "	" "	" "	253 97	" 28	96	
211 04	" "	31 75	" "	243 30	" 50	101	
253 97	" "	42 32	" "	296 29	" 26	103	
190 "	" "	84 "	" "	274 "	" 40	95	
190 47	" "	" "	21 10	211 57	" 53	121	
253 96	" "	" "	" "	253 96	" 03	50	La commune paie 85 francs pour loyer de l'école et le chauffage.
253 97	" "	" "	" "	253 97	" 34	60	
423 28	" "	105 82	" "	529 10	" 75	55	
158 73	" "	" "	" "	158 73	" "	"	
423 28	" "	105 82	" "	529 10	" 42	70	
253 97	" "	" "	" "	253 97	" 63	65	
158 73	" "	" "	" "	158 73	1-2, -75, -50	17	
105 82	" "	52 91	29 62	188 35	" 50	82	
158 73	" "	105 52	" "	264 55	1 "	44	
264 55	" "	" "	" "	264 55	" 43	135	
211 04	" "	" "	" "	211 04	" 40	106	
169 21	" "	118 52	" "	287 83	" 40	105	
317 46	" "	52 "	52 "	421 40	" 00	70	
211 04	" "	63 50	67 07	342 81	1 "	61	
158 73	" "	" "	" "	158 73	" 05	12	
253 97	" "	158 73	" "	412 70	" 55	32	
211 04	" "	169 31	42 33	423 28	" 20	43	
158 73	" "	265 "	6 50	430 29	" 53	64	
211 04	" "	105 "	" "	316 04	" 52	93	
423 28	" "	21 10	" "	444 44	" 42	181	
158 73	" "	158 73	10 58	328 04	" 27	112	
319 14	" "	" "	510 63	829 77	" 30	132	
211 04	" "	423 28	44 44	079 33	" 30	145	Enseignement simultané.
211 04	" "	116 40	21 88	349 02	" 25	91	
169 31	" "	105 82	" "	275 13	" 27 1/2	94	
211 04	" "	211 "	31 74	454 38	" 43	100	
169 31	" "	105 82	31 74	306 87	" 22	50	
423 28	" "	598 84	" "	1022 12	" 40	253	
317 46	" "	158 73	31 74	507 93	" 40	81	
317 46	" "	158 73	31 74	507 93	" 35	76	
15387 39	" "	7783 54	1164 06	21334 09	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
57	Hamont	Evers, H.	Flamand, français, calcul, histoire, géographie. .
58	Idem.	Evers, A., sous-maitre. . . . .	. . . . . Idem
59	Helden.	Van Oyen, B.-M.	Flamand, français, calcul.
60	Horst.	Driesen, Th.	Flamand, calcul.
61	Idem	Poell, J.-G. . . . .	. . . . . Idem
62	Hunsel.	Van Woensel, J. . . . .	. . . . . Idem
63	Mierloo.	Kellenaers, A.	Flamand, calcul, français, géographie.
64	Idem	Wennekers, P.	Flamand, calcul, géographie
65	Herkenbosch et Melick	Janssen, Ant.	Flamand, calcul.
66	Herkenbosch et Melick. . . .	Smits, H.-J. . . . .	. . . . . Idem
67	Mook	Wellems, J.	Idem, histoire, géographie.
68	Nederweert	Van den Eertweg, J.-J.	Flamand, calcul
69	Nieuwstad	Eyen, N. . . . .	. . . . . Idem
70	Ohé et Laak	Bennen, J.-C.	Idem, histoire et géographie.
71	Overpelt	Wauters, P.-M.	Flamand, calcul
72	Posterholt.	Lissens, H.	Flamand, calcul, histoire, géographie. . . .
73	Rothem.	Aerts, P.-J.	Flamand, calcul
74	Stevensweert.	Janssens, J.-C.	Idem, français, allemand, géographie.
75	Susteren.	Busch, A.	Flamand, allemand, calcul
76	Idem	Simons, C.-A. . . . .	. . . . . Idem
77	Tegelen.	Geurts, P.-J.	Flamand, français, calcul, géographie
78	Thorn	Clemens, J.	Flamand, calcul.
79	Idem.	Theunissen, Ch., sous-maitre. . . . .	. . . . . Idem
80	Venray.	Glandemans, G.	Idem, et géographie.
81	Wanssum	Coppus, Jacques.. . . .	Flamand, français, calcul.
82	Idem.	Wilbers, Jean.	Flamand, calcul
83	Haelen.	Kielich, Th.	Hollandais, flamand, arithmétique
			TOTAL.

LUXEMBOURG.

1	Bastogne.	Bartholomé, J.-M.	Lecture, écriture, grammaire française, mathématiques, histoire, géographie
2	Idem.	Passau, P.-J., sous-maitre.	
3	Durbuy.	Delloup, R.-A.	Grammaire française, lecture, écriture, calcul. .
4	Vianden	Schneider, M.	Allemand, français, calligraphie, arithmétique. .
5	Virton.	Poncein, F.-J.	Lecture, écriture, doctrine chrétienne, français, arithmét., histoire, géographie.
6	Idem.	Poncein, N.-J.	Lecture, écriture, doctrine chrét., grammaire, calcul.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1893.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
15387 30	" "	7783 54	1104 00	24334 99	" "	"	
423 28	" "	211 04	" "	634 02	" 30	169	
158 73	" "	" "	" "	158 73	" 28	131	
211 61	" "	148 "	" "	359 64	" 38	190	
211 64	" "	162 "	8 60	382 24	" 38	151	
211 64	" "	162 "	32 18	405 82	" 20	75	
158 73	" "	169 31	" "	328 04	" 27	86	
423 28	" "	105 82	" "	529 10	" 27	68	
158 73	" "	105 82	21 18	287 72	" "	78	
253 96	" "	105 82	" "	359 78	" "	95	
253 96	" "	169 31	" "	423 27	" 42	68	
423 28	" "	" "	" "	423 28	" 25	86	
169 31	" "	105 82	" "	275 13	" 30	134	
211 64	" "	53 01	24 "	289 55	" 30	102	
211 64	" "	233 80	" "	441 44	" 21	167	
120 88	" "	243 38	" "	370 36	" 21	120	
211 64	" "	61 38	" "	273 02	" 50	90	
169 31	" "	63 40	" "	232 80	" 21	31	
423 28	" "	15 87	" "	439 15	" 25	139	
253 96	" "	212 76	" "	466 72	" 20	92	
211 64	" "	89 84	" "	281 48	" 42	126	
211 64	" "	228 57	" "	440 21	" 45	67	
317 46	" "	174 "	" "	491 43	" 21	170	
158 73	" "	" "	" "	158 73	" 30	57	
211 64	" "	532 10	" "	743 71	" 30	53	
211 64	" "	53 "	" "	204 61	" 50	109	
254 "	" "	53 "	" "	317 "	" "	"	
317 46	" "	211 61	174 15	703 25	" "	"	
31948 22	" "	11434 82	1420 17	34809 21	" "	"	
423 28	" "	" "	" "	423 28	1 " , 75	143	
158 73	" "	" "	" "	158 73	1-06, 75-63	36	
423 28	" "	31 74	" "	455 02	" 41	85	
317 46	" "	" "	" "	317 46	" 63 1/2	60	
423 28	" "	387 81	247 11	1058 20	" 31 3/4	93	
158 73	" "	76 95	164 74	400 42	" "	"	La commune fournit le logement
1904 76	" "	406 50	411 85	2813 11	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
7	Weltz.	Bernard, J.-S.-C.	Allemand, français, écriture, arithmétique, morale, histoire, géographie.
8	Idem	Schoné, J.-C.	Allemand, français, écriture, calcul, morale . . .
9	Diekirch	Busch, J.-B.	Lecture, écriture, français, allemand.
10	Idem	Herman, Catharine.	Arithmétique, analyse morale, géographie.
11	Idem.	Arens, P.	
12	Grevenmacher	Clasen, N. . . . .	. . . . . Idem
13	Idem	Schmit, A., sous-instituteur. . . . .	. . . . . Idem
14	Laroche.	Alexandre, H.-J.	Langues, écriture, gramm. française, calcul, géog.
15	Idem.	Renard, L.-F. . . . .	. . . . . Idem
16	Idem.	Gérard, M.-J. . . . .	. . . . . Idem
17	Remich.	Berrens, M.	Lecture et écriture allemande, français, arithm.
18	Marche.	Rousseau, J.-J. . . . .	. . . . . Idem
19	Houffalize.	Gérard, Jean.	Lecture, écriture, gramm., calcul, géog. et morale.
20	Idem	Dislaire, F. . . . .	. . . . . Idem
21	Echternach.	Horentz, N.	Instruct. religieuse, allem., franç., lecture, écriture, arithm., poids et mesures, hist., géog. et chant.
22	Idem.	Eslinger, Marie et Lolly, Susanne. . . . .	. . . . . Idem
	DISTRICT DE DIEKIRCH.	—	—
23	Clervaux	Leo, J.-B.	Morale, lecture, écriture, allem., franç., calcul, géog.
24	Esch-sur-la-Sure.	Schoné, J.-P.	Lecture, écriture allemande et franç., gramm. des deux langues, et les principes de la géographie. . .
25	Idem.	Schoné, Th. . . . .	. . . . . Idem
26	Ettelbruck.	Herman, P.	Français, allem., lecture, écriture, arithm., religion.
27	Putscheid	Kneip, François	Lecture, écriture, allemand, arithmétique . . .
	DISTRICT DE LUXEMBOURG.	—	—
28	Bettembourg	Nex, Henri.	Lecture, écriture dans les deux langues, arithm. . .
29	Esch-sur-Palsette	Dopfelf, Pierre.	Lecture, écriture, calcul.
30	Idem.	Hellenbrand, S. . . . .	. . . . . Idem
31	Larochette.	Reinch, J.	Idem, français, allemand.
32	Mersch.	Werner, M.	Lect., écrit., les 2 lang., gramm., calcul, géog., géom., dessin linéaire, cult. des arbres, botan., rudiment de la lang. latine.
33	Steinsel	Stumper, N.	Écriture, lecture, arithm., allemand français. . .
	DIST. DE NEUFCHATEAU.	—	—
34	Bertrix	Hallet, J.-B.	Lecture, écriture, calcul, grammaire.
	DISTRICT DE MARCHÉ.	—	—
35	Forrière	Klepper, J.-F.	Lecture, écriture, grammaire, morale
36	Hotton.	Laboutte, J.-A.	Lecture, écriture, calcul, grammaire.
37	Nassogne	Tombeur, J.-P. . . . .	. . . . . Idem.
	DISTRICT DE VIRTON.	—	—
38	Ethe.	Pierson, Jacques	Doctrines chrétiennes, lecture, écriture, grammaire.
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
1004 76	» »	496 50	411 85	2813 11	» »	»	
423 28	» »	» »	» »	423 28	1 ^{re} », n-50	90	
317 46	» »	» »	637 46	954 92	Id.	131	
423 28	» »	317 46	» »	740 74	Id.	175	
211 64	» »	105 82	» »	317 46	Id.	153	
423 28	» »	105 82	» »	629 10	Id.		
412 »	» »	1270 »	» »	1682 »	1 ^{re} 105, 2 ^{de} n-74, 3 ^{de} n-53	303	
159 »	» »	318 »	» »	477 »	1 ^{re} c. 2 ^{de} », 2 ^{de} c. 1 ^{re} », 3 ^{de} c. n-70, 4 ^{de} c. n-40	63	
423 28	» »	529 10	» »	953 38	Id.		
152 38	» »	165 08	» »	317 46	1 ^{re} cl 1 » 2 ^{de} cl » 50	17	
211 64	» »	31 75	» »	243 30	» 50	170	
423 28	» »	529 »	» »	952 28	5 ^{de} », 3 ^{de} », 1-50, n-50.	143	
423 28	» »	423 28	» »	846 56	1 ^{re} d., n-75, 2 ^{de} d., n-50.	59	
423 28	» »	56 42	» »	479 70	1 ^{re} cl. n-75 2 ^{de} cl. n-50	46	
158 73	» »	28 21	» »	186 94	» 80	186	
423 28	» »	» »	158 72	682 »	» 70	182	
211 64	» »	» »	158 72	370 36	1 ^{re} c. 1 ^{re} », 2 ^{de} c. n-75, 3 ^{de} c. n-60 4 ^{de} c. n-50, 5 ^{de} c. n-40, 6 ^{de} c. n-30	71	
317 46	» »	425 »	» »	742 46	» 55	133	
317 46	» »	169 31	» »	486 77	» 75	210	
582 »	» »	» »	» »	582 »	» 50	58	
423 28	» »	200 »	» »	623 28	» 50, n-60	140	
317 46	» »	» »	» »	317 46	n-80, n-40	187	
211 64	» »	90 »	» »	301 64	n-75, n-50	90	
211 64	» »	105 82	38 09	353 55	n-75, n-50	120	
158 73	» »	» »	» »	158 73	n-80, n-50	126	
211 64	» »	220 »	45 »	476 64	» »	133	
211 64	» »	423 28	» »	634 92	» 75, n-60	82	
317 46	» »	» »	» »	317 46	n-80, n-50	66	
423 28	» »	171 43	» »	594 71	n-84, n-42	67	
210 »	» »	105 »	» »	315 »	» »	230	
158 73	» »	105 82	» »	264 55	» »		
211 64	» »	» »	» »	211 64	» »		
264 55	» »	856 »	» »	1120 55	» »		
11824 10	» »	7248 10	1449 84	20372 04	» »		

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIERES de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
39	Florenville	Creplet, J.-B., père.	Lecture, écriture, calcul et grammaire
40	Idem.	Creplet, J.-B., fils . . . . .	. . . . . Idem
41	Habay-la-Neuve.	Martiny, Michel.	Lecture, écriture, géographie, histoire
42	Idem	Decker, Jos. . . . .	. . . . . Idem
43	Tintigny	Naviaux, And.-Jos.	Lecture, écriture, calcul.
44	Idem.	Flamion, J. . . . .	. . . . . Idem
			TOTAL.

NAMUR.

1	Andenne	Cousin, J.-H.-J.	Religion, catéchisme, lire, écrire, arith., géograph., histoire, français, morale, physique élém.
2	Dinant	Dwelsbawers, instituteur en chef, Labart, Collart et Wauthelot, sous-maitres	Doctrine, chrét., lire, écrire, français, arith., géogr., histoire natio, hist. sainte, analyse logique
3	Fosse	Leloup, P. J.	Lecture, écriture, calcul, grammaire française.
4	Namur	Guilmin, J.-J.	Idem et doctrine chrét., géographie
5	Id.	Henonil, N.-J.	Lecture, écriture, doctrine chrét., développ. des nomb.
6	Id.	Vandooren, C.-J.	Idem., arith., géogr., hist., franç., allem., flam., et le dessin linéaire.
7	Id.	Honsiaux, Jh.	Doct. chrét., lire, écrire, calculer français, géogr.
8	Id.	Charlier, François, et Blasseur, F.	Lire, écrire, franç.; simultané, école dominicale
9	Anhéé	Deloyers, J.-J.	Idem., grammaire, calcul
10	Arbre	Brostaux, Ch.	Idem arithm, orthog., géogr., dessin lin., phys. morale.
11	Assesse	Burlet, B.-J.	Idem, orthog., calcul
12	Auvélaie	Stevonne, P.-J.	Premiers éléments.
13	Baronville	Fraselle, R.-J.	Enseig. simultané, lecture, écriture, orthographe.
14	Beauraing	Aubert, J.-B.	Gram., math., géogr., hist., doctrine chrét.
15	Biesmercée	Collart, Jean.	Lire, écrire, gramm., arithm., géogr., dessin, histoire élém. de l'agricult., religion et morale
16	Boban	Tellier, N.	Idem, arithm., gramm., géogr., hist. sainte, relig.
17	Bolinne	Rousseaux, A.-J.	Simultané.
18	Boninne	Cossembronno, Lambert.	Lecture, écriture, français et religion.
19	Boussu en Fagne	Bastien, J.-J.	Enseignement primaire, algèbre, géométrie, dessin, musique vocale, flamand
20	Id.	Bastien, S. . . . .	. . . . . Idem
21	Bouvigne	Beunet, M.-N.	Lire, écrire, arithmétique, géographie, histoire.
22	Braibant	Demarein, L.-J.	Lecture, écriture, orthographe, calcul, dessin, géo- graphie, religion.
23	Buissonville	Hodister, J.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire, catéch.
24	Colle	Barton, B.-J.-J.	Orthographe, analyse, histoire, arithmétique, catéch.
			A REPORTER

TRAITEMENT ANNUEL					RÉPARTITION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
11024 10	" "	7248 10	1440 84	20372 04	" "	"	
423 28	" "	317 40	" "	740 74	" "	204	
168 73	" "	63 40	" "	222 22	" "		
317 16	" "	52 91	" "	370 37	" 80, " 60, " 40	80	
105 82	" "	52 91	" "	158 73	Id	80	
422 "	" "	211 "	" "	633 "	" 60	150	
105 "	" "	" "	" "	105 "	Id		
13208 30	" "	7945 87	1449 84	22602 10	" "	"	Il est aussi alloué à l'instituteur la graine, dite de tonnage, ce qui peut valoir 106 francs.
423 28	" "	400 "	" "	823 28	1 " 50	70	
1831 91	" "	1793 65	" "	3625 56	" "	223	
211 64	" "	158 73	" "	370 37	" 68	131	
529 10	" "	486 77	" "	1015 87	" "	60	
529 10	" "	486 77	" "	1015 87	" "	80	
1269 84	" "	" "	" "	1269 84	3 20	11	
600 "	" "	" "	" "	600 "	" "	45	
552 91	" "	" "	605 29	1058 20	" "	115	
158 73	" "	138 "	61 "	360 73	" "	68	
109 31	" "	84 65	" "	253 90	" 84, " 50	34	
423 28	" "	" "	" "	423 28	1 08, " 80	75	
169 31	" "	" "	" "	169 31	" 67	116	
317 "	" "	" "	25 "	342 "	" 75	50	
211 64	" "	264 55	47 40	523 50	" 75, " 60, " 35	99	
158 73	" "	105 82	" "	264 55	" "	97	
211 64	" "	169 "	" "	381 01	" 60, " 50, " 40	111	
211 64	" "	" "	200 "	411 04	" "	134	
169 32	" "	21 16	" "	190 18	1 ^{re} d. 1 " , 2 ^e d " 75	62	
423 28	" "	" "	" "	423 28	" 50	80	
211 64	" "	" "	" "	211 64	" 50		Les indigènes ne paient rien.
158 73	" "	105 82	105 82	370 37	1 " 60	80	
317 46	" "	42 32	40 "	399 78	" 50	98	
211 "	" "	63 50	" "	274 50	1 "	40	
317 46	" "	" "	143 60	461 06	9 85 par mois	80	
9587 96	" "	4320 74	1331 11	15239 80	" "	"	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION des COMMUNES.	NOMS ET PRÉNOMS des INSTITUTEURS.	MATIÈRES do L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
25	Ciney	Bertrand, P.-J.	Lecture, écriture, grammaire, mathématiques, histoire, géographique, notions sur la physique et sur la minéralogie et la doctrine chrétienne.
26	Id.	Debie, J.-L.	
27	Crupet.	Perignon, François.	Tableau, machine typographique, système décimal, géographie, histoire sainte.
28	Daussois	Defrance, A.-F.-J. . . . .	. . . . . Idem
29	Dénée	Bodart, A.-J.	Lecture, écriture, calcul, grammaire et catéchisme.
30	Eprave	La Fontaine, H.-J.	Lire, écrire, grammaire, calcul, orthographe, doctrine chrétienne, premières notions de géographie.
31	Flavinne	Bourdinne, J.-B.	Lecture, écrit., arithm, le franç., le catéchisme . .
32	Florenne	Baux, H.-J.	Lecture, écriture, calcul, analyse, histoire, géographie, devoirs religieux.
33	Forcant	Cawillot, J.-B.	Lecture, écriture, calcul, grammaire et catéchisme.
34	Gembloux.	Mahaux, P.	Religion, histoire, écriture, calcul, histoire, géog., français et physique.
35	Graide.	Droguesse, J.-N.	Lecture, écriture, calcul, grammaire
36	Hamois.	Roche, P.-J.	Idem et doctrine chrétienne, orthographe, histoire sainte, géographie
37	Havelange.	Pinard, F.-H.	Idem. gramm., religion cath., arithm
38	Javingue	Gillet, B.-J.	Idem, orthogr, arithm., gramm et doct chrét . .
39	Leignon.	Pousseur, J.-A.	Idem, français, latin, histoire, géographie, minéral., arithmétique, mathématiques
40	Lesve	Cambier, J.-J.	Idem calcul, gramm., géogr., doct, chrét, mém .
41	Longchamp	Dubois, J.-F.	Français, relig., hist, géogr, arithmétiques . . .
42	Lustin.	Prangey, Ambroise.	Lecture, écriture, calcul, grammaire, géographie, histoire sainte
43	Mariembourg.	Mairoux, A.-L.	Idem orthog, calcul, géogr. et histoire
44	Matagne-la-Grande.	Henrion, Ch.	Idem, calcul, grammaire.
45	Merlemont.	Magniette, J.-J.-D.	Idem, catéchisme et le chant
46	Morialmé.	Gillain, G.	Idem, gramm., analyse, orthog, arithm, géographie, histoire sainte.
47	Mozet.	Tailfer, H.-D.-J.	Grammaire, l'écriture, lecture, géogr, catéchisme. .
48	Natoye.	Melot, P.-J.	Lecture, écriture, orthog, calcul, relig. chrét . . .
49	Nettinne	Raulier, P.-J.	Lecture, arithm, religion
50	Neuville	Magmette, F.-Jh.	Français, orthographe
51	Novile-les-Bois.	Vanopré, Ferd.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire, histoire, dessin linéaire, géographie
52	Ohey	Bodart, J.-J.	Idem, français, arithmétique, religion
53	Onoz.	Deprez, L.-J.	Idem, gramm, anal, synt, calcul, dessin lin, géogr., religion, morale.
54	Orchimont.	Colas, Thomas	Cathéch, lect., écrit, calc, gramm, géogr, hist. .
55	Pessoux	Sulbout, J.-J.	Lecture, écrit., calcul, géogr., gramm, religion . .
56	Pondrome.	Rezette, Auguste. . . . .	. . . . . Idem
57	Profondeville.	Deneuse, A.-J	Enseignement simultané
			A REPORTER.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉIMBOURSEMENT des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
sur L'ÉTAT.	sur LES FONDS PROVINCIAUX.	sur la COMMUNE.	sur LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
9587 05	» »	4320 74	1331 11	15239 80	» »	»	
317 46	» »	317 46	» »	634 92	1 50, 1 »	55	
423 28	» »	» »	» »	423 28	Id.	45	
423 28	» »	» »	» »	423 28	34 » par mois	100	
317 »	» »	105 »	65 »	487 »	» 50	115	
169 31	» »	105 »	50 »	324 31	» 50	70	
120 08	» »	97 35	» »	224 33	1 » » 50	80	
168 73	» »	84 05	105 82	340 20	» 42	70	
317 »	» »	158 73	160 »	635 73	» 75, » 35	95	
169 31	» »	» »	» »	169 31	1 ^{re} c. 75 » 2 ^e c. » 60	67	
317 46	» »	300 »	50 »	667 46	1 05, » 61	245	
168 »	» »	105 »	» »	263 »	» 15	61	
169 31	» »	232 80	» »	402 11	» 37	105	
204 52	» »	35 »	» »	239 52	» 30, » 60	96	
211 64	» »	» »	» »	211 64	1 75, » 50	70	
169 32	» »	400 »	» »	569 32	» »	116	
423 28	» »	» »	63 49	486 77	» 84, » 22	153	
150 »	» »	105 80	52 91	308 71	1 »	69	
158 73	» »	127 »	14 42	300 15	1 » » 50	117	
317 »	» »	127 »	» »	444 »	1 » » 75	113	
169 31	» »	150 »	» »	319 31	» »	35	
158 73	» »	60 »	20 »	238 73	» 50, » 40	41	
211 64	» »	152 90	52 91	417 45	» 75, » 25	170	
211 64	» »	84 65	» »	296 29	» 91	48	
169 31	» »	105 82	» »	275 13	» 55	108	
169 »	» »	50 »	50 »	269 »	» 80	42	
10 96	» »	62 91	23 21	108 08	» 70, » 57, » 40	82	
204 55	» »	106 »	158 73	529 28	» »	150	
317 46	» »	300 »	» »	617 46	» »	140	
423 28	» »	» »	» »	423 28	1 »	75	
211 64	» »	127 »	» »	338 64	» 50	79	
211 64	» »	158 73	» »	370 37	» »	59	
211 »	» »	84 »	44 »	339 »	» 60	102	
169 31	» »	169 31	» »	338 62	» 69	63	
17268 03	» »	8232 85	2241 60	27712 43	» »	»	

N ^o D'ORDRE.	DÉSIGNATION	NOMS ET PRÉNOMS	MATIÈRES
	des COMMUNES.	des INSTITUTEURS.	de L'ENSEIGNEMENT.
			REPORT.
58	Pry.	Mouvet, P.-J.	Lecture, écriture, orthog., arithm., etc.
59	Resteigne.	Magonette, J.-L.	Idem et géographie
60	Rienne.	Lambert, J.-H.	Idem, arithm., gramm.
61	Rocheport.	Spiroux, J.-G.-N.	Idem, gramm., calcul, géogr., hist., morale
62	Rosée.	Daune, J.-N.	Idem, français, orthog., calcul, catéch., doct. chr.
63	Saint-Gérard.	Derestia, J.-F.	Idem, calcul, gramm., analyse, orth., doctrine chrét., géogr. histoire
64	Silenrieux.	Piret, J.-B.	Doct. chrét., lect., écrit., gramm., orthog., arithm., géogr., histoire, dessin lin., et le chant.
65	Soumois.	Lehegue, A.-J.-T.	Lecture, écriture, arithmétique, grammaire, géo- graphie et catéchisme.
66	Spontin.	Linchans, J.-J.	Idem
67	Spy.	Crispin, J.-J. et Crispin, M.-E.	Lecture, écriture, gram., analyse, hist., calcul, poids et mesures, géogr., dessin lin., morale, chant.
68	Sterve.	Henry, J.-F.-H.	Lecture, écriture, grammaire, analyse, arithmétique, histoire, géographie
69	Taviers.	Laduron, F.-J.	Idem
70	Tongrinne.	Marchal, G.-L.	Lecture, écriture, catéchisme, grammaire, calcul, géographie, histoire
71	Villers-deux-Eglises.	Clonet H.	Lecture, écriture, etc.
72	Vonèche.	Collart, J.-B.	Lecture, écriture, grammaire, calcul, doctrine chr.
73	Walcourt.	Mengal, F.-A.-J.	Lecture, écriture, calcul, gramm., histoire, géogr., catéchisme
74	Idem.	Lebas, P.-J.	Lecture, écriture, catéchisme
75	Wainsoit.	Feron, H.-J.	Lecture, écriture, gramm., arith., géogr., religion.
76	Wavreille.	Latour, H.-J.	Idem
77	Willezie.	Golenvaux, N.-Jh.	Idem, et la syntaxe et l'analyse.
78	Yve-Gomezéc.	Marsigny, A.-B.-J.	Lecture, écriture, calcul, catéchisme, gramm., géogr., histoire nationale et ancienne.
79	Yvoir.	Demanet, L.-J.	Idem
			TOTAL.

TRAITEMENT ANNUEL					RÉTRIBUTION des ÉLÈVES PAR TÊTE et par mois.	NOMBRE des ÉLÈVES de chacun au 1 ^{er} FÉVRIER 1833.	OBSERVATIONS.
SUR L'ÉTAT	SUR LES FONDS PROVINCIAUX.	SUR la COMMUNE	SUR LE BUREAU de BIENFAISANCE.	TOTAL.			
1720 ⁹ 03	»	3232 85	2241 60	27712 48	»	»	
123 23	»	50 »	» »	473 28	» 80	81	
211 61	»	100 »	» »	311 64	» 80	77	
137 49	»	84 06	» »	223 12	50, 40 et 30 c.	90	
423 28	»	600 »	» »	923 28	» »	206	
211 64	»	52 91	84 65	349 20	» 55	110	
211 04	»	276 »	» »	487 64	1 », » 52	131	Le Bureau de bienfaisance lui donne en outre , rasoirs 80 litrons d'épautie
317 46	»	592 50	» »	910 07	» »	152	
160 32	»	100 »	» »	309 32	» 52, » 30	68	
211 64	»	40 »	» »	251 64	1 », » 50	91	
158 73	»	» »	253 06	412 09	» 84	253	
148 15	»	105 82	100 »	353 97	1 », » 50	91	
126 08	»	» »	146 02	273 »	1 »	95	
108 73	»	63 40	232 02	454 02	» 81	148	
158 73	»	84 »	» »	242 73	» 75	66	
169 33	»	126 08	135 »	431 31	» 75, » 50	143	
317 16	»	293 11	110 »	720 67	» »	111	
211 »	»	181 47	110 »	502 47	» »	104	
158 »	»	52 »	» »	210 »	1 », » 60	57	
169 31	»	105 82	» »	275 13	1 »	55	
317 50	»	52 95	» »	370 45	» 50	77	
423 28	»	452 91	63 40	939 68	» »	187	
170 »	»	» »	» »	170 »	1 », » 50	80	
22272 59	»	11547 50	3476 74	37296 80	» »	»	

*Traitemens et subsides nouveaux accordés aux instituteurs
primaires en 1833.*

Province d'Anvers.

Société des instituteurs à Anvers	fr. 300 »	Subside pour médailles.
Francoes Irwin, institutrice à Anvers	200 »	
Van Rompary, instituteur à Lierre	250 »	
Léopold Mulle, sous-maitre, école primaire à Malines.	105 82	Majoration.
École primaire à Boom, district d'Anvers.	300 »	
G.-F. Vanderkinderen, instituteur à Blaesveld, district de Malines	50 »	
F.-J. Donies, instituteur à Leezele, district de Malines	200 »	
P.-J. Vandroogenbroeck, instituteur à St-Amand, district de Malines	200 »	
Coquilhat, instituteur, colonie de Merxplas, district de Turnhout	700 »	
	<hr/>	
	2305 82	

Province de Brabant.

Écoles gardiennes de Bruxelles	21 16 »	Subside.
Ph. Hoolans, instituteur à Bruxelles	250 »	id.
N. Wouters, instituteur à Eschenbeck, commune de Hal	150 »	id.
F. Labeye, sous-maitre à Wavre	200 »	
J. Cantillon, instituteur à Bogaerden, district de Bruxelles	50 »	
F.-J. Blond, instituteur à Humbeek, district de Bruxelles.	100 »	
Verreeken, instituteur à Hekelghem, district de Bruxelles	200 »	Subside.
A.-F. Vandendrijsche, instituteur à Jette-Ganshoren, district de Bruxelles	150 »	Subside.
B. Kerremans, instituteur à Londerzeel, district de Bruxelles	300 »	
P.-E. Swaans, instituteur à Overysse, district de Bruxelles	60 »	Majoration.
J. Vereeken, sous-maitre à Overysse, district de Bruxelles.	60 »	
J.-F. Raes, instituteur à Wolverthem, district de Bruxelles.	150 »	
Lambert Vandecan, instituteur à Oplinter, district de Louvain	100 »	Subside.
Jos. Vandessel, instituteur à Haecht, district de Louvain	180 »	
P.-J. Jacobs, instituteur à Wespelaer, district de Louvain	150 »	
De Raymaeker, instituteur à Huldenberg, district de Louvain	100 »	
Denis, instituteur à Héவில், district de Nivelles	8 36	Majoration.
L. Oblin, instituteur à Cortil-Noirmont, district de Nivelles	200 »	
Dame Noel, née Jouvencel, institutrice à Grez-Doiceau, district de Nivelles	150 »	
Const. Lacourt, instituteur à Grez-Doiceau, — —	30 »	Majoration.
J.-J. Imberrehts, — à Longueville, — —	150 »	
J.-L. Dés. Fabry, — à Archennes, — —	200 »	
A.-J. St-Jean, — à Lillois-Witterzée, — —	200 »	

A REPORTER. 3304 36 2305 82

REPORT. 3304 36 2385 82

M.-F. Hérion , instituteur à Grand-Rosière-Hottomont, district de Nivelles	120 »	
C. Cambier , — à La Hulpe, district de Nivelles	150 »	
Ch. Gh. Chapelle, — à Walhain-St-Paul et Sart-lez-Walhain, dist. de Nivelles.	220 »	
J.-F. Pierard, — à Noville-sur-Mehaigne, district de Nivelles	150 »	
F.-J. Durieux, — à Gentinnes, district de Nivelles	80 »	Majoration.
H.-J. Demaret, — à Court St-Étienne, district de Nivelles	100 »	
J. Robert, — à Tourinnes-lez-Bordons, district de Nivelles	100 »	
J.-J. Lambeau, — à Perwez, district de Nivelles	200 »	
		<hr/> 6374 36

Province de la Flandre Occidentale.

Ch. Vanhalme, instituteur à Oudelem, district de Bruges	105 82	Majoration.
De Brauwer, — à St-Michel, district de Bruges	158 73	
Aernoudt, — à St-André, district de Bruges	100 »	
L. Tempelaere , — à Snelleghem, district de Bruges	100 »	
Vansteen, — à Lisseweghe, district de Bruges	100 »	
J. Retsin, — à Moerkerke, district de Bruges	100 »	
Jos. Houttave, fils, — à Damme, district de Bruges.	60 »	Majoration.
Alb. Depuydt, — à Elverdinghe, district d'Ypres	34 15	Majoration.
J. B. Van Leynsele, — à Aelbeke, district de Courtrai	100 »	
Cannaert, — à Haerlebeke, district de Courtrai	200 »	
Van Outryve, père et fils, instituteurs à Ingoyghem, district de Courtrai	240 »	
P.-J. Denis, instituteur à Moorseele , district de Courtrai.	100 »	Subside.
Ant. Corteel, instituteur à Lombertzde, district d'Ostende	100 »	
Breemersch, instituteur à Schore, district d'Ostende	80 »	
Fr. Verduyn, instituteur à St-Pierre-Capelle, district d'Ostende	100 »	
L. Dewulf, instituteur à Ychtéghe, district d'Ostende	75 »	
Y. Vandeputte, instituteur à Zevecote, district d'Ostende.	50 »	
P. Cracco, instituteur à Cortemark, district de Dixmude	100 »	
Jacques Vandeweghe, instituteur à Cachtem, district de Roulers	100 »	
B.-J. Dezuttere, instituteur à Westroosebeke, district de Roulers	125 »	Subside.
F. Geldof, instituteur à Beveren, district de Roulers	100 »	Subside.
P. Vandewiele, instituteur à Hooglede district de Roulers	88 36	Majoration.
		<hr/> 2317 06

Province de la Flandre Orientale.

Louis Versele, instituteur à Aeltre, district de Gand	100 »	
Thérèse Volbracht, institutrice à Aeltre, district de Gand	150 »	
J. Dracke, instituteur à Assenode, district d'Eccloo	100 »	
Evrard de Bock, instituteur à Baerdeghem], district d'Alost.	200 »	
		<hr/> 550 »
A REPORTER.		<hr/> 11547 24

Province de Hainaut.

Th. Dubuisson, instituteur à Mons.	230 "	Subside.
Félicien Stoesser, instituteur à Basecles, district d'Ath.	50 "	
L.-J. Herchuelz, instituteur à Buissenal, district d'Ath.	100 "	
Aug. Deschamps, instituteur à Dampremy, district de Charleroi.	78 "	
L.-J. Boussingault, instituteur à Feluy, district de Charleroi	150 "	
P.-J. Rousseau, instituteur à Spiennes, district de Mons	80 "	
P. Descamps, instituteur à St-Symphorien, district de Mons	94 "	Majoration.
		<hr/> 799 "

Province de Liège.

Dejaer, instituteur à Herstal, district de Liège	400 "	
Hyacinthe Proyard, instituteur à Flémalle-Haute, district de Liège	150 "	
J.-L. Léonard, instituteur à Beyne-Hensay, district de Liège.	200 "	
Timmers, instituteur à Moulant, district de Liège	200 "	
G. Doyen, instituteur à { Voroux-Goreux, } district de Liège	" "	Traitement réduit de 158 fr. 72 c., à 100 fr.
L. A. J. Masson, instituteur à Tilleur, district de Liège	200 "	
H. J. Charlier, instituteur à Ougrée	200 "	
J. M. Paise, instituteur à St.-Remy	150 "	
J. Cormaux, instituteur à Ouffet, district de Huy	200 "	
P. J. Salme, instituteur à Villers-le-Temple, district de Huy.	200 "	
Goffin, instituteur à Vinalmont, district de Huy	200 "	
Burt. F. Liscin, instituteur à Marneffe	38 36	Majoration.
École primaire à Tihange, district de Huy	88 36	Majoration.
P. F. J. Becquart, instituteur à Neuville-en-Condroz, district de Huy	200 "	
J. E. Moisse, instituteur à Fize-Fontaine, district de Huy	200 "	
J. J. Hallet, instituteur à Villers-l'Évêque, district de Liège.	150 "	Subside.
J. F. Regnier, instituteur à Xhendelesse, district de Verviers	400 "	
M. J. Deleval, instituteur à Julemont, district de Verviers	100 "	
Tilman, instituteur à Hannut, district de Waremme	200 "	
Goffart, sous-instituteur, à Hannut, district de Waremme	100 "	
Mignolet, instituteur à Bergilers, district de Waremme	125 "	
F. M. Villequet, instituteur à Latinne, district de Waremme	100 "	
J. J. Cheslin, instituteur à Kemexhe, district de Waremme	100 "	
Hannosset, instituteur à { Oreye, } district de Waremme	150 "	Subside.
J. Godfroid, instituteur à Odeur, district de Waremme	100 "	
P. Brassine, instituteur à Remicourt, district de Waremme	100 "	
École primaire à Hodeige, canton de Waremme	150 "	

4343 "

Province du Limbourg.

Arnold Denis, instituteur à Russon, arrondissement de Maestricht	fr. 100	»	
P. Coenegracht, instituteur à Millen, arrondissement de Maestricht	50	»	Subside.
J.-B. Booten, instituteur à Eysden, arrondissement de Maestricht	150	»	
Goossen, instituteur à Gronswelt, arrondissement de Maestricht	150	»	Subside.
F. M. L. Widdershoven, instituteur à Hoensbroek, arrondissement de Maestricht	200	»	id.
A. J. Tummers, instituteur à Ste-Geetrude, arrondissement de Maestricht	100	»	id.
J. P. Ubags, instituteur à Hulsberg, arrondissement de Maestricht	105	58	Majoration.
Chr. Lauw, instituteur à Golinden, arrondissement de Hasselt	150	»	
H. J. Reynders, instituteur à Beeringhem, arrondissement de Hasselt	150	»	
P. J. Bormans, instituteur à Goyer, arrondissement de Hasselt.	200	»	Subside.
Til. Seb. Van Schoenbeck, instituteur à Houppertingen, arrondissement de Hasselt.	100	»	id.
Chr. Smets, instituteur à Grand Jamine, arrondissement de Hasselt.	100	»	id.
J. Speelmans, instituteur à Hoers, arrondissement de Hasselt.	50	»	
Biets, instituteur à Ophcers, arrondissement de Hasselt	100	»	
T. Claeren, instituteur au hameau d'Afferden, commune de Bergen, arrondissement de Ruremonde	100	»	Subside.
G. Vandenhomborg, instituteur au hameau de Velden, commune d'Arcen, arrondissement de Ruremonde.	100	»	id.
Ch. Ant. Simons, instituteur au hameau de Dicteren, commune de Susteren, arrondissement de Ruremonde.	»	»	Traitement réduit de 211 fr. 64 c. à 100 francs.
G. Geurts, instituteur à Kessel, arrondissement de Ruremonde.	100	»	
P. Simons, instituteur à Linne, arrondissement de Ruremonde	100	»	Subside.
J. Krekelberg, instituteur à Maasbracht, arrondissement de Ruremonde	170	»	id.
M. Zeghers, instituteur à Maasbrée, arrondissement de Ruremonde	100	»	id.
Paul Simon, instituteur à Maasniel, arrondissement de Ruremonde	170	»	id.
Anoine Ruyten, instituteur à Montfort, arrondissement de Ruremonde	100	»	id.
G. Gerrits, instituteur à Mook, arrondissement de Ruremonde	200	»	id.
J. Geenen, instituteur à Odilienberg, arrondissement de Ruremonde	100	»	id.
J. Grutters, instituteur à Ottersum, arrondissement de Ruremonde	100	»	id.
P. J. Rutten, instituteur à Stamproy, arrondissement de Ruremonde.	200	»	id.
P. Van Bommel, instituteur à Venray, arrondissement de Ruremonde	150	»	id.
G. Grummen, instituteur à Vlodrop, arrondissement de Ruremonde	170	»	id.

3453 94

Province du Luxembourg.

Ben. Busch, sous-maitre à Diekirch	200	»	
Weller, instituteur à Kehlen, district de Luxembourg.	200	»	Subsidé.
J. H. Guissard, instituteur à Baude, district de Marche	100	»	id.
Aug. Lafontaine, instituteur à Tenneville, district de Marche	150	»	id.
P. J. Paquet, instituteur à Barvaux, district de Marche	200	»	id.
M. Degive, instituteur à Waha, district de Marche	200	»	id.
B. Techer, instituteur à Latour, district de Virton.	200	»	id.

1250 »

REPORT 21393 18

Province de Namur.

J. J. Carlier, instituteur à Philippeville	}	300	»	Ils se partagent la somme.
Iphig. Collignon, instituteur, à Philippeville				
Dujeux, instituteur à Andenne.		150	»	
F. J. Monin, instituteur à Houdremont		200	»	
Ancelot, instituteur à Anthée		200	»	Subside.
Ch. L. Labar, instituteur à Heer		300	»	
Tamsonet, instituteur à Ermeton-sur-Biert		100	»	
L. J. Powis, instituteur à Bois-de-Villers		150	»	
N. J. Fiacre, instituteur à Dure.		150	»	
Adam, instituteur à Bièvre		150	»	Subside.
D. Gatin, instituteur à Felenne.		150	»	Subside.
H. J. Piefonck, instituteur à Achène		106	»	
Alex. Guillemain, instituteur à Sclayn		150	»	
And. Sibille, instituteur à Florenne		50	»	
Lebegue, instituteur à Jamagne		200	»	
Willaume, instituteur à Falmignoul		160	»	
Virginie Descamps, institutrice à Sombreffe		80	»	
		<hr/>		
		2596 »		
		<hr/>		
TOTAL.		23089 18		
		<hr/>		

***TABLEAU des dépenses à faire pour l'entretien et la réparation de routes
et traverses des villes, pour la con-***

INDICATION DES PROVINCES.	ROUTES DE PREMIÈRE CLASSE.						
	ENTRETIEN.	OUVRAGES d'art ET PLANTATIONS.	TRAVERSES des VILLES	TOTAL LIST. A.	GARDES-PONTS à bascule, LIST. B.	LEVÉE DE PLANS, ETC., LIST. D.	TOTAL.
Brabant	81,437	7,563	5,000	94,000	3,000	»	97,000
Flandre orientale	58,877	4,470	4,153	67,000	1,520	»	68,520
Flandre occidentale	50,735	665	600	52,000	760	»	52,760
Hainaut	77,000	3,000	3,000	83,000	3,040	»	86,040
Namur	52,548	3,575	877	57,000	760	»	57,760
Luxembourg	63,000	6,800	2,000	71,800	»	»	71,800
Liège	34,525	2,975	16,410	53,910	760	»	54,670
Limbourg	60,000	28,000	12,000	100,000	760	»	100,760
Anvers	31,000	3,000	1,000	35,000	760	»	35,760
<i>Subsides</i>	»	»	»	»	»	»	»
<i>Levée de plans</i>	»	»	»	»	»	»	»
TOTAL fr.	508,622	60,048	45,040	613,710	11,360	»	625,070

de 1^{re} et 2^{me} classes, des ouvrages d'art, ponts, ponceaux, plantations
 struction de routes nouvelles en 1834.

ROUTES DE DEUXIÈME CLASSE.								TOTAL GÉNÉRAL. Pour les routes de 1 ^{re} et 2 ^{me} classes.
ENTRETIEN.	OUVRAGES d'art ET PLANTATIONS.	TRAVERSES des VILLES.	TOTAL LIT. A	GARDES-PONTS à bascule, LIT. B.	LEVÉE DE PLANS, LIT. C, LIT. D.	TOTAL.	CONSTRUCTIONS nouvelles, amélio- ration, lit. C, sans désignation de classe.	
84,557	7,443	4,000	96,000	1,500	»	97,500	2,000	196,500
58,377	4,475	9,148	72,000	»	»	72,000	54,000	194,520
46,000	14,000	8,400	69,000	»	»	69,000	30,000	151,760
182,000	6,000	5,000	193,000	»	»	193,000	70,000	349,040
41,000	9,250	750	51,000	760	»	51,760	100,000	209,520
33,900	800	2,500	37,200	»	»	37,200	55,000	164,000
61,000	7,625	17,465	86,090	1,520	»	87,610	9,900	152,180
36,000	8,000	5,000	49,000	760	»	49,760	140,000	290,520
31,140	1,100	760	33,000	»	»	33,000	120,000	188,760
»	»	»	»	»	»	»	178,200	178,200
»	»	»	»	»	25,000	»	»	25,000
583,974	59,293	43,023	686,290	4,540	25,000	690,830	759,100	2,100,000

Routes.

La part du produit des barrières dévolue à l'État est de fr. 2,100,000
 La perception de ces fonds étant affermée, il faut admettre que les adjudicataires qui se chargent du recouvrement des recettes éventuelles, ne peuvent le faire sans l'expectative d'un prélèvement brut de 20 p. % pour risques, faux frais et bénéfices 525,000

Donc les barrières coûtent réellement au contribuable. fr. 2,625,000

La loi affecte ce revenu à l'entretien et à l'amélioration des routes; les travaux s'exécutent sous la direction des ponts et chaussées, dont la surveillance, d'après le budget de 1834, coûte à l'État 12 p. % du montant des dépenses . 247,092

La dépense effectuée pour l'entretien et amélioration de route est donc. . fr. 2,872,092

Mais cette somme, comme il est facile de le voir, n'est pas entièrement convertie en travaux; il faut en déduire:

1 ^o Pour frais d'exploitation des routes	15,000	} 1,081,570
2 ^o Frais de plans, instrumens, etc	25,000	
3 ^o Bénéfice brut des fermiers de barrières	525,000	
4 ^o Surveillance des ponts et chaussées	247,092	
5 ^o Bénéfice des entrepreneurs calculé par tous les devis à 15 p. % (sur 2,059,100)	268,578	

Prix net des travaux exécutés 1,790,522

Il résulte de ce calcul, que l'administration des routes coûte à l'État au moins 37 p. %, et si l'on compare les frais de surveillance et d'administration à la dépense réellement utile, ces frais s'élèvent à plus de 60 p. %.

Pour remédier à ces abus, on propose d'adjuger par baux de 6 à 12 ans, le produit des routes des 1^{re} et 2^e classes, par route entière ou section de route, moyennant l'obligation de les entretenir en parfait état de viabilité et suivant les conditions d'exécution d'un devis à régler par l'administration de l'État.

Cependant comme le produit de la taxe des barrières est supérieur au montant des dépenses à faire pour l'entretien, chaque adjudicataire des baux d'entretien ne percevrait, pour son compte, le produit des barrières de sa route que jusqu'à concurrence de la somme nécessaire aux travaux, y compris le bénéfice légitimement dû à l'entrepreneur: l'adjudicataire verserait alors dans le trésor de l'État l'excédant des recettes, qui serait ultérieurement destiné à des travaux neufs; cet excédant serait réglé à la hausse par la concurrence au moment de l'adjudication.

Ce système présente un grand moyen de simplification dans l'exécution et la surveillance des travaux publics.

Les fermiers de barrières étant en même temps entrepreneurs, les bénéfices résultant des deux attributions réunies en un seul individu, devraient être nécessairement moindres, parce que les frais de matériel et dépenses de conduite seraient communs aux deux services.

La surveillance du Gouvernement elle-même serait moins compliquée et moins dispendieuse, l'entrepreneur exerçant une police continue et fondée sur un intérêt de même nature que celui du Gouvernement.

Les bénéfices des fermiers de barrières et des entrepreneurs qui s'élèvent aujourd'hui à 35 p. % se réduiraient sans aucun doute à moitié, et si l'on considère que l'organisation du corps des ingénieurs, par suite d'un nouveau système d'entretien de routes et de quelques autres améliorations à apporter dans le service des travaux publics, peut et doit recevoir de notables changemens, on concevra facilement la possibilité de réduire aussi les frais de surveillance des ingénieurs à 6 p. % au lieu de 12.

La vente des canaux, l'application de l'industrie particulière à l'exécution des travaux publics susceptibles de produits, sont au nombre de ces améliorations.

Subordonner les ingénieurs aux administrations provinciales est également un moyen d'économie, parce que l'administration centrale des ponts et chaussées deviendrait inutile;

ce serait de plus un moyen d'emploi plus immédiat et plus efficace des talens et de l'activité des ingénieurs.

Sans entrer dans plus de détails sur ces améliorations si désirables, on peut prévoir assez exactement l'économie totale d'un système nouveau d'entretien de routes.

La somme payée par les contribuables pour le service des routes d'après le système actuel est de fr. 2,872,092

Les frais à faire d'après le nouveau système seraient :

1 ^o Surveillance des ponts et chaussées réduite à 6 p. %	123,546	} 436,887
2 ^o Bénéfice du concessionnaire-régisseur, 17 ½ p. % sur la dépense effective de 1,790,522.	313,341	

Somme utile 2,435,205

Somme absorbée aujourd'hui par l'entretien . . . 1,790,522

Économie à utiliser. 644,683

*A Monsieur le Président de la section centrale pour le Budget
de l'Intérieur.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous m'avez fait l'honneur de me demander, par votre lettre du 12 de ce mois, des renseignements sur le chapitre VIII du budget de l'Intérieur, exercice 1834, j'en empresse de satisfaire au vœu de la section centrale.

J'ai examiné la note jointe à votre lettre, par laquelle on propose une réforme totale dans le mode suivi pour l'entretien des routes, et dans laquelle on établit, par des calculs, qu'ils résulterait une économie de plus de 600,000 fr. si le mode proposé était adopté. Si ces calculs étaient exacts, si le mode proposé ne présentait aucun des inconvénients que je vais énumérer, je serais le premier à suivre les errements qu'il trace, mais je n'admets ni l'exactitude des calculs, ni l'efficacité de la réforme.

Quant aux calculs, la somme de 2,100,000 fr. est le produit présumé des baux annuels des barrières des routes de première et deuxième classe ; c'est sur ce produit présumé que j'ai établi les dépenses d'entretien et de construction des routes neuves pour 1834.

Je n'admets pas que les frais de perception de ce produit, puissent s'élever à 20 p. $\%$ et coûter aux contribuables 525,000 francs par an ; ce calcul est évidemment exagéré et erroné. En effet, le produit effectif des barrières est connu depuis long-temps, puisque la perception a été rétablie en 1814. Les différences qui existent entre les baux qui ont eu lieu depuis cette époque prouvent que les produits ont peu varié. Sous l'ancien Gouvernement, la perception des barrières s'est faite plusieurs fois par régie et pour le compte direct du trésor. Dès lors il a été facile d'en connaître le produit exact et de n'en abandonner la location qu'à des prix qui ne soient pas onéreux au trésor : c'est d'après cette base et d'après les améliorations qu'ont pu éprouver les communications que les adjudications actuelles sont approuvées.

D'une autre part, que l'on veuille examiner quelles sont les personnes qui concourent aux adjudications, l'on ne verra, à l'exception de huit ou dix spéculateurs qui prennent plusieurs barrières, que des aubergistes qui, pour alimenter leur commerce, louent une barrière qu'ils perçoivent eux-mêmes ; ou des entrepreneurs de diligences qui trouvent un bénéfice par le passage de leurs voitures. Enfin, les nombreuses réclamations qui, chaque année, à la fin du bail, sont adressées au Gouvernement, prouvent mieux que ce que l'on pourrait dire, que le produit des barrières n'est pas abandonné à des fermiers qui en retirent un bénéfice de 20 p. $\%$.

La direction des travaux des routes est confiée à l'administration des ponts et chaussées, mais les frais de surveillance ne coûtent point à l'État 12 p. $\%$. Si les attributions des ponts et chaussées se bornaient uniquement à la surveillance des travaux des routes, la dépense ne s'élèverait pas à 12 p. $\%$, mais à 7 1/2 p. $\%$, et à ce taux, je la considérerais, quoiqu'inférieure à la dépense comparée avec celle d'autres administrations, comme étant susceptible de fortes réductions. Les attributions des ingénieurs des ponts et chaussées ne se bornent pas à la surveillance des routes de première et deuxième classe ; ils ont en outre la surveillance des routes provinciales et en concession, les travaux des rivières et canaux, ceux des bâtimens civils, des ports de commerce et des côtes, digues et des polders ; la dépense annuelle résultant de tous ces travaux, quoique ne figurant pas tous au budget de l'État, peut être portée de dix à onze millions, ce qui donne, les frais étant de 297,000 francs, un taux de 3 p. $\%$ au plus. Il paraît donc qu'il serait injuste d'exiger que les services que les ingénieurs rendent à

l'État , et l'instruction que l'on exige de ces fonctionnaires , fussent acquis à meilleur marché.

Quant au mode proposé pour l'entretien des routes , ce n'est point une idée nouvelle. Le Gouvernement français l'a tenté en Belgique , pendant les premières années de son occupation ; il en est résulté que quelques personnes y ont fait une grande fortune dont elles jouissent aujourd'hui , et que les routes ont été mises en un tel état , que même en 1814 , le mal n'était pas réparé. L'expérience a prouvé combien ce système était vicieux , et quels inconvéniens devaient résulter de cette multitude d'entrepreneurs qui seraient chargés de l'entretien de petites parties de routes , et qui en résumé exigeraient un personnel beaucoup plus nombreux pour la direction , la surveillance et même la police ; le système actuel , quoique susceptible d'améliorations , offre de plus grandes garanties à l'État et aux voyageurs ; je dois donc repousser cette proposition comme tendant à détruire les sacrifices qui ont été faits jusqu'à présent pour mettre nos routes en bon état , et comme ne présentant d'autres avantages que ceux d'enrichir quelques nouveaux spéculateurs.

L'emploi , etc.

Le Ministre de l'Intérieur ,

CH. ROGIER.

Observations sur la réponse faite par M. le Ministre de l'Intérieur, à la note relative au service des routes.

M. le Ministre de l'Intérieur repousse le mode proposé pour l'entretien des routes et se fonde sur les motifs principaux suivans :

1° Le calcul est exagéré et erroné; les fermiers de barrières sont loin de faire des bénéfices aussi élevés qu'on l'a supposé, sur le produit de leurs barrières;

2° La direction et surveillance des travaux par l'administration des ponts et chaussées ne coûtent pas 12 p. $\%$, mais 7 p. $\%$ dans un cas et 3 p. $\%$ dans un autre;

3° Le mode proposé n'est pas nouveau, il a été tenté sans succès par le Gouvernement au commencement de la révolution; il est impraticable, et détruirait l'effet des sacrifices faits jusqu'à ce jour pour l'amélioration des routes.

On répondra succinctement à ces observations :

Le calcul qui sert d'introduction à la note dont il s'agit peut, dans l'opinion de M. le Ministre, être exagéré, soit : mais erroné, non.

Les fermiers de barrières font sur leur entreprise un bénéfice quelconque, cela est de toute vérité, parce qu'un travail volontaire sans bénéfice n'est pas concevable.

Partant de ce principe, il faut bien, pour connaître le montant de la taxe réellement payé par le contribuable, ajouter au produit net dévolu au Gouvernement, la quote part prélevée par le fermier; quote part que, malgré la contradiction, nous persistons à porter au taux de 20 p. $\%$, comme étant une moyenne très-moderée; car on n'a pas la prétention d'établir que ce bénéfice soit le même dans toutes les localités; mais s'il est quelques barrières où, en raison de circonstances particulières, il peut n'être que de 10 et même 8 p. $\%$, par exemple, ou pourrait citer grand nombre de routes où, depuis plusieurs années, la perception s'est élevée à plus de 50 p. $\%$ de la rente fixé par l'adjudication.

Il est donc un fait incontestable, c'est que le contribuable paie pour les barrières plus que le trésor n'encaisse, et cela doit être. Entre notre opinion et celle de M. le Ministre, il ne peut y avoir de différence que du plus au moins, mais il ne suit pas de cette différence qu'il y ait erreur de notre part, dans le sens qu'en calcul on attache à ce mot. Il y a bénéfice perdu puisque le fermier de barrière ne fait rien pour la route, tandis que son temps et son industrie pourraient être mieux utilisés. D'ailleurs une erreur de chiffre ne se démontre pas par des raisonnemens, mais par d'autres chiffres.

Quant aux réclamations qui s'adressent fréquemment au Gouvernement lors de l'expiration des baux, elles prouvent qu'il y a des mécomptes, ainsi que cela doit inévitablement avoir lieu là où des spéculations sont basées sur des produits éventuels; mais ce sont des exceptions, et c'est précisément cette éventualité et les risques auxquels on s'expose, qui, dans des entreprises de cette espèce, rendent naturel les bénéfices élevés qui en sont inséparables; il faudrait n'avoir jamais assisté à des adjudications de barrières ou de travaux, pour ne pas connaître les procédés d'évaluation adoptés par les entrepreneurs quelque peu experts.

Le bénéfice de 20 p. $\%$ n'est pas un bénéfice net. Il sert à couvrir les frais de perception, à compenser les retards ou les fraudes, à prévenir les chances de variations dans le mouvement commercial, et quoiqu'en apparence plus élevé que celui de 15 p. $\%$, accordé aux entrepreneurs de travaux par les ingénieurs mêmes, il est cependant inférieur à ce dernier si l'on a égard à l'incertitude du produit.

La direction et surveillance des travaux par les agens du Gouvernement ne coûtent, dit M. le Ministre, que 7 p. $\%$ au lieu de 12 p. $\%$, comme nous l'avons établi. Il ne faut qu'ouvrir le budget pour détruire cette objection.

Les dépenses de l'année 1834, pour travaux d'entretien des routes et pour travaux neufs, s'élèvent à 3,170,234 fr.
et les frais de personnel et autres dépenses appliquées à la surveillance et à l'exploitation s'élèvent à 381,100 fr.
c'est-à-dire un peu plus de 12 p. $\%$, et si l'on considère que les *bâtimens civils*, parmi lesquels figure un projet de construction dont l'utilité et l'adoption sont tout-à-fait improbables, donne-

raient lieu, en cas d'exécution de travaux extraordinaires, autres que le simple entretien, à des frais supplémentaires de conduite et de surveillance, on pourra alors porter le rapport ci-dessus bien au-delà de 12 p. $\%$. Il n'y a par conséquent pas d'exagération à le maintenir au taux que nous avons énoncé.

Quant à venir prétendre que les travaux dont les ponts et chaussées sont chargés ne se trouvent pas tous portés au budget, cela pourrait tout au plus satisfaire ceux qui ne lisent pas le budget.

Les travaux des *ports, côtes et polders* que l'on cite, sont compris dans la somme totale d'après laquelle nous calculons, pour 807,094 fr., et sur cette somme, les 300,000 fr. pour les polders peuvent être considérés comme une dépense tout-à-fait extraordinaire, et qui n'a été occasionnée que par l'état de guerre. D'ailleurs, l'administration des polders est, en d'autres temps et avec plus de convenance, chargée des travaux ordinaires de ce genre.

On cite également les routes provinciales; mais outre que les dépenses de ces routes sont, comparativement à celles des routes de 1^{re} et 2^e classe, très-peu élevées, on ne doit pas omettre que, si l'on en ajoute le montant à l'évaluation des travaux soumis à la direction des ponts et chaussées pour en grossir la somme, il faut alors aussi tenir compte des frais de surveillance et autres à charge des provinces résultant de l'entretien de ces routes; il faut de plus tenir compte des traitemens de certains piqueurs temporaires qui, par les conditions des cahiers des charges, ou ensuite de conventions verbales, sont imposés aux entrepreneurs.

On cite enfin les canaux et les rivières. Pour le moment, il n'y a nulle part des travaux de ce genre, et ceux qui ont été faits dans les précédentes années, l'ont été par des compagnies exécutant à leurs risques et périls; la direction et la surveillance étaient aux frais des concessionnaires; les ingénieurs particuliers, les conducteurs, piqueurs et autres employés étaient soldés par eux, et l'administration publique n'exerçait qu'une haute inspection sur ces travaux, dont la responsabilité tout entière, sous le rapport de la solidité et de la convenable exécution, a pesé sur d'autres. On ne peut donc les faire entrer en compte, à moins d'ajouter les dépenses d'administration, de conduite et de personnel des concessionnaires, aux mêmes dépenses des travaux de l'État.

En définitive, il y a d'autant moins lieu à admettre les *millions* de travaux supplémentaires dont parle M. le Ministre, qu'il ne se fait actuellement aucun ouvrage de navigation intérieure; d'où il suit que la réduction des frais de surveillance des ponts et chaussées à 3 p. $\%$ est purement fictive.

Le système proposé n'est, dit-on, pas une idée nouvelle. Nous le savons bien, et ce n'est pas comme idée nouvelle qu'il est produit ici; mais est-ce là une objection? Au contraire, c'est parce que le système proposé ou son équivalent a été mis en pratique en Belgique avant la révolution de 89, dans plusieurs États; c'est parce qu'à l'aide d'un système analogue les *trusts* ou administrations provinciales entretiennent ces routes en Angleterre; c'est enfin parce que ce système existe sur plusieurs points de l'Allemagne, et qu'il ne produit partout que de bons résultats, que forts de l'expérience acquise, nous venons en proposer l'application à nos travaux, et si cette application se présente sous d'heureux auspices, par le souvenir du passé et l'exemple des pays voisins, elle trouve encore un grand argument en sa faveur, dans la comparaison avec le système vicieux contre lequel tant de voix se sont élevées, et que le public réprouve en quelque sorte par instinct.

Le Gouvernement français, aux premières années de la révolution, a trouvé en Belgique le mode d'entretien des routes au moyen du produit des barrières, appliqué par localités; ce mode l'a frappé par ses avantages et ses heureux résultats; l'administration a voulu établir des barrières dans toute la France; mais l'opinion publique, dirigée par l'esprit de routine, s'est soulevée contre une innovation que l'on n'a pas su comprendre: le directoire, trop faible pour savoir persister même dans une bonne intention, y a renoncé; et plus tard, en Belgique, le droit de barrière a été supprimé. On a remplacé son produit par celui de l'impôt sur le sel, qui devait être spécialement affecté à l'entretien des routes.

Ce n'est donc pas le Gouvernement français qui aurait importé chez nous un système quelconque pour y renoncer ensuite après un essai infectueux; c'est la Belgique qui a offert à la France l'exemple d'une bonne institution dont la France n'a pas su profiter, et que son Gouvernement a fini par anéantir.

Les routes de la Belgique étaient les plus belles de l'Europe avant la révolution, elles ont été en très-peu d'années, par la faute du Gouvernement français, entièrement ruinées et si des spé-

culateurs avides, tout en faisant une grande fortune, ont contribué à amener ce résultat, ces spéculateurs faisaient pour la plupart partie de cette horde d'intrigans et de gens sans aveu qui, au commencement de notre réunion à la France, sont venus inonder le pays. Traitée pendant quelque temps comme une terre conquise, la Belgique a vu les plus belles sources de sa richesse publique abandonnées en proie à la lie de la nation française.

L'exemple n'est pas heureusement cité comme on voit, et nous ne nous y arrêterons pas plus long-temps.

M. le Ministre n'a répondu qu'à quelques points de la proposition, mais il laisse intacte la question fondamentale, celle de la nécessité généralement sentie d'apporter une réforme dans le service des travaux publics, et de mettre fin aux abus que chacun signale. Il reste toujours certain que malgré ses objections, il y a dans ce service double emploi de bénéfices et vice radical dans l'administration, et quand il serait vrai que l'économie que nous avons approximativement portée à plus de 600,000 fr., ne serait pas rigoureuse; quand elle devrait être réduite à moitié, encore est-elle désirable, encore reste-t-il prouvé que par d'heureux changemens dans l'organisation des travaux, la Belgique gagnerait d'une part un meilleur emploi des deniers publics, et d'autre part un meilleur emploi des moyens intellectuels des ingénieurs.

Nous terminons là cette rapide réfutation des observations de M. le Ministre, et nous nous hâtons d'arriver aux développemens de notre système.

Le droit de barrière doit être consacré à l'entretien et à l'amélioration des routes. C'est un principe posé par la loi, il ne s'agit plus que de trouver le meilleur moyen d'exécution.

Il est démontré que le mode actuellement en usage est extrêmement onéreux, et que l'on peut, sur l'emploi des fonds payés par les contribuables, faire de notables économies.

Le nouveau système proposé consiste à adjudger les barrières par longueur de route, avec obligation d'entretenir cette route, et de verser au trésor l'excédant du produit strictement nécessaire pour couvrir les dépenses d'entretien et le bénéfice de l'entrepreneur.

Les barrières sont aujourd'hui exploitées par des entrepreneurs de travaux, par des spéculateurs non entrepreneurs, par des propriétaires ou locataires d'auberges. La concurrence s'établira nécessairement, à peu d'exceptions près, entre les différens individus qui prétendent annuellement à la location des barrières, et de plus entre eux et les divers entrepreneurs ordinairement chargés de l'entretien des routes ou d'autres travaux publics; cette concurrence profitera doublement à ces travaux, parce qu'elle réunira deux intérêts.

Un cahier des charges général devra établir toutes les conditions d'exécution du contrat et tous les procédés d'entretien propres aux différentes espèces de routes.

Chaque province sera chargée de l'administration de ses routes et de l'exécution des conditions du devis général, ainsi que des devis particuliers à chaque route adjudgée.

Les administrations provinciales remplaceront le Gouvernement, veilleront aux intérêts publics, décideront les difficultés de détails et renverront au Ministre les questions plus graves.

Les fonds excédant les dépenses d'entretien seront ultérieurement répartis entre les provinces suivant les besoins, et dans une proportion à régler par la Législature pour l'exécution de travaux neufs.

Chaque province aura un ingénieur-inspecteur, des ingénieurs de différentes classes et des conducteurs.

Ces agens d'exécution seront sous les ordres du gouverneur de la province. Ils seront chargés de la surveillance des travaux, de la rédaction des projets de routes nouvelles et généralement de tous les ouvrages que l'administration jugerait utile de faire. Ils dresseront pour chaque nouveau bail les devis des travaux d'entretien à adjudger.

Les ingénieurs pourront consacrer leurs talens à diriger les sociétés concessionnaires pour l'exécution de travaux dans l'étendue de leur province et même au delà, sans obstacles de la part de l'administration, mais pour autant que ces attributions particulières ne nuiraient pas à leur service.

Il y aura près du Gouvernement un ou plusieurs inspecteurs-généraux, qui, par des tournées dans tout le Royaume et des rapports semestriels, tiendront le Gouvernement au courant de l'état des routes.

Les inspecteurs, dans leurs tournées, n'auront aucun ordre à donner aux ingénieurs des provinces, mais ils pourront communiquer leurs observations aux gouverneurs.

Un ingénieur sera également attaché au Ministère comme chef de division pour les travaux publics.

Un conseil mixte, présidé par le Ministre et composé de six membres de la Législature, dont quatre Représentans et deux Sénateurs, un inspecteur-général des ponts et chaussées et l'inspecteur-général du génie, sera chargé de juger les contestations sur les projets de route d'un intérêt général, de décider les tracés différens et de proposer ou contrôler les projets de travaux publics à exécuter par le Gouvernement ou par des compagnies concessionnaires. Les ingénieurs, auteurs des projets, seront appelés dans ce conseil.

Telles sont les dispositions principales pour une nouvelle organisation du mode d'exécution des travaux publics. Il nous paraît que ce mode présente de grands avantages. Il est facile à introduire sans secousses, sans froisser beaucoup les intérêts personnels, et sans détruire en aucune manière l'effet des sacrifices déjà faits pour l'amélioration des routes.

Comme il n'y a pas de nécessité de diviser plus qu'aujourd'hui les entreprises, le nombre des entrepreneurs ne sera pas augmenté, et la concentration de l'action du service public dans chaque province permettra de simplifier la surveillance.

Les services que peuvent rendre les ingénieurs en raison du mérite qui les distingue, ne sont pas méconnus; l'impulsion à donner par eux aux travaux partira des lieux mêmes où les besoins existent, tandis qu'elle doit partir aujourd'hui d'un centre commun, où ces besoins se font à peine sentir. Disséminés dans les provinces, abandonnés à leur propres inspirations, les ingénieurs produiront une plus grande somme d'utilité que réunis en corps. Le Gouvernement, avec notre système, conserve toute l'action qu'il lui convient d'exercer; il a pleine garantie de bonne exécution, car cette garantie ne résulte pas de ce que ses agens sont ses agens, mais de ce qu'ils sont des hommes éclairés et propres à diriger de grands travaux; elle résulte des talens des ingénieurs et couvre la responsabilité du Gouvernement envers le public, pour le compte de qui, en définitive, les travaux s'exécutent. Par une direction provinciale, rien n'est changé sous ce rapport; la responsabilité du Gouvernement a diminué, mais la nécessité d'une garantie pour la bonne exécution subsiste; elle réside dans les ingénieurs, qui, pour avoir cessé d'être employés directement par l'État, n'en conservent pas moins leurs talens avec de plus puissans moyens de les utiliser.

*PROPOSITION de M. l'Inspecteur-Général pour l'emploi de
l'excédant du produit des barrières.*

<i>Province d'Anvers.</i> — Route de Turnhout vers Gheel et Diest.	109,000	
Redressement de la route de 1 ^{re} classe de Bruxelles vers Bréda, entre le Vieux-Dieu et Contich	11,000	
		120,000
<i>Brabant.</i> — Bornes à placer à la descente de Tombeke.	600	
Plantation de quelques routes	1,400	
		2,000
<i>Province de la Flandre Occidentale.</i> — Continuation de l'empierrement de la digue du canal de Furnes vers Dunkerque.		30,000
<i>Province de la Flandre Orientale.</i> — Route de Bruxelles à Audenarde, par Ninove, (de Voorde à Ophasselt).	50,000	
Construction partielle d'un ponceau, route de Gand à Mlost	150	
Placement de tablettes sur un siphon, route de Gand à Bruges	200	
Établissement d'un garde-corps au point où la route quitte le canal, route de Gand à Bruges	800	
Construction d'un aqueduc, route de Melle à Scheldelbeke.	450	
Balustrade à placer sur un pont, route d'Enghien à Grammont	460	
Tablettes aux ponts de la Marque et de Schaerbeek	750	
Plantation de diverses parties de routes	1,190	
		54,000
<i>Hainaut.</i> — Travaux de Braine-le-Comte	60,000	
Redressement de la traverse de Beaumont, à l'entrée de la ville, du côté de Mons	10,000	
		70,000
<i>Liège.</i> — Élargissement de la route de Liège à la frontière vers Malmédy, à la sortie du pont sur la Vesdre à Chenée		9,900
<i>Limbourg.</i> — Achèvement de la route autour de Maastricht	40,000	
Route de Diest à Hasselt	100,000	
		140,000
<i>Luxembourg.</i> — Achèvement de la route de Habay-la-Neuve à la corne du bois des Pendus (partie comprise entre la route de 1 ^{re} classe n° 3 et l'enclos de M. le baron de Vauthier).		55,000
<i>Province de Namur.</i> — Construction de la moitié de la route de Marche à Terwagne (les parties situées sur les territoires des provinces de Liège et de Luxembourg pouvant être terminées sur les fonds alloués en 1833)		100,000
Subsides à allouer à des provinces, villes ou sociétés, pour l'ouverture ou la continuation des communications suivantes :		
Route d'Anthée à Châtelet	20,000	
» de Huy à Tirlemont	30,000	
Embranchement entre les villages d'Eyne et Maeter (Flandre Orien- tale)	10,000	
Route de Lierre à Aerschot	70,000	
» de Chimay vers Avesnes.	10,000	
» de Chimay vers Couvin	10,000	
» de Bierset vers Hannut	20,000	
Disponible	8,200	
		178,200
		759,100

DÉTAIL de la dépense du nouveau système d'éclairage.

6 Panneaux lenticulaires embrassant un espace angulaire de 216 degrés.	1,800
2 Id. de rechange	600
76 Miroirs courbes, y compris 24 de rechange	1,920
Réflecteur sphérique pour recueillir et renvoyer sur les lentilles les rayons dirigés du côté de terre.	600
Armature avec accessoires	2,000
3 Lampes mécaniques simplifiées.	1,200
Lanterne avec encadremens en bronze, couverture en cuivre rouge, vitrage en glaces	3,900
Raccordemens des maçonneries actuelles, installation et échaffaudages, etc . .	1,980
<hr/>	
TOTAL. . . fr.	14,000

Détails des dépenses à faire. — Rive droite de l'Escaut.

<i>Digue de Ordam.</i> — Entretien, renouvellement des fascinages sur 5,000 mètres de longueur, de paillasonnages, renforcements en arrière, revêtemens avec pierre de Vilvorde et réparations des dégâts dans les gros temps	Fr. 196,000
<i>Digue d'Ettenhoven.</i> — Dépense de même nature que ci-dessus, sur une longueur de 1,500 mètres	55,000
<i>Digue de Strabroek.</i> — Entretien sur une longueur de 5,200 mètres avec renforcements partiels, réparation des dégâts, etc.	48,000
<i>Digue de Berendrecht.</i> — Renouvellement des revêtemens, fascinages, paillasonnages, sur une longueur de 4,800 mètres, réparations des dégâts, etc.	68,000
<i>Digue de Zwanenweg.</i> — Revêtemens, paillasonnages, renforcements partiels, sur une longueur de 1,200 mètres.	16,000
<i>Digue de Lillo.</i> — Réparations, entretien, revêtemens sur une longueur de 2,600 mètr.	22,000
<i>Digue de Blaauwgaren.</i> — Mêmes dépenses sur une longueur de 2,500 mètres.	20,000

Rive gauche de l'Escaut.

<i>Digue de Burght.</i> — Réparations partielles, renouvellement de fascinages, renforcements, paillasonnages, etc.	12,500
<i>Digue du Doel.</i> — Renforcements et réparations partielles des digues du poldre et de celles de l'Escaut.	12,500
<i>Digue du Zwin et du Brakman.</i> — Travaux d'écoulement, rigoles d'évacuation, renforcements de digues, modifications aux écluses, etc.	50,000

Fr. 500,000

Détails des dépenses faites sur le crédit de 964,000 fr. accordé au budget de 1833.

<i>Coupure de Burght.</i> —Barrage de petites criques qui sillonnaient le polder inondé de Borgerweert		22,998 76
Travaux de réendiguement adjugés au sieur Cousin-Duchateau, six dixièmes		243,000 00
Travaux supplémentaires, ayant pour objet le contournement de l'affouillement qui s'est manifesté le 4 juillet 1833		125,365 87
Achèvement du réendiguement entrepris par le sieur Willems par suite de l'inexécution des obligations du contrat et de l'adjudication du sieur Cousin-Duchateau.		401,200 00
		<hr/>
		Fr. 792,564 63
Réparation de la partie intérieure de la digue de l'Escaut, entre le fort Liefkenshoek et le village de Doel		2,288 12
Réparation des endiguemens de la rive gauche de l'Escaut par suite des tempêtes des 15 et 16 février 1833		13,199 77
Exhaussement et renforcement de la digue intérieure qui sépare le grand et le petit Doel		17,483 26
Réparation des écluses du Polder de Borgerweert		3,167 78
Réparation des talus intérieurs de la digue du même polder, par suite des tempêtes des 31 août et 1 ^{er} septembre.		8,327 93
Réparation de la digue du polder S ^{te} -Anne Ketenisse.		1,400 00
Exhaussement, renforcement et entretien, jusqu'au 1 ^{er} septembre 1833, des digues qui circonscrivent l'inondation du polder de Lillo		80,713 14
Subsides à la wateringen du Capitalen-Dam pour la réparation de ses digues		18,963 26
Travaux ayant pour objet de procurer un nouvel écoulement aux terrains de la wateringen de l'Écluse-Noire.		19,650 80
Travaux aux abords de la commune de Midelbourg.		284 56
		<hr/>
		Fr. 958,023 25

INDUSTRIE. — COMMERCE.

*Chapitre 13, Art. 1^{er}, Litt. A. du Budget de 1833.**Dépenses imputées.*

Somme mise à la disposition du Ministre plénipotentiaire belge pour la		
défense de nos intérêts commerciaux à Paris	fr.	4,000 »
Frais de voyage et dépenses des commissaires à Paris	1,440 »	} 4,532 »
	1,590 »	
	842 »	
	660 »	
Frais de voyage du directeur du commerce et de l'industrie		350 »
Trois trimestres du traitement du gardien des produits de l'industrie nationale . .		270 »
Au même, pour débours		9 50
Subside accordé à un fabricant		15,000 »
» » à l'école de commerce et d'industrie		1,500 »
» » à un exploitant la somme de 3,000 francs, ci pour trois		
sixièmes		1,500 »
A Vandooren, imprimeur, pour impression du tarif comparé de doua-		
nes		2,800 »
A la commission supérieure d'industrie et de commerce : avance pour		
achats, etc		350 »
Frais de voyage, pour l'inspection des machines à vapeur	150 50	} 177 50
	12 »	
	15 »	
A Constant. Débours faits par lui pour achat de tarifs de douanes		100 »
		<hr/> 30,389 »

Dépenses faites et non encore liquidées.

A l'imprimeur Vandooren	1,050 »
4 ^e trimestre du traitement du gardien des produits de l'industrie nationale . .	90 »
Frais de route restant à payer pour l'inspection des machines à vapeur, environ . .	1,000 »
Abonnement à la <i>Trompette Maritime</i>	<i>Mémoire.</i>
Frais de tournée dans les provinces et autres frais de la commission nom-	
mée pour aller à Paris défendre nos intérêts commerciaux	<i>Mémoire</i>
TOTAL. . . fr. .	<hr/> 32,529 » <hr/>

AGRICULTURE. — INDUSTRIE. — COMMERCE.

Chapitre 7, Art. 1^{er} du Budget de 1832.

Litt. A. — Au secrétaire-adjoint de la commission supérieure d'industrie pour traitement de l'année 1832 (8 mois)	1,219 22
La commission supérieure d'industrie pour achat d'ouvrages	211 64
Subside accordé pour établir des relations commerciales à l'étranger	21,164 02
Pour traitement et frais de bureau pendant janvier et février 1832 du secrétaire de la commission provinciale du Brabant pour l'agriculture, l'industrie et le commerce	211 64
Mauvy, pour indemnité de travaux spéciaux dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.	317 46
Traitement de décembre 1832 d'un expéditionnaire attaché à la commission supérieure d'industrie.	58 33
Pour salaire, pendant les 9 derniers mois de 1832, du gardien des objets restant de l'exposition de 1830	571 43
Prêt à l'éditeur de l'Encyclopédie du 19 ^e siècle.	12,000 00
Pour remboursement de droits d'entrée de 36 pièces de calicot venues d'Angleterre, sur la demande de la commission supérieure d'industrie.	264 30
Pour achat d'ouvrages concernant l'agriculture, l'industrie et le commerce.	414 50
Directeur du vignoble modèle, pour frais de voyage en 1832.	132 00
Total du litt. A	38,584 54
Litt. C. Beer, pour frais de route pour inspection de machines à vapeur.	63 76
Gérard, id. id. id.	47 02
Gérard, id. id. id.	10 58
Vandevelde, id. id. id.	116 40
Beer, id. id. id.	146 56
Beer, id. id. id.	33 59
Total du litt. C.	418 51

RÉCAPITULATION.

Litt. A. Soutenir, encourager l'industrie.	38,584 54
B. École industrielle de Gand.	3,579 33
C. Frais de route pour inspection des machines à vapeur	418 51
D. Commission d'examen des vétérinaires	" "
E. Bourses pour études vétérinaires et subsides à l'école vétérinaire	6,000 00
F. Société d'horticulture	12,698 41
G. Culture du mûrier et éducation des vers-à-soie, distribution des primes établies et de plants de mûrier	14,272 51
H. Fonds d'agriculture	50,599 67
I. Fonds de non-valeur.	102,408 47
Total de l'art. 1^{er}.	226,541 44

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A TOUS PRÉSENTS ET A VENIR, SALUT !

Voulant donner au Musée de l'État les développemens et l'utilité dont il est susceptible, dans l'intérêt des arts et de l'industrie :

Sur le rapport et la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les collections du Musée de l'État seront, le plus promptement possible, complétées, de manière à les mettre au niveau des perfectionnemens qui seront successivement faits dans les sciences physiques et chimiques, les arts et l'industrie.

Il y sera ajouté : 1^o Une collection complète de modèles des meilleurs instrumens aratoires connus ; 2^o une collection complète d'échantillons des produits de l'industrie agricole et manufacturière et des mines du Royaume.

Des médailles d'or et d'argent et des primes d'encouragement, dont le nombre et la valeur seront ultérieurement déterminés, seront décernées annuellement aux auteurs des inventions et découvertes les plus utiles, et des machines et instrumens les plus perfectionnés, qui seront envoyés à l'exposition publique du Musée, quarante jours au moins avant le jugement, qui aura lieu le 25 juillet de chaque année, par une commission de onze membres au moins, dont feront partie les membres de la commission administrative dudit Musée.

Une publication mensuelle aura lieu à partir, au plus tard, du 1^{er} mars 1833, par les soins et sous la surveillance de la commission administrative, à l'effet d'éclairer les industriels et les agriculteurs sur les améliorations qui peuvent être introduites dans l'agriculture et d'industrie belges.

ARTICLE 2.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 septembre 1832.

(Signé) LÉOPOLD.

Par le Roi : *Le Ministre de l'Intérieur*, (signé) DE THEUX.

Pour copie conforme : *Le Secrétaire-Général du Ministère de l'Intérieur*,

CH. DONCKER.

Aux États Députés des provinces.

MESSIEURS,

La loi du 25 janvier 1817 porte, à l'art. 1^{er}, que « des droits exclusifs pourront être accordés par le Roi, pour un temps limité, sous le nom de brevet d'invention, à ceux qui, dans le Royaume, auront fait une invention ou un perfectionnement essentiel dans quelque branche des arts ou de l'industrie, ainsi qu'à ceux qui, les premiers, introduiront ou mettront en œuvre dans le Royaume, une invention ou un perfectionnement fait à l'étranger. »

Dès l'origine de cette loi, le Gouvernement a usé de la faculté qu'elle lui donne, pour concilier à la fois, dans la délivrance des brevets, les intérêts souvent divergens des inventeurs et importateurs avec ceux de l'industrie, des consommateurs et du pays en général, en faisant cesser un monopole qui, dans les autres pays, fait douter si les brevets, patentes ou privilèges, ne sont pas plus nuisibles qu'utiles à l'industrie.

Lorsqu'une invention réellement utile est faite ou est importée chez nous, le Gouvernement, en accordant un brevet, impose à l'impétrant l'obligation de communiquer, avec faculté d'en user comme lui-même, cette invention à tous les fabricans du pays qui le demanderont, moyennant une indemnité à convenir entre eux ou à fixer par arbitrage, en cas de contestation. De cette manière l'inventeur ou l'importateur reçoit des avantages qui lui assurent une juste récompense de ses travaux et de ses peines. Les fabricans profitent tous immédiatement des inventions utiles qui, monopolisées, pourraient leur causer un grand préjudice, et, enfin, de la concurrence qui s'établit entre eux, naissent des produits plus nombreux, plus perfectionnés et à meilleur marché pour le consommateur.

Par suite encore de la faculté qui résulte, pour le Gouvernement, de la disposition de l'art. 1^{er} de la loi, de refuser des brevets, il n'en accorde point pour les inventions faites à l'étranger qui ne sont pas de nature à être tenues secrètes, et dont la connaissance doit nécessairement se révéler au public et se répandre dès qu'elles seront mises en pratique ou que leurs produits seront livrés au commerce. Donner un brevet dans ce cas, serait évidemment favoriser l'intérêt particulier au préjudice des intérêts généraux; s'il peut être fait exception à cette règle, c'est, semble-t-il, en faveur d'établissements d'*industries nouvelles*, qui exigent de grandes mises de capitaux, des essais chanceux, la formation d'ouvriers, qu'ils doivent avoir la certitude qu'on ne leur enlèvera pas, après qu'ils les auront instruits à leurs dépens, et qui, par ces motifs, ont besoin d'une garantie et d'une protection momentanées et particulières pour pouvoir s'établir.

Ce système suivi, d'accord avec les chambres de commerce et des fabriques du pays, n'a donné lieu pendant *seize ans*, à aucune réclamation, et il a paru si utile à plusieurs chambres de commerce et des fabriques et économistes de France, qu'ils proposent à leur Gouvernement de l'introduire dans la législation nouvelle concernant les brevets.

Cependant, Messieurs, je désire savoir, avec toute certitude, s'il n'est susceptible d'aucune modification ou amélioration, et je viens vous prier de vouloir bien consulter à cet égard les chambres de commerce et des fabriques de votre province, comme aussi sur le point de savoir si elles ne croient pas utile d'attendre, pour réviser la loi du 25 janvier 1817, que la commission créée par le Gouvernement, il y a quatre ans, en France, pour rédiger un projet de loi nouvelle sur cette matière (et qui pour s'éclairer a fait un appel aux lumières des chambres des fabriques, des académies, des sociétés savantes, de la société d'encouragement, de tous les industriels, économistes et jurisconsultes) ait terminé son travail; et que ce travail ait été soumis aux Chambres législatives, discuté et adopté par elles, afin que nous puissions profiter, dans la forma-

tion d'une nouvelle loi pour la Belgique , non-seulement de nos propres lumières et de notre expérience , mais encore de celles de nos voisins sur une matière si délicate et de si haute importance pour les arts et l'industrie. Enfin, il me serait agréable de connaître aussi leur avis sur la question de savoir si , en attendant une loi nouvelle, il ne serait pas convenable et juste de diminuer les droits établis à la délivrance des brevets , et en cas d'affirmative , à quelle somme ils devraient être réduits. .

Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien me communiquer ces renseignements , avec vos propres considérations et avis, dans le plus court délai possible.

Le Ministre de l'Intérieur,

CH. ROGIER.

Le Secrétaire-Général du Ministère de l'Intérieur,

CH. DONCKER.



A Monsieur le Gouverneur de la province de Liège.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR ,

Par votre lettre du 20 août dernier , 1^{re} division , n° 3019 , vous avez transmis à la chambre copie de la dépêche de M. le Ministre de l'Intérieur , en date du 22 du même mois , concernant les brevets d'invention et de perfectionnement.

Nous voyons avec une bien vive satisfaction la sollicitude du Gouvernement envers l'industrie ; nous partageons ses vues tant pour protéger les inventions nouvelles ou les perfectionnements dans les arts et les sciences , que pour empêcher l'abus ou le monopole qu'il pourrait être fait du privilège , particulièrement en ce qui concerne les brevets d'importation.

Une trop grande facilité à accorder cette dernière espèce de brevets serait nuisible à l'industrie nationale : il est très-prudent de les refuser , toutes les fois que , par la nature du produit , l'invention étrangère peut être imitée , ou que l'on a l'espoir que celle - ci ne peut demeurer secrète : nous pensons comme M. le Ministre que la seule exception à faire à cette règle de conduite , doit être en faveur *d'établissements d'industries nouvelles* , que l'on ne pourrait espérer d'obtenir sans une protection toute particulière.

Deux questions nous sont en outre faites par la dépêche ministérielle :

1° Si , pour réviser la loi du 25 janvier 1817 , il convient d'attendre que nous ayons connaissance des améliorations qui paraissent devoir être sous peu introduites en France sur la matière des brevets , afin de mettre à profit l'expérience de nos voisins ;

2° Si , en attendant une loi nouvelle , il serait convenable et juste de diminuer les droits établis à la délivrance des brevets.

Nous sommes d'avis :

Sur la première question , qu'il est préférable d'attendre que nous ayons connaissance des lumières qui doivent nécessairement jaillir de l'enquête qui a lieu dans un pays aussi étendu et industriel que la France. Et sur la seconde question , qu'il ne nous semble pas nécessaire , quant à présent , de modifier le tarif des droits établis par la loi de 1817 , vu que l'article 3 , en fixant le minimum à 150 florins , et le maximum à 750 florins , semble donner au Gouvernement une latitude suffisante , suivant l'importance de l'invention ou du perfectionnement.

Il nous a paru que l'expérience de seize années et les précautions que prend le Gouvernement pour empêcher le monopole , militent en faveur du maintien actuel et de la loi et du tarif imposé aux obtenteurs de brevets.

Nous sommes avec un profond respect ,

Le Président , (signé) P. J. FRANCOÏTE.

Par la chambre : *Le Secrétaire* , (signé) FRED : GILMUN.

A la Députation permanente des Etats provinciaux.

MESSIEURS ,

L'importance qui se rattache à la solution des questions concernant les brevets d'invention et d'importation que vous avez bien voulu soumettre à notre examen , par votre lettre du 20 août dernier, 1^{re} division, n° 3476, se démontre par les longues recherches que font depuis plusieurs années à ce sujet, tout ce que la France et l'Angleterre renferment d'hommes instruits et capables d'approfondir cette question, qui doit exercer une si haute influence sur la prospérité nationale.

Elle se démontre encore par la difficulté qu'a rencontrée, dans la session actuelle, la Législation anglaise, ainsi que par les quatre années qu'a déjà employées la commission nommée par le Gouvernement Français, à soulever le voile qui pouvait laisser entrevoir le moyen de concilier deux intérêts opposés, celui de l'inventeur ou importateur, et celui de l'industrie en général.

Ces difficultés nous font croire que, dans l'intérêt général de la Belgique, il conviendrait de laisser subsister la loi du 25 janvier 1817, jusqu'à ce que les Législatures anglaise et Française aient discuté et adopté un nouveau système, s'il y a lieu; le pays alors ne pourra que profiter, avec son expérience propre, des lumières et des connaissances des Etats voisins, qui sont ses véritables et seuls concurrents industriels.

Cette opinion de laisser provisoirement en vigueur la loi existante se renforce encore par la persuasion que nous avons que, moins il y a de changemens dans les bases sur lesquelles se fonde l'industrie, plus sûrement elle s'avance vers la perfection, opinion encore que nous pouvons vous soumettre sans crainte, puisque d'après la lettre de M. le Ministre, le système suivi par le Gouvernement avec la loi en question, n'a soulevé aucune réclamation pendant un cours de 16 années.

Nous nous hasarderons cependant de dévoiler quelques abus faits au détriment de l'industrie belge à l'ombre de la loi existante, et qui atteint un but entièrement opposé au but bien vu qu'a voulu atteindre le législateur, c'est en matière des brevets d'importation.

Plusieurs de ces brevets, pris simultanément en pays étrangers et dans le nôtre, n'ont nullement d'autre but que de défendre législativement l'usage des brevets d'importation obtenus afin de pouvoir en gratifier exclusivement l'industrie de telle nation ou fabrique où l'invention a pris naissance; par ce fait, il y a évidemment monopole, unique but que le Gouvernement se propose de détruire en faveur de la généralité.

Conséquemment, pour satisfaire au désir de M. le Ministre, de savoir si, en attendant une loi nouvelle, il ne serait pas convenable de diminuer les droits établis, nous sommes d'avis que ceci n'atteindrait d'autre but que de multiplier la demande d'obtention de brevets pour les moindres petites améliorations, ce qui suivant notre opinion n'aurait d'autre résultat que d'entraver au lieu d'éclairer l'industrie moyenne, qui ne nécessite pas de grands capitaux, de suivre selon ses facultés les améliorations journalières dont elle prend connaissance, soit par sa propre expérience ou pratique dans la manutention, soit par l'examen des marchandises étrangères, soit parce qu'il lui est révélé par des ouvriers étrangers qu'elle prend à son service; toutes ces faveurs lui sont enlevées par la prise d'un brevet d'importation, dont souvent le gratifié n'a aucune intention de favoriser le pays où il l'a obtenu.

En définitive, nous croyons de toute importance d'engager le Gouvernement, dans l'intérêt de l'industrie et de la généralité, à suivre, en attendant, strictement son système tracé dans la susdite lettre, et à être très-circonspect à accorder des brevets, et surtout ceux d'importation; d'après notre opinion, les seuls brevets à accorder sont ceux relatés dans la lettre de M. le Ministre, en faveur d'établissements d'industries nouvelles, qui exigent de grandes mises de capitaux, des essais chanceux, la formation d'ouvriers qu'ils doivent avoir la certitude qu'on ne leur enlèvera pas après qu'ils les auront instruits à leurs dépens, et aux inventions et perfectionnemens d'utilité bien constatée et reconnue, appréciée par des gens à même d'en reconnaître la réalité.

Agréés, etc.

La Chambre de Commerce et des Fabriques d'Anvers ,

Le Président, (signé) CHARLES DIEREXSENS.

Pour le Secrétaire : Le membre de la Chambre, (signé) CONS. JOOSTENS.

Pour copie conforme : Le Greffier des Etats, (signé) B. D'EGREMONT.

A Monsieur le Gouverneur de la province de Liège.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

La lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser le 26 du mois dernier, 1^{re} division, n° 3019, nous transmettait copie d'une dépêche de M. le Ministre de l'Intérieur relative aux brevets d'invention ou de perfectionnement.

L'enquête ordonnée par le Gouvernement français nous paraissant devoir jeter beaucoup de lumière sur cette matière si délicate, nous croyons qu'il convient d'attendre, pour réviser la loi du 25 janvier 1817, que la commission créée en France pour rédiger un projet de loi nouvelle, ait terminé son travail. En attendant, il serait bon que le Gouvernement prît aussi des informations sur le système suivi en Prusse, tant pour les nouveaux procédés découverts dans le pays, que pour l'introduction des inventions et perfectionnements faits à l'étranger. Le Gouvernement prussien a, dans les divers pays, des commissaires ou agens actifs et ayant des connaissances spéciales, qui sont à l'affût des inventions, parviennent à les connaître, en font part à leur Gouvernement qui devient lui-même l'importateur de ces inventions, et les livre aux industriels du pays. Par ce moyen, l'on pare à une partie des inconvénients attachés à la délivrance des *brevets d'importation*, qui, dans bien des cas, sont plutôt nuisibles qu'utiles à l'industrie.

Les brevets d'importation, à ce qu'il nous semble, ne doivent être accordés que pour des inventions qui sont de nature à pouvoir être tenues secrètes, et pour des procédés de fabrication découverts dans les pays où la sortie des machines est prohibée. Tant que le Gouvernement ne sera pas à même d'importer lui-même dans le Royaume les nouvelles machines inventées en Angleterre, par exemple, où cette prohibition existe, il sera de l'intérêt de l'industrie d'encourager l'importation de ces machines en accordant des brevets qui puissent dédommager les importateurs des sacrifices qu'ils doivent faire pour se les procurer.

Il serait à désirer aussi que le Gouvernement fît publier toutes les découvertes faites à l'étranger, soit par bulletins ou dans le Journal Officiel. Pour les inventions brevetées en France, il suffirait de faire publier les ordonnances royales trimestrielles relatives aux brevets, et il y aurait sans doute un moyen de se tenir également au courant des inventions pour lesquelles il aurait été délivré des brevets en Angleterre; aux États-Unis, en Prusse, etc., ce serait déjà un acheminement à ce que nous proposons.

Quant aux droits établis à la délivrance des brevets, nous ne les trouvons pas trop élevés, pourvu que le produit en soit employé en primes ou en récompenses pour l'encouragement des arts et de l'industrie, aux termes de l'art. 9 de la loi du 25 janvier 1817. Sans cela, ces droits seraient une charge onéreuse qui pèserait sur l'industrie. L'on pourrait aussi continuer à accorder gratis des brevets à ceux qui n'auraient pas les moyens de payer les droits.

Nous avons l'honneur d'être avec la considération la plus distinguée,

Monsieur le Gouverneur,

Vos très-humbles et très-obéissans serviteurs,

Le président de la chambre de commerce,

(Signé) R. BIOLLEY.

Le secrétaire, (signé) J.-B. CLAVARAUX.

A Monsieur le Gouverneur de la Flandre orientale.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Le système suivi dans notre pays, quant aux brevets d'invention, de perfectionnement ou d'importation, non-seulement n'a pas donné lieu à des réclamations, mais nous ne pensons pas qu'il soit susceptible jusqu'ici d'amélioration, ce qui nous fait penser qu'il ne saurait être question de réviser pour le moment la loi du 25 janvier 1817 ; seulement, si l'expérience démontrait qu'en France ou dans quelque autre pays il a été fait quelque changement utile dans cette partie, on pourrait alors l'introduire chez nous pour perfectionner encore s'il est possible notre législation sur cette matière ; en tout cas, il nous paraît hors de doute que si on voulait apporter quelque changement à la loi de 1817, il conviendrait d'attendre que la France ait changé sa législation, afin de pouvoir alors profiter de l'expérience et des lumières de nos voisins.

Quant à la question de savoir s'il ne serait pas convenable et juste de diminuer les droits établis à la délivrance des brevets, en attendant une loi nouvelle, nous devons vous dire, après avoir à cet égard pris des renseignemens près des personnes le mieux à même d'en juger, en conséquence, que, quant à ce point même, il ne nous semble pas nécessaire ni utile d'apporter quelque changement à la taxe proportionnelle suivie jusqu'aujourd'hui, parce que la hauteur de la somme à payer se détermine en proportion du temps pour lequel l'impétrant a demandé le brevet, et de l'importance de l'invention ou du perfectionnement.

La chambre de commerce et des fabriques,

(Signé) BOUSSAERT, président.

Le Membre de la chambre, faisant fonctions de secrétaire,

(Signé) J.-B. CLAUW.

Pour copie conforme : *Le greffier des États de la Flandre orientale,*

(Signé) MONTIGNY.

1° Le conseil supérieur de santé près le Ministère de l'Intérieur a été institué par l'arrêté royal du 17 août 1831, rendu en exécution de la loi du 18 juillet de la même année. Ce conseil a pour mission d'indiquer au Gouvernement les mesures à prendre en cas d'épidémie, de maladies contagieuses, etc., et à l'égard des navires qui arrivent des pays infectés ou suspects de maladies réputées pestilentielles, telles que la fièvre jaune, la peste du Levant, etc. D'après les articles 1^{er}, 2 et 3 du décret précité, les provenances par mer des pays habituellement sains sont admises à la libre pratique, *immédiatement après les visites et les interrogatoires d'usage*, à moins d'accidens ou de communications de nature suspecte, survenus depuis leur départ, et les provenances des pays qui ne sont pas *habituellement sains* ou qui se trouvent *accidentellement infectés*, doivent, relativement à leur état sanitaire, être soumises à des quarantaines plus ou moins longues.

Le conseil supérieur de santé ne peut s'assembler sans convocation du Gouvernement. Ses membres ne reçoivent rien qu'une indemnité de fl. 3 par chaque séance à laquelle ils assistent, le montant de cette indemnité est fixé par l'arrêté royal du 9 septembre 1831.

2° Les commissions médicales provinciales, créées par la loi du 12 mars 1818, sont chargées :

1° De délivrer des attestations de capacité à ceux qui, non munis d'un diplôme de docteur, veulent être admis à exercer, dans le ressort de ces commissions, la chirurgie, la pharmacie et l'art des accouchemens ;

2° De surveiller tout ce qui se rattache à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir et à la conservation de la santé publique ;

3° De se concerter avec les administrations provinciales et locales pour arrêter les mesures à prendre en cas d'apparition de maladies épidémiques ou contagieuses et d'épizooties ;

4° De donner à l'administration supérieure les renseignemens et avis qui leur sont demandés sur tous les objets qui intéressent la santé publique.

Ces commissions adressent annuellement au Département de l'Intérieur, un rapport général de leurs travaux.

Sous l'ancien Gouvernement, les commissions médicales provinciales recevaient annuellement, en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 31 mai 1818, qui n'est pas abrogé, une somme de fl. 1,100, dont 300 pour frais de bureau, de chauffage, d'éclairage, de location des locaux où se tiennent les séances, etc., et fl. 800 pour couvrir les dépenses qu'entraînent les visites annuelles des officines, des pharmaciens et des chirurgiens de campagne, les achats d'objets nécessaires aux examens, le déplacement des membres, résidant hors des lieux où se tiennent les séances de ces commissions, etc. Dans les budgets des exercices 1831, 32 et 33, la somme de fl. 1,100 a été réduite à fl. 666 62 $\frac{1}{2}$ c., ou fr. 1,410 92 c., pour chaque commission. Le tableau ci-dessous, dressé d'après les rapports généraux des commissions, pour 1832, ne laisse aucun doute sur l'insuffisance du subsidé pour quelques commissions médicales.

Commission médicale de la province de *Namur*, déficit au 31 décembre 1832, fl. 528.

Commission de la *Flandre occidentale*, 31 décembre 1832, fl. 187 40.

Commission médicale du *Limbourg*, 31 décembre 1832, fr. 44 79 c^{es}.

Commission médicale du *Hainaut*, 31 décembre 1832, fl. 1734 55.

Il est à observer en outre que les commissions des provinces de *Limbourg* et de *Luxembourg* ne sont pas pourvues de tous les objets nécessaires à leurs travaux, attendu que le matériel des anciennes commissions, qui siégeaient au chef-lieu de ces deux provinces, sont au pouvoir des autorités hollandaises. Le subsidé demandé par la commission de *Luxembourg*, pour 1834, s'élève seul, à la somme de fr. 6,370, comme on peut s'en assurer par les pièces ci-jointes.

3° La somme de 5,000 francs demandée pour le service sanitaire des ports de mer, est destinée au paiement des honoraires des médecins chargés de la visite des navires, et du salaire de leurs agens, et enfin des frais qu'occasionnerait la mise en quarantaine des navires qui arriveraient ayant à bord des malades atteints de maladies réputées pestilentielles. Le Gouvernement s'est décidé à prendre provisoirement ces dépenses à sa charge, par suite des réclamations faites par le commerce d'Ostende, contre l'arrêté de l'ancien Gouvernement, du 8 mars 1817,

qu'il considère comme illégal aux termes de l'article 110 de la Constitution. Lors de la révision des réglemens sanitaires pour les ports de mer, il y aura à examiner s'il convient de laisser exclusivement à la charge du commerce tous les frais qu'entraîne ce service, ou bien de laisser supporter cette dépense par l'État. On s'est élevé, à diverses reprises, contre l'obligation imposée aux navires de faire constater leur état sanitaire, à leur arrivée dans les ports du Royaume, mais en ne prenant pas cette mesure, qui est généralement adoptée dans tous les autres pays, on s'expose à voir les nations étrangères mettre des entraves à la libre entrée de nos bâtimens dans leurs ports; une fausse nouvelle sur l'état sanitaire d'Anvers ou d'Ostende, donnée par un journal ou par une lettre de commerce, peut provoquer cette mesure dans tout port où les réglemens sanitaires sont exécutés avec rigueur; car en France comme en Angleterre, en Espagne comme en Russie, tout pays dans lequel on *soupçonne* l'existence d'une maladie pestilentielle ou qui est en *libre communication* avec des lieux suspects, ou qui reçoit sans précaution des provenances suspectes, peut être placé sous le régime sanitaire. Ce n'est que sur l'assurance donnée au Gouvernement français que les mesures préventives adoptées à l'égard des provenances maritimes continueraient d'être sévèrement exécutées, que notre commerce a obtenu la levée de la quarantaine de rigueur, à laquelle ont été soumis de 1824 à 1832, les navires partant de nos ports pour les ports français de la Méditerranée.

4° Au moyen de la somme de 6000 francs demandée pour l'encouragement de la vaccine, 57 médailles de la valeur de 50 florins chacune seront remises, en 1834, aux médecins et chirurgiens qui propagent cette découverte avec le plus de zèle et de désintéressement.

5° Une commission pour la révision de la *pharmacopée belge* a été créée en 1833; les fonds alloués pour cette commission, qui s'occupe activement de ses travaux, seront insuffisans pour couvrir les dépenses qu'entraînent les expériences nombreuses qu'elle doit nécessairement faire, ainsi que l'achat des livres, des médicamens et produits chimiques et des instrumens dont elle doit être pourvue; d'ici à deux mois, un laboratoire muni du personnel et de tout le matériel nécessaire devra être mis à sa disposition. Les fonds demandés pour cette commission, lors de la discussion du dernier budget, ne concernaient que les dépenses à faire pour l'exercice courant.

Une commission pour la révision des lois et réglemens sur l'art de guérir et toutes les institutions qui se rattachent à l'hygiène et à la salubrité publiques, sera créée très-incessamment. Les matériaux qui doivent servir de base à ses travaux sont déjà réunis; ce sont les rapports et avis des commissions médicales locales et provinciales, des universités et des députations des États du Royaume, qui ont été consultées sur les modifications et améliorations à apporter à ces lois et réglemens.

Cette commission devra être pourvue de tous les ouvrages nécessaires aux recherches auxquelles elle devra se livrer, et une indemnité pour frais de route et de séjour devra être accordée à ceux des membres de cette commission qui ne demeurent pas à Bruxelles.

ÉTAT DÉTAILLÉ, par approximation, de l'emploi du crédit de 2,600 francs, demandé au Budget, pour Matériel de l'administration des Archives du Royaume.

1 ^o Fournitures de bureau : papier, plumes, encre ; impression de têtes de lettres et d'étiquettes, achat de ficelles ; ports de lettres, achat d'ouvrages anciens sur la diplomatique, nécessaires pour les travaux des archivistes.	fr. 500	»
2 ^o Abonnement au <i>Moniteur</i> , pour être conservé en dépôt aux archives	60	»
3 ^o Confection de cartons et reliures.	500	»
4 ^o Achat de bois et houille	700	»
5 ^o Rétribution des femmes chargées de nettoyer les bureaux et les différens locaux des archives.	290	»
6 ^o Achat d'objets nécessaires pour le nettoyage et l'entretien des locaux, tels que sable, balais, brosses, nattes ; entretien des pompes à incendie.	250	»
7 ^o Nettoyage et entretien des châssis et vitres	80	»
8 ^o Entretien des poêles et ouvrages de serrurerie	50	»
9 ^o Ouvrages de menuiserie, tels que confection ou emplacement de rayons.	75	»
10 ^o Menues dépenses qu'on ne saurait prévoir	95	»
Total.	fr. 2,600	»

N. B. La plupart de ces indications ne sont qu'approximatives ; il y a des articles dont le chiffre sera insuffisant, d'autres dont le chiffre sera trop élevé : l'excédant des uns servira à balancer le déficit des autres.